

# **Plaidoyer pour un nouveau projet socialiste**

## **Non-violence & force de la vérité**

### **Indignation, convictions & propositions**



*Ce document fait 407.500 caractères (espaces compris) soit 271 feuillets*

#### **Table des matières**

Indignation  
Convictions  
Propositions  
Introduction  
Préambule au programme « Non-violence et force de la vérité »  
1 – Démocratie & institutions

- 2 – Monnaie & revenu universel
- 3 – Santé & alimentation
- 4 – Éducation & recherche
- 5 – Nature & agriculture
- 6 – Énergie & transports
- 7 – Production & consommation
- 8 – Défense & affaires étrangères

#### Annexes

- 1 – L’oligarchie occidentale et l’illusion démocratique
- 2 – Le système monétaire actuel et la pétition « Pour que l'argent serve au lieu d’asservir »
- 3 – Agriculture : états des lieux et associations
- 4 – Le mouvement des Colibris et leur plan
- 5 – Fraternité Citoyenne
- 6 – Auteurs, ouvrages & textes à lire
- 7 – Citations
- 8 – Autres annexes et notes

•••

## Indignation

*« D'abord ils vous ignorent, puis ils se moquent de vous, puis ils vous combattent, puis vous gagnez. »* M. K. GANDHI

L’indignation voire même une saine colère m’a envahi lorsque j’ai compris, au début des années 1990, le fonctionnement du système monétaire international. J’ai alors décidé de consacrer ma vie à la recherche de la vérité et de la partager avec mes concitoyens ; c’est ce que je fais par l’intermédiaire du net depuis 1999. Je suis choqué par la mentalité ou l’idéologie de l’oligarchie. Je crois que la seule solution est politique au sens noble du terme. L’indignation n’est pas suffisante, le combat politique s’impose, il s’agit de chasser du pouvoir cette oligarchie manipulatrice. Les solutions existent pour vivre sainement, paisiblement et confortablement dans notre pays une fois débarrassé de ce gouvernement de privilégiés qui ne défendent que leurs intérêts. Pour dire la vérité à mes concitoyens et révolté par la stupidité, l’absurdité et la violence de l’idéologie économique et politique dominante qui est partagé aussi bien par la droite que par le gouvernement social-libéral actuel, j’ai décidé d’agir, de me présenter aux élections présidentielles, d’être candidat aux primaires socialistes de 2016 et de 2021.

Cela dit, ne prenez pas ce texte pour « ma » profession de foi, car au delà de mon aventure personnelle qui peut très bien s’arrêter (défaut de parrainage, incapacité, découragement, maladie, ...), ce texte pourrait tout aussi bien inspirer d’autres candidats potentiels à la magistrature suprême. L’essentiel c’est, bien évidemment, que les citoyens s’approprient cette réflexion que l’on peut faire sur notre civilisation et que les propositions qui semblent les plus pertinentes et les plus bénéfiques pour la France et sa population soient appliquées afin de sortir de l’absurdité, de l’iniquité et de la violence de cette civilisation de la marchandise finissante.

On peut ergoter sur la date de naissance du capitalisme, personnellement, j’opte pour l’an 1492. Certains font remonter le capitalisme à la république de Venise, d’autres considèrent que sa véritable naissance coïncide avec les révolutions américaine et française ou encore avec le mouvement des enclosures à partir de la fin du 16<sup>e</sup> siècle. Quoi qu’il en soit, c’est clair que l’Angleterre du 18<sup>e</sup> était le pays phare du capitalisme naissant et que la création de la monnaie fiduciaire par les marchands d’or qui sont devenus banquiers est l’élément moteur du capitalisme. En clair, pas de capitalisme sans capital ! Evidemment, les laudateurs du capitalisme font remonter celui-ci avec la révolution néolithique. Pour eux, le capitalisme est un état de nature et tout s’explique par le darwinisme social.

Thomas Kuhn a beaucoup utilisé le mot de paradigme en référence à une théorie scientifique qui est une description du monde qui nous propose une structure conceptuelle pour décrire un ensemble de phénomènes. Un paradigme entre en crise lorsqu’une multitude de données empiriques, de faits concrets mettent à mal le cadre théorique global. Donc dans une situation de crise, une théorie alternative, une nouvelle vision du monde se présente forcément. Ce mot appliqué aux théories scientifique au 19<sup>e</sup>, s’est généralisé pour exprimer le substrat idéologique d’une civilisation. Une révolution paradigmatique institue une structure conceptuelle en complet désaccord avec l’ancien paradigme. Et comme en science, la vision du vivre ensemble, la vision du monde, oscille entre des périodes que l’on pourrait dire « normales » dominées par une théorie au sein de laquelle on cherche à résoudre tous les problèmes et des périodes « révolutionnaires » qui renouvellent le paradigme en réinterprétant tous les phénomènes dans un nouveau schéma conceptuel.

Historiquement, les révolutions paradigmatiques sont, pour ne citer que les plus importantes sur notre bout de planète appelé occident :

- la fin de l’empire romain et l’émergence de la chrétienté comme religion d’état à la fin du 4<sup>e</sup> siècle ; (suivi d’une période sombre et de chaos : le haut Moyen Age)
- la renaissance, la réforme protestante et son corollaire la rédemption par le travail ;

- et la plus récente, les lumières du 18<sup>e</sup> et les révolutions américaine et française.

Je ne vais pas m'étendre sur l'histoire du capitalisme, d'autres le font déjà très bien, mais simplement sur l'histoire de sa fin. Je dirais que la crise des années 30 a été sa crise cardiaque, la guerre 39-45 son pontage coronarien qui lui a permis de lui donner un second souffle - il faut se souvenir tout de même que le capitalisme était considéré à l'époque par beaucoup comme mourant - et les 30 glorieuses, que René Dumont appelait les 30 désastreuses, comme son sursis avant la lente agonie dans laquelle nous vivons. Dans les années 80, à l'école d'ingénieur à Montréal où j'étais à l'époque, n'ai-je pas appris que grâce aux biotechnologies et aux NTIC, nous allons, très certainement, connaître la phase ascendante du 5<sup>e</sup> cycle de Kondratiev. Kondratiev est un économiste russe qui a été limogé par le pouvoir stalinien car il prétendait que le capitalisme renaît de ses cendres après une crise grave dans une périodicité de cycles longs de 50 à 60 ans liés aux différentes grandes innovations technologiques. Non, circulez il n'y a rien à voir ! Vous ne verrez jamais ce 5<sup>e</sup> cycle de Kondratiev tant attendu !

Evidemment, une civilisation ne meurt pas du jour au lendemain. Alors, allons-nous vivre une lente agonie sur plusieurs décennies ? Personnellement, je ne crois pas. D'abord, parce que cette agonie est déjà commencée depuis le début des années 80 et ensuite parce qu'il suffit d'observer honnêtement les événements et l'évolution des mentalités pour constater que la mort clinique du capitalisme est imminente. Sincèrement, je crois que la chute de cette civilisation est pour bientôt. 2020 ? 2030 tout au plus ! Franchement, je n'arrive pas à me projeter dans 30 ans en train de regarder la publicité à la télé et le JT de 20h avec des bonimenteurs qui nous parlent de croissance obligatoire pour réduire le chômage et tout le bourrage de crâne qui va avec.

Avec la crise, je me réjouis de constater que les socio-économistes, Marx, Durkheim, Weber, Schumpeter, Mauss, Polanyi et Serge Latouche sont de retour car les économistes orthodoxes ou néo-classiques avec leurs équations se gonflent d'arrogance à vouloir nous démontrer que l'économie est une science avec ses lois – leurs lois – les règles du capitalisme. Pour plus d'information voir l'ouvrage de Serge Latouche : *L'invention de l'économie*. Pour résumer, tout est de la faute à Walras avec son modèle de l'équilibre général qui met l'économie en totale apesanteur sociale.

Pour changer de civilisation, le premier point essentiel c'est l'appropriation de la création monétaire par le peuple pour le peuple et gérée par ses élus et par l'État par un retour de la Banque de France et la nationalisation de toutes les banques. En clair : tous les intérêts doivent être payés à l'État. L'État souverain doit être le seul créateur de la monnaie fiduciaire et scripturale. Je précise que ces deux termes se confondent si l'État contrôle la création monétaire. D'autre part la fonction d'assurance ou mutualiste doit également être contrôlée par l'ensemble des citoyens et sortir de la sphère du profit. De même que tous les grands moyens de production et de transport qui doivent appartenir à l'ensemble de la collectivité par des processus de direction à inventer comme des directions collégiales issues à la fois d'usagers, d'employés et d'élus ou de représentants d'élus. Bref un nouveau contrat social, avec l'entrée de concepts comme la gratuité d'un certain nombre de services et même de biens, un service social à la carte, un revenu d'existence de la majorité à la mort, etc.

Mais certains ne sont pas d'accord, évidemment, ceux qui sont au pouvoir. C'est-à-dire les bilderbergers, les membres de la trilatérale, chez nous ceux qui se retrouvent un mercredi par mois place de la Concorde au sein du saint du pouvoir financier, politique, économique, médiatique, intellectuel et syndical, dans une association qui s'appelle *le Siècle* et bien sûr les frères la gratouille (c'est Mitterrand qui les appelaient comme ça) des clubs G.O., G.L.N.F. et autre Grande Loge De France où l'on retrouve une bonne partie de la nomenclatura française. Et, évidemment, tous ces gens là, ils n'ont pas envie de changer le monde et on comprend pourquoi puisqu'ils sont au pouvoir ! Et ils font tout ce qu'ils peuvent pour nous convaincre que le monde a toujours été ainsi et qu'il sera toujours comme cela. Et la plupart des intellectuels et des journalistes sont là pour continuer à nous le faire croire ! De toute façon, une vision du monde tient parce que les dominants tiennent les dominés par un discours idéologique. Et lorsqu'on s'approche de la fin d'une société, ces dominants prétendent que ce n'est pas un discours idéologique et qu'il n'existe aucune autre vision du monde possible !

Mais les choses ne sont pas si simples ; évidemment il y a ceux qui sont tout en haut de la pyramide mais ensuite, il y a ceux qui sont juste en-dessous et puis ceux qui sont juste en-dessous de ceux qui sont juste en-dessous, etc. Et chacun se dit : j'ai un plus ou moins gros « bout de fromage » et de toute façon je ne vais pas changer le monde et puis après tout, après moi le déluge ! Ceux qui sont en haut sont probablement bien conscients de l'absurdité du système, certains y croient peut-être, mais j'en doute ou alors ils sont très bêtes ou totalement conditionnés. Et parfois ce ne sont pas ceux qui sortent des grandes écoles (ENA) qui sont le moins conditionnés !

Et plus on descend, moins les gens sont vraiment conscients, mais c'est surtout qu'ils ne veulent pas le voir. On appelle cela : la servitude volontaire. Et, il faut bien le dire, cette servitude est rassurante, pourquoi se poser des questions ? C'est fatigant de se poser des questions ! C'est tellement plus simple de s'avachir sur son canapé et de regarder des talk show et des reality-shows stupides. Posez-vous cette question : est-ce que ce que je fais dans ma vie professionnelle est véritablement bénéfique aux autres ? Ou est-ce que ce que je fais est une façon plus ou moins hypocrite de profiter de la seule mine inépuisable : la bêtise humaine ? Est-ce que je mangerais les fruits et les légumes de mon exploitation agricole saturés d'intrants, est-ce que j'achèterais les produits ou les services de l'entreprise pour laquelle je travaille, est-ce que j'ai besoin d'acheter tout ces produits qui me sont si gentiment proposés à la TV pour remplir mon vide intérieur ?

Alors, qu'est-ce que l'on fait ? Parce qu'il paraît que la reprise pointe son nez ! Vont-ils réussir à faire repartir la croissance ? Ont-ils réussi à moraliser le capitalisme ? Excusez-moi d'en douter ! C'est la novlangue du libéralisme, c'est orwellien comme formule, moraliser le capitalisme, voyons donc ! C'est du même genre que la guerre c'est la paix, la liberté c'est l'esclavage ou l'ignorance c'est la force ! Donc ne pas se poser de questions, continuer à penser que le capitalisme est là jusqu'à la fin des

temps et surtout ne pas s'inquiéter des dégâts causés par un système inique, absurde et violent ou alors réinventer le monde pour demain. C'est à vous de choisir.

Car ce que nous vivons, ce n'est pas une crise mais c'est la plus grande escroquerie de l'histoire de l'humanité ! Il est plus que temps de nous réveiller et de foutre un bon « coup de pied au cul » aux banksters, aux multinationales et aux psychopathes qui dirigent le monde ! Ces fous veulent nous amener à une confrontation planétaire juste pour ne pas perdre le pouvoir. Nous le savons, les médias nous ont menti sur les guerres de Syrie et de Libye et non seulement ils nous mentent, mais ils nous manipulent par leur propagande incessante sur la rigueur budgétaire, la crise financière, etc. Réveillons-nous ! Cette crise monétaire est virtuelle puisqu'elle est basée sur une monnaie créée ex-nihilo (à partir de rien) par les banksters qui contrôlent la Fed. Les gouvernements européens et américains sont soumis à ce pouvoir discret mais totalitaire : les banquiers qui contrôlent la Fed.

Tant que les citoyens n'auront pas compris (a) que les seules richesses qui existent sont l'énergie humaine (l'ingéniosité, le savoir-faire, le travail...), ses réalisations (immeubles, usines, machines, logiciels, oeuvres d'art, inventions, ...) et les richesses naturelles ; (b) que la monnaie est un instrument de manipulation au service d'une toute petite minorité sur l'ensemble de l'humanité, c'est l'instrument de management suprême ; (c) que les banquiers ont donc à leur disposition, depuis plus de trois siècles, un instrument : la monnaie bancaire ou fiduciaire ce qui leur donne tout pouvoir ; (d) que cette fausse monnaie : la monnaie fiduciaire est à l'origine du capitalisme et de la plupart de nos problèmes et (e) qu'une fois débarrassée de l'esclavage de cette monnaie dette et grâce à la prodigieuse efficacité de nos moyens de production, l'humanité pourra enfin accéder à un véritable âge de prospérité. Donc tant qu'une majorité de citoyens ne sera pas consciente de cela, alors les banquiers et leurs valets (la plupart des économistes, des journalistes et des politiques de la majorité et de l'opposition officielle) continueront à vous manipuler et à vous tondre comme des moutons !

Il faut savoir (1) que depuis le 15 août 1971, toute la monnaie en circulation sur la planète est de la monnaie de singe – la dernière monnaie gagée sur l'or était le dollar US à hauteur de 35 \$/l'once ; (2) que les banquiers font de la fausse monnaie depuis toujours – c'est le système à réserves fractionnaires – et c'est l'escroquerie à la base du système capitaliste ; (3) que cette fausse monnaie a permis la prédominance quasi universelle de la société de la marchandise sur la planète ; (4) que depuis 1973 l'État français s'est interdit de faire marcher sa planche à billets et cette interdiction a été reprise par les articles 104 (Maastricht) et 123 (Lisbonne) ; (5) que la banque centrale américaine – la FED – n'est ni fédéral ni public ! C'est un consortium de banques privées et (6) que pour se sortir de la « merde », il existe une solution : la réforme monétaire dite du 100% Money. C'est-à-dire une capacité d'émettre la totalité de sa monnaie sur son territoire par le représentant du peuple – l'État – pour le bénéfice de son peuple. En clair, la création monétaire est aujourd'hui une affaire privée, elle n'aurait jamais dû l'être, c'est la plus grande escroquerie de l'histoire de l'humanité et cette création monétaire ne peut être qu'une affaire publique.

Qui est propriétaire des médias classiques aux USA ? Qui est propriétaire du système de la Réserve Fédérale ? Qui détient les plus grandes parts dans l'industrie militaire ? À qui appartient le pétrole ? À qui appartient le dollar ? Lorsque l'on se rend compte qu'il s'agit de la même petite cabale de personnes dont Patrick Wood parlait il y a trois décennies dans son livre écrit en commun avec Anthony Sutton, "Trilaterals over Washington", vous avez votre réponse. Une guerre bénéficiera à tous les intérêts commerciaux mentionnés ci-dessus ainsi qu'à préserver le statut de domination du pétrodollar.

Les spéculateurs criminels et sans scrupule (les huit familles : Goldman Sachs, Rockefeller, Lehman et Kuhn Loeb de New York, les Rothschild d'Allemagne, de Paris et de Londres, les Warburg de Hambourg, les Lazard de Paris et les Israel Moses Seiff de Rome) ont infiltré la Fed (ils sont la Fed !), la City et la plupart des banques centrales européennes. Ils sont évidemment derrière les banques : Bank of America, JP Morgan, Citigroup, Wells Fargo, Goldman Sachs et Morgan Stanley. Ils sont prêts à tout, puisqu'ils ont essayé de tuer le président des USA : Andrew Jackson, ont fait tuer Abraham Lincoln et JF Kennedy, le secrétaire au trésor de Thomas Jefferson, parce qu'ils voulaient que les USA reprennent leur indépendance monétaire. Ils ont ruiné des millions d'Américains avec les Hedge-Funds, se sont emparé de la Banque d'Angleterre par la ruse. Ils se sont enrichis en prêtant aux États de l'argent à des taux usuraires pour financer les guerres de Sécession, napoléoniennes, la première guerre mondiale puis la seconde guerre. Ces huit familles ont même financé Hitler ! Ils ont également recyclé l'or volé des juifs assassinés pendant la Shoah (Chase). Ils n'hésitent pas à renverser des États. La banque Rothschild a renversé de Gaulle. Ils ont participé à la révolution en Tunisie. La banque centrale de Tunisie contrôlée par les Rothschild a remplacé la banque Zitouna de la famille Ben Ali. Ils sont aussi partie prenante dans la révolte égyptienne avec El Baradein qui préservera l'existence de la banque centrale d'Egypte, infiltrée par les Rothschild. Abdelhakim Belhadj, ancien dirigeant de la Jamahiriya groupe islamique (formé par l'OTAN) qui a contribué à renverser Mouammar Kadhafi et marionnette des Rothschild, a rencontré, en Turquie, les dirigeants de l'armée syrienne libre pour envoyer des troupes libyennes et ainsi alimenter l'insurrection contre Bachar al Assad. Ils ont profité des grandes crises ou en sont les responsables : crises 1920 (Morgan), 1929 (la Fed, c'est à dire les huit familles).

A la base du complot : enlever aux nations leur souveraineté monétaire, tel que Mayer Amschel Rothschild l'expliquait : « Donnez-moi le contrôle de la monnaie d'une nation, et je me moque de qui fait ses lois ». C'est ce qui se passa en 1913 avec la Réserve Fédérale des Etats-Unis. Ne pouvant plus battre monnaie, les États sont obligés d'emprunter à des banques privées judéo-anglo-américaines. Dirigés par des complices au service de ces banksters, les pays s'endettent trop, provoquant toutes les crises depuis le 19e siècle. Les États affaiblis par les crises, il est alors facile de remplacer les gouvernements incompetents ou complices par des représentants de ces banques et ainsi asservir les peuples par le paiement d'intérêts sur les intérêts, d'impôts exorbitants, de taxes, d'inflation comme en France, en Italie, en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Tunisie, en faisant croire aux peuples qu'ils sont aussi responsables, car ils ont élu ces gouvernements incompetents et ou corrompus.

J'ai publié l'article "C'est la Crise finale !" dans la revue Nexus durant l'été 2010 (annexe 8) que j'ai également publié le 21 février 2011 sur Agoravox.fr. Je commençais l'article en disant « qu'en dépit des propos rassurants des experts, le système financier planétaire touche à sa fin... Une seule solution pour les États : reprendre le pouvoir de la monnaie... ». En effet, je dénonce depuis plus de 20 ans l'escroquerie à la base du système capitaliste : le système monétaire de Réserves Fractionnaires que pratiquent les banques depuis plus de deux siècles. Avec ce système, la planche à billets a toujours été une affaire privée pour les particuliers et les entreprises, mais depuis 40 ans, depuis le 3 janvier 1973 pour la France pour être plus précis, l'État, sous pression des banquiers, s'est interdit à lui-même de créer la monnaie dont il a besoin. C'est évidemment une trahison des Messieurs Pompidou et Giscard et donc depuis le gouvernement se refuse à lui-même un privilège qu'il a accordé aux banques par la loi, il se fait le serviteur des banquiers et méprise le peuple. Pour qu'un gouvernement soit vraiment souverain, il faut qu'il reprenne son droit de créer un argent libre de dette.

Je finissais l'article en disant que la « crise économique et financière globale serait un bienfait pour l'humanité. D'abord, on arrêterait de travailler, consommer et polluer en toute inconscience, et ensuite, ce pourrait être l'occasion d'une émancipation extraordinaire. Concrètement, matériellement, rien ne serait perdu. Seule la possibilité de mobiliser l'énergie humaine, le pouvoir sur l'autre, est aboli. C'est une vraie révolution, une réelle abolition des privilèges. » Et que « les grands perdants seront les grands manipulateurs de finances. Pour 99 % de la population, cela ne sera pas bien grave. L'énergie de tout un chacun sera libérée du carcan, des chaînes de la finance internationale et de ses geôliers : les financiers. Certains pourraient se sentir un peu déboussolés et sans l'État et les processus démocratiques, les choses pourraient dégénérer. Mais restons calmes : la richesse, la vraie, notre énergie, n'aura pas disparu. Il n'y a pas eu de guerre en Europe depuis des dizaines d'années et grâce au travail et au génie humain nous avons des moyens de production d'une extraordinaire efficacité ; en fait, nous n'avons jamais été aussi riches. Le jour où les peuples réaliseront cela, nous pourrons enfin mettre en place une société de convivialité, de temps choisis, d'harmonie et de respect. »

Pour sortir de la crise monétaire absurde dans laquelle nous sommes englués, je propose les solutions du « 100 % money » et de l'assouplissement monétaire pour les peuples, c'est-à-dire, premièrement un contrôle de la totalité de la masse monétaire en circulation par l'État et deuxièmement un revenu d'existence pour tout un chacun. Et il est évident que ces réformes ne pourront se faire qu'au niveau de l'État français en commençant par la nationalisation de toutes les banques françaises sans indemnité pour les actionnaires bien évidemment. En effet, comment se mettre d'accord sur des réformes aussi importantes au niveau européen ?

Cette crise est là pour abattre les Nations et les démocraties. En confisquant la souveraineté des nations grâce à la dette de leur gouvernement avec la complicité des agences de notation, en détruisant les économies nationales en imposant aux Nations un libre échange débridé avec la complicité de l'OMC, du FMI, de la Banque Mondiale pour leur imposer un Nouvel Ordre Mondial et une dictature planétaire, basée sur des valeurs telles que l'argent à tout prix, le progrès à tout prix, la science sans conscience, la concurrence et la concentration exacerbées.

Le combat politique aujourd'hui est très simple : il s'agit de foutre un bon « coup de pied au cul » des banksters et il faudra le faire un jour ou l'autre, c'est incontournable.

Je suis donc candidat à l'élection présidentielle et ce n'est ni une plaisanterie ni une lubie. Aspirer à devenir le Président des Françaises et des Français, mes chers compatriotes, implique d'être porteur d'une vision pour la France, une vision animée par l'espoir d'un avenir meilleur pour toutes et tous au sein de la grande famille que nous formons. Je suis un citoyen ordinaire issu de la classe moyenne mais je suis néanmoins habité par la volonté de conduire un pays de 65 millions d'habitants et de 44 millions d'électeurs, une volonté que marque une détermination hors du commun.

La souveraineté du peuple s'exprime par le suffrage universel. Aujourd'hui, la démocratie est bafouée par une oligarchie détentrice des banques et des mass média. Il n'y a aucune chance, étant donné mon discours, que les média dominants me « délivrent un certificat de crédibilité ». Il est peut-être fou de vouloir défier ce système que d'aucuns condamnent comme corrompu mais qui impose de crise en crise sa loi d'airain. Je n'ai pourtant aucune gêne à persister et à signer devant vous mon solennel engagement. Je m'engage, en effet, à croiser le fer, peu importe que l'on m'ignore, que l'on me tourne en dérision, que finalement l'on vienne à me combattre, je m'engage à croiser le fer, disais-je donc, avec cette oligarchie qui ne croit qu'en une seule « démocratie », celle de la manipulation des moutons. Et vous ne voulez en aucun cas être traités comme des moutons.

Notre code électoral reste très imparfait, mais la politique de la cité, notre cité, notre bien commun, notre république, se décide grâce à l'universel suffrage des citoyens. Un suffrage à bulletin secret. Une banale citoyenne, un banal citoyen, égale une voix, et la voix de M. Rothschild ne vaut pas plus que la vôtre. Ce suffrage citoyen, qui présentement, est la clef de notre destin commun, crée un rapport de force que concrétisent partis et partisans. Et si vous, mes chers concitoyens, vous aimez le programme dont je suis le porte-parole, si vous l'agréez parce qu'il vous touche en profondeur et répond à votre espérance, à votre exigence d'un avenir meilleur, merci de bien vouloir faire *parti* de mes partisans.

Je ne désire pas jouer les Cassandre mais il y aura un combat à l'intérieur du PS lors du prochain congrès (fin 2014), un combat qui déterminera si, oui ou non, se tiendra en 2016 une primaire pour les élections présidentielles de l'année suivante. Je veux pourtant vous faire comprendre que, plus par clientélisme que par conviction, les partisans de François Hollande (les hollandais) au service de l'oligarchie, vont mettre toutes leurs forces dans la balance pour barrer la route afin qu'il n'y ait pas de primaire en 2016. Puis-je vous rappeler que voter au PS exige d'être encarté depuis plus de 6 mois (voir annexe 8).

Quoi qu'il en soit, il y aura des primaires pour les présidentielles de 2022 en 2021. Je rappelle que les votes pour la primaire de 2016, si elle a lieu, et pour celle de 2021, qui aura forcément lieu, sont ouverts à tous les citoyens français.

Nous sommes des centaines de milliers de citoyens conscients du mensonge et de la duplicité des classes dirigeantes, soyons des millions demain. Ce n'est pas la politique qui est sale, ce sont certains politiques. Car s'il est vrai que parfois la politique est sale, il faut rentrer dans la politique et la nettoyer ! Et donc la meilleure façon de faire c'est de s'engager mais de s'engager en soutenant ces valeurs humaines de l'honnêteté, de l'engagement, de la transparence. Et puis si c'est sale, c'est à nous de faire en sorte qu'elle se nettoie et donc ça dépend de nous et ce n'est pas une chose à éviter ! Alors qu'est ce qui nous empêche de faire de la politique pour chasser les mauvais politiques du pouvoir ? Ne serait-il pas plus efficace de joindre nos enthousiasmes à changer le monde plutôt que de le faire chacun dans notre coin ? Je ne suis qu'un porte-drapeau et j'ai besoin de tous les citoyens de bonne volonté.

Je suis ingénieur, auteur, conférencier et le mandataire de la Motion 4 pour le département de la Dordogne (1<sup>er</sup> signataire : Stéphane Hessel). Lors du dernier congrès du PS qui s'est déroulé fin octobre 2012 à Toulouse, cette motion a recueilli plus de 10 000 suffrages soit 12% des votes exprimés des membres du PS.

Ma candidature à la présidence de la république n'est pas une nouveauté. J'ai annoncé mon intention de me présenter à l'élection présidentielle le 1er janvier 2000. Je l'avais fait à l'époque par un communiqué de presse. J'avais obtenu, durant la pré-campagne de 2002, quelques articles de presse ainsi que deux passages à la télévision (France 2 et Canal +). Faute d'avoir rassemblé les 500 parrainages, je n'ai pas pu me présenter officiellement. Je n'ai pas participé à la campagne de 2007. Pour 2012, j'ai d'abord voulu participer à la primaire d'Europe écologie – les Verts. J'ai finalement renoncé parce que je ne voulais pas signer un engagement de la direction qui m'engageait à soutenir le gagnant des sondages de l'époque : N. Hulot, et que j'ai estimé que c'était beaucoup d'énergie pour peu de résultats. Je suis fondamentalement socialiste ; j'ai alors décidé, dès qu'il est apparu que M. Strauss-Kahn était disqualifié, de prendre ma carte au Parti Socialiste et de soutenir François Hollande. Lors de l'Université d'été de 2011 du PS, j'ai donné en main propre au favori de la course à la présidentielle mon ouvrage – *Nouvelle Civilisation 2012* – en faisant le souhait que les quelques bonnes idées pour une meilleure gestion de la cité exposé dans cet ouvrage puissent inspirer le futur président. Mais M. François Hollande est enfermé dans un discours technocratique et libéral et il est, jusqu'à preuve du contraire, au service du Nouvel Ordre Mondial voulu par l'oligarchie Occidentale.

Conscient qu'à moins d'une révolution violente, ce qui n'est évidemment et absolument pas souhaitable, un changement radical ne peut se faire que par les urnes ; que la constitution de la 5e République étant ce qu'elle est (l'importance prédominante du président de la république et de l'exécutif) ; que pour qu'un candidat à l'élection présidentielle ait une chance de gagner il doit être issu d'un grand parti ; que le choix entre les deux grands partis s'impose de lui même en ce qui me concerne (quoique je revendique un certain gaullisme, de gauche évidemment ! Mais l'UMP est-il gaulliste ?) ; j'ai décidé d'être candidat à la prochaine primaire socialiste. Je suis né à Paris en août 1962, issu de la classe moyenne – mon père était chercheur à l'INSERM, mon grand-père instituteur dans l'Allier – je suis québécois par ma mère et ingénieur de l'école polytechnique de Montréal. Aujourd'hui je vis avec Vanessa et nos deux filles dans une maison que j'ai dessinée et construite de mes mains.

Depuis la crise de 2008, le Mouvement des Indignés en Europe, le mouvement Occupy Wall Street aux USA démontrent que des millions de citoyens sur la planète ont pris conscience que le capitalisme ça suffit ! « We are the 99% » et nous ne pensons pas que la seule finalité de l'humanité soit de produire, de « con-sommer » et de passer son existence à comparer les prix dans une économie de marché mondialisée. Il va nous falloir choisir entre la survie d'un système absurde, stupide et violent qui fait du profit sa seule finalité et la survie de notre humanité, de notre environnement, de notre planète. C'est donc soit la survie des peuples (les 99%) ou soit la survie d'un système contrôlé par 0,01% de la population pour son seul bénéfice.

- Nous sommes conscients du potentiel de l'immense richesse de notre société technicienne et de la vulnérabilité de notre patrimoine naturel.
- Nous considérons que les mots « Liberté, Egalité et Fraternité », inscrits au fronton de nos mairies ne sont pas vides de sens ; que l'héritage de la Révolution Française, des révolutions du 19e siècle et des luttes sociales du 20e siècle et en particulier dans les résolutions adoptées par le Conseil National de la Résistance (parmi les mesures appliquées à la Libération, citons la nationalisation de l'énergie, des assurances et des banques...) sont notre fierté et nous lient dans un destin commun : la France.
- Nous considérons que la seule politique digne à mener est la lutte contre le pouvoir mafieux des banksters, que le reste n'est que de la poudre aux yeux et que les hommes politiques qui ne remettent pas fondamentalement en cause ce pouvoir occulte, sont soit achetés, soit menacés, soit idiots.
- Nous considérons que la politique nationale Française est le seul « espace » qui nous reste afin de lutter contre cette oligarchie transnationale qui veut nous imposer une dictature financière mondialisée.
- Nous considérons que la non-violence et la vérité sont à la base de notre lutte pour notre émancipation de l'esclavage par les maîtres de la finance.
- Nous refusons de travailler, autant que possible, dans toute entreprise néfaste.
- Nous refusons d'acheter une presse aux ordres du pouvoir financier et d'alimenter la société de consommation, de marketing et de mensonge.
- Nous refusons tout discours médiatique qui tenterait de nous faire croire à la nécessité de l'austérité et de la « croissance » pour sortir de la crise.
- Nous rejetons le bonheur artificiel vendu par la télévision – le bonheur n'est pas dans la consommation.
- Nous refusons de nous soumettre au maître sournois mais bien réel qu'est le « système monétaire de Réserves Fractionnaires » ou, autrement dit, à la manipulation par la monnaie « dette » émise par les banques.

- Nous refusons de voter pour tout candidat aux élections nationales (législatives et présidentielles) qui n'aborderait pas le problème monétaire avec franchise et qui ne proposerait pas dans son programme de nationaliser les banques afin que l'argent devienne la propriété des peuples et non pas d'une infime minorité cachée (Fed et groupe Bilderberg).
- Nous refusons de nous faire manipuler par les dominants et de nous battre tous contre tous pour être des esclaves-salariés.
- Nous en avons assez d'être considérés par l'oligarchie – banquiers, technocrates et politiques – comme du bétail et des abrutis, c'est pourquoi, à partir d'aujourd'hui, nous ne demandons plus, nous ne réclamons plus, nous ne crions plus, nous ne revendiquons plus, mais « nous EXIGEONS » !
- Nous EXIGEONS que la monnaie soit dorénavant émise par la nation et non plus par les banques privées.
- Nous EXIGEONS un dividende sur la richesse nationale – un dividende citoyen.
- Nous EXIGEONS que les transports en communs en agglomération soient gratuits pour tous.
- Nous EXIGEONS en impérieuse priorité un moratoire sur le commerce de l'armement.
- Nous EXIGEONS qu'il n'y ait plus de revendication de la colère le poing levé, mais que nous fassions « TOUS » la fête en clamant nos EXIGENCES, en riant, en dansant, en chantant avec nos casseroles, nos sifflets, nos ukulélés, nos guitares, nos flûtes et nos djembés, devant tous les palais présidentiels, les hauts commissariats de la planète ; et que nous refusons systématiquement de participer à tout conflit, à toute guerre conçue, développée, organisée, entretenue, imposée par nos politiques, nos banksters et leurs médias !

En totale priorité nous EXIGEONS que le travail (mot ayant pour origine torture) devienne partout et pour chaque intervenant une récréation, un plaisir, un moment privilégié et agréable pour tous, sans condition. Dans des environnements et des conditions valorisants de confort, de sécurité, sans rendement intempestif, sans compétition, sans pression morale, physique ou psychologique. Et pourquoi ne pas remplacer définitivement ce mot travail, ne pas désormais effacer ce mot dégradant de notre vocabulaire à tout jamais en le remplaçant par « activité professionnelle ».

Dès aujourd'hui,

- Nous proposons de consommer moins et d'acheter localement des produits sains.
- Nous proposons de boycotter les produits des multinationales.
- Nous proposons d'arrêter d'emprunter aux banques et de retirer le maximum de notre argent de nos comptes afin de ne laisser que le minimum jusqu'à la réappropriation par l'État français de la capacité de contrôler à 100% l'émission monétaire sur le territoire national.
- Nous proposons de nous informer de la réalité et de la vérité sur notre société et de la faire connaître à nos amis et à notre entourage.
- Nous proposons de vivre autrement et de développer plus de liens avec nos voisins, nos collègues et nos concitoyens en général.

Par leur propagande « Les Nouveaux Chiens de garde » dictent le discours « crédible » et nous manipulent pour nous faire croire qu'il n'y a pas d'alternative au capitalisme. Heureusement le Net est une bonne alternative à l'ostracisme que pratiquent les médias dominants envers tous les discours subversifs. Le point de basculement (the Tipping Point) est à environ 10% d'une population donnée, donc si 10% de la population s'accrochait à une idée ancrée, cette idée serait reprise par la majorité de ladite population. Partout sur Terre des millions d'humains font la « révolution » pour préparer le monde de demain. Ce nouveau monde sera basé sur la vérité et la non-violence. La lutte politique de Gandhi est l'exemple par excellence comme quoi la non-violence active (ahimsa) est la forme la plus subversive et la plus efficace de contestation et de transformation. La non-participation à la société de consommation (une limitation au nécessaire) et le refus de tout travail néfaste sont les deux jambes pour aller vers une nouvelle civilisation. Comme dit le dalaï-lama : « si vous pensez que vous êtes trop petit pour changer quelque chose, essayez donc de dormir avec un moustique dans votre chambre ». Non-violence & Force de la vérité, Ahimsa et Satyagraha sont les maîtres mots du combat politique de Gandhi et à plus ou moins long terme c'est une stratégie gagnante. L'heure n'est plus à la démonstration que l'idéologie dominante, le néolibéralisme, le capitalisme, est un système fondamentalement nocif pour l'humanité et son habitat : la planète Terre. Le temps du soulèvement des hommes résolus et pacifiques est arrivé. Ce n'est pas la révolution mais la Résolution Pacifique ! Nous y sommes presque, alors ne lâchons rien ! Français, informez-vous et levez-vous. Réveillez-vous et faites passer le message, nous sommes des millions !

Merci de faire connaître ce Plaidoyer !

•••

## Convictions

*« La civilisation, au vrai sens du terme, ne consiste pas à multiplier les besoins, mais à les limiter volontairement. C'est le seul moyen pour connaître le vrai bonheur et nous rendre plus disponible aux autres [...] Il faut un minimum de bien-être et de confort ; mais, passé cette limite, ce qui devait nous aider devient une source de gêne. Vouloir créer un nombre illimité de besoins pour avoir ensuite à les satisfaire n'est que poursuivre du vent. Ce faux idéal n'est qu'un traquenard. » M. K. GANDHI.*

Dans les pays développés, le pouvoir d'achat se substitue peu à peu au pouvoir de vivre, tandis que dans les pays Tiers, des centaines de millions d'êtres humains survivent dans le dénuement absolu. Les détenteurs du pouvoir financier appuyés par leurs relais politiques, intellectuels et médiatiques, et servis par le prodigieux développement de la technoscience, ont entrepris et presque réussi la colonisation de la planète. Ces transnationales imposent à toutes les formes de vie - humaines ou non - une même civilisation qui se teinte des cultures qu'elle absorbe. Partout, des mémoires et des savoirs millénaires sont effacés, des danses et des costumes sont oubliés, des dieux et des temples délaissés, des peuples et des cultures disparaissent pour toujours. Partout des champs sont surexploités et des écosystèmes dévastés. Dans chaque pays les valets politiques et technocratiques des firmes transnationales trahissent les intérêts de leurs communautés en oeuvrant à la généralisation de la guerre économique et à l'uniformisation du vivant.

Comment et pourquoi en est-on arrivé là ? Comment s'est imposé la technoscience en tant que croyance dominante ? Pourquoi la vision politique de la caste des commerçants devenus économie politique puis science économique s'est imposée comme la pensée unique ? C'est à partir de la renaissance que l'économie politique – l'expression apparaît en 1615 – devint une discipline de pensée, détaché de la philosophie et préoccupée exclusivement de la création et de la circulation des biens matériels. L'économie politique se transformera en sciences économiques, cette mutation fut favorisée par le recours de plus en plus fréquent à l'arsenal mathématique - essentiellement l'analyse et la statistique. En fait la "science économique" est une imposture, elle n'a qu'un seul objectif : contribuer à convaincre et soumettre le peuple au choix philosophique, au choix politique qui a été fait au 18e siècle par la caste des commerçants.

L'ouvrage théorique fondateur du capitalisme s'intitule : *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Il a été écrit par Adam Smith en 1776. Ce livre marque la véritable naissance de la théorie économique libérale. Depuis, à force de statistique et d'analyse, les économistes ont réussi à convaincre une bonne partie des citoyens que les rapports humains se résumaient à des rapports marchands et que ces rapports obéissaient à des lois naturelles : les lois de l'économie. C'est une mystification orchestrée par les financiers qui se sont appropriés la capacité de battre monnaie.

L'origine de la pensée libérale remonte à la renaissance. Face à l'obscurantisme religieux, émerge la foi en la raison comme idéal et comme moyen pour comprendre la nature. Donc, contre la recherche d'un bonheur dans l'au-delà, on propose l'optimisme de la science. D'un point de vue métaphysique, l'Occident a basculé progressivement de la croyance en l'existence d'une entité ou d'un soi permanent, unique, indépendant, créateur de l'univers – la judéo-chrétienté ou éternelisme – à sa négation : le matérialisme scientiste ou nihilisme. Le libéralisme est un ensemble hétérogène d'idées qui se fondent sur la croyance que l'homme a la possibilité de se rendre maître de l'univers pour le conquérir et en jouir.

Contrairement à ce que disent ses laudateurs, comme quoi le capitalisme existerait depuis la révolution néolithique, l'économie et le capitalisme sont nés avec la découverte de l'Amérique. La république de Venise n'en était qu'un avant goût. Le capitalisme convenait pour un monde en expansion, au monde des marchands. Il fallait, sans cesse, trouver de nouveaux marchés à conquérir, de nouveaux territoires à exploiter et de peuples à asservir. La soif de pouvoir de cette nouvelle classe, qui ne réussissait pas à supplanter l'aristocratie féodale, allait s'exprimer dans cette nouvelle aventure de conquête pour imposer sa vision et sa domination aux peuples de la planète.

Un des dogmes fondateurs de l'idéologie capitaliste, c'est le postulat d'A. Smith. Une étude attentive de l'histoire des solidarités de toutes sortes démontre, sans contestation possible, que ce postulat est dénué de tout fondement. Croire en ce postulat, c'est nier l'humanité elle-même, c'est nier les qualités fondamentales de l'être humain. Le capitalisme et la technoscience ont le mérite d'avoir développé des moyens de productions d'une grande efficacité. L'innovation du capitalisme c'est la création monétaire ex-nihilo et donc cette capacité à mobiliser l'énergie humaine par un moyen autre que les moyens coercitifs utilisés depuis la nuit des temps : l'esclave ou le servage. Mais la captation de cet outil monétaire par une nouvelle aristocratie non élue et cachée est aujourd'hui inacceptable.

Le capitalisme est efficace pour répondre à la rareté. En fait, il a rempli son rôle historique : combler notre avidité, notre notion de manque, il nous a submergé de marchandises ! Mais comment s'est installée en occident, au cours de l'histoire, la croyance en la rareté ? Dans nos pays au climat difficile et avant la maîtrise de l'énergie, point de départ de l'ère industrielle, les premiers hommes qui n'avaient que quelques outils rudimentaires avaient beau travailler beaucoup, ils produisaient à peine de quoi survivre. Sans parler d'un hiver trop long, d'un été pluvieux ou d'une épidémie qui venaient ruiner leurs efforts. Cette pénurie de fait fut inséparable de la plupart des européens tout au long de l'histoire au point qu'elle imprima dans leurs esprits une réalité de manque, une conscience de pénurie. De cette croyance, de cette angoisse comme quoi il n'y aurait pas assez pour tout le monde, s'ensuit une peur de manquer, de mourir, si habituelle et si présente qu'elle devient une seconde nature. De cette notion de rareté découle l'économie de marché. L'économie de marché est adéquate tant que la demande dépasse l'offre.

Marx est le premier qui ait remis en cause les dogmes du capitalisme, il est évidemment pas question de se passer de son analyse et de sa vision si juste sur la faillite inéluctable de ce processus historique. Cela dit, le matérialisme a désacralisé la nature et a coupé l'homme de ses valeurs intrinsèques, ce qu'il l'a rendu froid, calculateur, cynique et à la recherche de son profit individuel. L'erreur matérialiste, marxiste ou capitaliste, c'est de croire que le bonheur se résume à l'accumulation d'objets. Le capitalisme se nourrit de toujours plus de consommation, de produits toujours plus éphémères, pour des citoyens toujours plus isolés les uns des autres.



C'est donc bien une remise en cause radicale de la prétention à l'universalité du projet de civilisation américano-euro-occidentale et de la culture de supermarché véhiculée par les médias qu'il nous faut faire. C'est mettre fin à la colonisation culturelle et technologique du monde par la civilisation industrielle moderne et l'idéologie "du progrès", pour que reprenne la progression, l'évolution, c'est-à-dire la poursuite de la différenciation et du perfectionnement de la vie sous toutes ses formes. C'est un mouvement de décolonisation intégral. Il faut vouloir la mort de cette société qui agonise pour préparer celle qui est possible.

Les peuples heureux ignorent le progrès. Ils ignorent la rationalité, le temps calculé et les mathématiques, donc l'économie et le calcul économique. Technique et économie sont enchâssées dans le social. Leurs représentations en témoignent. Celles-ci sont le plus souvent tournées vers le passé, donc anti-évolutionnistes : l'homme descend des dieux et non des singes. La construction imaginaire du progrès comme du développement est dans ces conditions quasi impossible. Dans beaucoup de civilisations - peut-être toutes - avant le contact avec l'Occident, le concept de développement était tout à fait absent. Ces sociétés traditionnelles ne considèrent pas que leur reproduction soit dépendante d'une accumulation continue de savoirs et de biens censés rendre l'avenir meilleur que le passé. Les valeurs sur lesquelles reposent le développement, et tout particulièrement le progrès, ne correspondent pas du tout à des aspirations universelles profondes. Ces valeurs sont liées à l'histoire de l'Occident, elles n'ont aucun sens pour les autres sociétés. En dehors des mythes qui fondent la prétention à la maîtrise rationnelle de la nature et la croyance au progrès, l'idée du développement est totalement dépourvue de sens et les pratiques qui lui sont liées sont rigoureusement impossibles parce qu'impensables et interdites. Ces peuples traditionnels - d'Afrique, d'Amérique du sud ou d'Asie - sont heureux car ils ignorent "cette idée neuve en Europe", le bonheur, qui découle du progrès !

Un des problèmes clés de l'Occident est la croyance en la religion de la technoscience, le matérialisme scientiste. La science n'est pas une finalité en soi. L'homme n'est pas qu'une machine à commandes chimiques et la société n'est pas une usine ou une mégamachine qui fonctionne selon des lois. La science économique est une imposture. Ce n'est ni plus ni moins que les règles du jeu de l'idéologie marchande qui veut s'imposer en dogme. Les économistes et mêmes les physiciens qui manipulent un langage conceptuel comme les mathématiques sont les sorciers modernes. Les prêtres du Moyen âge, qui étaient les seuls à savoir lire le latin, ou les brahmanes, seuls à connaître par cœur les textes védiques, étaient eux aussi les détenteurs des dogmes de leurs époques.

Disons que les quatre problèmes de la vie en société sont :

- 1 / Comment produire les richesses ? ce problème n'en est plus un grâce à la technologie (c'est, in fine, l'apport de cette civilisation de la marchandise !)
- 2/ Comment donner à chacun l'opportunité de se rendre utile pour la communauté ou, autrement dit, comment donner une activité, un travail à chacun de sorte que chacun se sente intégré, inclus dans la société ?
- 3/ Comment répartir les richesses produites ? Toutes les révolutions et les mouvements sociaux sont, évidemment, la conséquence d'une mauvaise répartition. Une bonne gestion de la cité doit donc éviter les trop grandes différences de richesses. C'est l'apport, entre autre, de la critique faite par Marx.
- 4/ Comment utiliser l'énergie humaine excédentaire ? comment s'occuper ? comment canaliser l'énergie humaine ? comment décongestionner la « part maudite » ?

Pascal disait que tous nos problèmes viennent du fait que nous ne sommes pas capable de rester tranquillement assis dans notre chambre (heureusement, sinon la vie serait bien triste !). Une fois les besoins de base satisfaits, que faire de notre temps ? La diversité de l'expression de la vie, l'art, la fête et toutes activités non indispensables à la survie sont des manifestations de cette part maudite. Pour bien comprendre ce dernier point, il est utile de revenir à la théorie du potlatch, fête amérindienne, exposée par Mauss dans son « Essai sur le don », forme archaïque de l'échange, paru dans l'année sociologique de 1925 et sur l'essai de Georges Bataille, " La Part maudite, précédé de La Notion de dépense " écrit en 1949.

La notion de « Part maudite », d'énergie humaine excédentaire, est centrale dans cette affaire ! Toutes les civilisations, comme l'a si bien démontré Georges Bataille dans l'œuvre la plus importante de sa vie, sont déterminées par la façon d'utiliser cet excédent. En fait dans la plupart des civilisations – et on pourrait définir qu'une civilisation existe à partir du moment où elle dégage un excédent conséquent – il y a souvent des petits malins qui sont bien conscients que cette « part maudite » existe. L'aristocratie faisait la guerre et la fête, mais ne travaillait jamais. Leur fonction sociale était de dépenser cet excédent. Aujourd'hui, les petits malins, se sont les escrocs mentionnés dans l'annexe 1 et succinctement évoqués dans le chapitre précédent. Nos moyens de production d'énergie et de biens de consommation, nos moyens d'organisation informatique, bref, notre technologie de plus en plus performante entraînent un surplus d'énergie humaine de plus en plus important. La question est toujours la même : comment sacrifier cet excédent ?

Cet excès de forces vives, qui congestionne localement les économies les plus misérables, est le plus dangereux facteur de ruine. La décongestion a donc de tout temps, mais au plus obscur de la conscience, été l'objet d'une recherche fiévreuse. Les sociétés anciennes la trouvèrent dans les fêtes ou dans la construction d'admirables monuments. Mais ces dérivatifs ont toujours été insuffisants. Dans l'ensemble, une société produit plus qu'il n'est nécessaire à sa subsistance, elle dispose d'un excédent, et c'est l'usage qu'elle en fait qui la détermine. Ce surplus est la cause de l'agitation, des changements de structures et de toute l'histoire. L'usage le plus commun de cet excédent est la croissance. L'énergie (la richesse) excédante peut-être utilisée à la croissance d'un système (par exemple d'un organisme). Si le système ne peut plus croître ou si l'excédent ne peut en entier être absorbé dans sa croissance, il faut nécessairement le perdre sans profit, le dépenser, volontairement ou non, glorieusement ou de façon catastrophique.

Après un siècle de peuplement et de paix industrielle (1815-1914), la limite provisoire du développement étant rencontrée, les deux guerres ont provoqué les plus grandes orgies de richesses et d'êtres humains qu'eût enregistrées l'histoire. En définitive, c'est la grandeur de l'espace terrestre qui limite la croissance globale. Le potlatch moderne, c'est la société de consommation. Certes, c'est mieux que la guerre mais ne pourrait-on pas trouver d'autres moyens de sacrifier l'excédent ? La solution ultra-libérale c'est la croissance. Comme c'est original ! Ils veulent vendre des automobiles à 7 milliard d'êtres humains ! Cela serait bien évidemment une catastrophe écologique. Les apologistes des "30 glorieuses" prétendent faire revivre cette croissance par la seule application sans restriction du libéralisme et refusent de reconnaître que cette "gloire" se paie très chère, par la destruction de notre environnement entre autre. Ils ne se soucient guère des générations futures, des démunis, des exclus. Nous sommes passés de l'ère du « progrès », à l'ère du gaspillage absurde.

Dans nos sociétés post-industrielles, nous employons l'excédent à multiplier les services (banques, assurances, etc.), en organisant des processus de vente toujours plus agressifs, en créant de nouveaux objets qui répondent à de nouveaux besoins nouvellement créés. Le travail des artistes et toute la société du spectacle répondent, aussi, à cet impératif. Et bien sûr la guerre, moyen d'une efficacité redoutable ! Mais une vraie bonne guerre n'est plus possible et surtout totalement inacceptable. On va tout de même pas faire un troisième conflit mondial pour sauver le capitalisme !

Le problème de toute l'histoire de l'humanité c'est qu'il y a toujours des plus malins ou des plus costauds qui profitent de cette accumulation. La critique de Marx est née de son indignation bien naturelle de la captation de l'excédent par la classe bourgeoise. Le communisme réel, l'avatar socialiste soviétique, a été un essai raté de tentative de remplacement du système capitaliste parce que, entre autres problèmes, la récupération de cet excédent l'a été au profit d'une nouvelle classe : les dirigeants du parti communiste. Et aussi, sans doute, parce que leur système était moins efficace pour produire des marchandises. La création de monnaie ex-nihilo et cette croissance obligatoire pour pouvoir payer le loyer sur l'argent dette est le processus de captation de la part maudite par une bande d'escrocs (annexe1). Le problème, c'est que ce mode de fonctionnement, outre qu'il est scandaleux, est surtout inefficace, néfaste, violent et destructeur du lien social et de l'environnement. La priorité c'est de se réapproprier sa « part maudite » ou selon le vocabulaire marxiste, devenir maître de sa plus value. La vraie révolution, la véritable émancipation, c'est de devenir maître de sa propre « part maudite ». Et surtout, c'est d'amorcer un vrai changement politique, une révolution non-violente et démocratique, pour remercer – congédier ! – les petits malins d'escrocs qui font marcher le monde sur la tête en siphonnant et gaspillant notre extraordinaire excédent.

En 1970, le club de Rome nous avait déjà mis en garde contre les excès du libéralisme. Leurs avertissements sont restés lettres mortes, pour survivre, la société de consommation se devait d'aller toujours plus loin. La solution n'est, évidemment, ni de type Keynésien - économiste qui a préconisé des dépenses publiques destinées à remplir les poches des consommateurs afin qu'ils se précipitent à consommer -, ni de type monétariste - économie qui consiste en la manipulation des taux d'intérêts et donc de la masse monétaire ce qui permet d'accroître alternativement le pouvoir d'achat ou l'épargne. En fait l'argent, le capital, symbole d'énergie humaine cristallisé, n'est en soi rien d'autre qu'un instrument permettant de mobiliser les hommes pour l'action, qu'un canal pour utiliser l'énergie humaine, et il ne doit être utilisé à des fins productives que s'il contribue au bien-être des hommes. La solution à notre soi-disant problème économique n'est pas de dépanner la croissance ou d'arriver à une croissance zéro, comme pouvait le recommander le Club de Rome. La vraie réponse, la seule issue à long terme c'est de sortir du paradigme économique, du dogme de l'économisme dans lequel nous sommes enfermés. Nous devons réfléchir à la notion de croissance. L'augmentation de la production, de la consommation et donc de la pollution ne sont pas synonyme d'un accroissement du bien-être et de la qualité de la vie. Tout système vivant produit une énergie excédentaire et cette énergie doit être sacrifiée d'une façon ou d'une autre. À ce sacrifice, par manque d'imagination, nos solutions sont pitoyables : la société de consommation ou pire encore la guerre.

Le scientisme est à l'origine de la plupart de nos problèmes actuels. La position empiriste occupe une très grande place sur l'échelle intellectuelle actuelle. Cette tradition est devenue l'orthodoxie intellectuelle dominante, elle inspire nos pensées et jugements et c'est elle qui a chassé les valeurs de notre société, de nos universités, de nos vies individuelles. Une multitude de causes et d'effets sont à démêler avant de comprendre comment les visions et aperçus originaux de Bacon, Galilée, Descartes etc. ont donné naissance aux doctrines, comment ils ont pénétré les divers domaines de l'érudition et de la vie et comment ils se sont développés au cours des siècles. Et comment ce processus continue à s'auto-développer et à exercer un contrôle rigide, séparant les valeurs légitimes des illégitimes. Ainsi, les recherches des armes chimiques sont " légitimes " parce qu'elles sont une extension des " connaissances objectives " dans le domaine de la " chimie ", tandis que les recherches en acupuncture sont " illégitimes " parce qu'elles semblent s'opposer à certains principes fondamentaux du monde empiriste.

Cette tradition intellectuelle a directement ou indirectement entraîné l'abandon des valeurs au cours du 17e siècle. À cette époque, les doctrines de Bacon, Galilée, Newton, Hobbes, Locke, etc. remaniaient le monde, ou plutôt l'image que nous en avons, pour le rendre indépendant des religions. Au cours du 18e siècle, le centre de gravité s'implanta en France où d'Alembert, Condillac, Condorcet, Diderot, Voltaire, Laplace, La Mettrie et d'autres promurent la cause du laïcisme et de la vision du monde scientifique. Puis, au 19e siècle, la tradition se perpétua par Auguste Comte en France, Jeremy Bentham et John Stuart Mill en Grande-Bretagne, ainsi que par les maîtres du matérialisme : Feuerbach, Marx, Engels et Lénine.

Arrivée au 20e siècle, la tradition trouve son expression la plus subtile dans les écrits de Bertrand Russell et des empiristes logiques du Cercle de Vienne. Plus récemment, cette tradition se retrouvait dans la philosophie analytique, la psychologie du comportement, la science sociale opérationnelle, la science politique quantitative obsédée par l'information et une quantité d'autres disciplines basées sur les faits et les chiffres. L'évolution de la pensée de Francis Bacon à B.F. Skinner est esquissée comme s'il s'agissait d'un développement homogène et ininterrompu ; comme si la situation actuelle était le résultat logique d'un processus inexorable. Mais ce dernier fut loin d'être homogène. Il est surprenant de constater que, malgré une multitude de tendances intellectuelles opposées, la vision du monde empirico-scientifique ait prévalu de façon si remarquable.

Le 19e siècle fut marqué par le triomphe de la science et de la technologie et par une extension sans précédent de la vision scientifique du monde. L'imposition agressive du positivisme et du matérialisme (dont le marxisme fut un aspect), de la rationalité scientifique et de l'efficacité technologique, ouvrirent la voie à l'industrialisation qui, hélas, se développa en âge de dévastation de l'environnement. Le cap était mis sur le "meilleur" des mondes, condamnant les valeurs intrinsèques à l'oubli. La science ne prit pas son essor dans un vide social, mais dans une culture en voie de développement. La lutte contre les aspects figés des religions institutionnalisées fut menée au 17e et 18e siècle avec presque autant d'intensité qu'au 19e. Mais ce dernier fut plus agressif et réussit mieux à freiner l'influence de la religion sur la pensée. La vision laïque, rationnelle et scientifique du monde se répandit victorieusement à cette époque. Il semble qu'il ne restait plus qu'à l'appliquer ; le paradis terrestre était proche. La lutte entre la science et la religion ne se limita plus à l'intellect, à l'explication du monde qui nous entoure. Ce fut une bataille idéologique. Représentant le statu quo, la religion était tournée vers l'intérieur ; elle enjoignait l'homme de se perfectionner et de chercher sa récompense ultime dans l'au-delà. La science représentait un processus de changement continu : tournée vers l'extérieur, elle promettait la délivrance ici et maintenant, sur terre. Dans cette lutte, la religion contractait souvent alliance avec les valeurs intrinsèques, les soutenant et s'appuyant sur elles. La science par contre s'alliait au progrès. Les corollaires de ces deux forces opposées - les valeurs intrinsèques et le progrès - devinrent des adversaires. Ainsi, des individus " progressistes " et " révolutionnaires " démystifiaient avec la même véhémence et les religions et les valeurs traditionnelles qu'ils identifiaient aux mœurs féodales et bourgeoises, les déclarant indignes des temps nouveaux qui aspiraient à la vigueur, au rationnel et au pragmatisme. Ce climat fut le terrain idéal pour écarter progressivement les valeurs intrinsèques comme les vestiges d'un monde désuet. Il n'est donc guère étonnant que les nouvelles doctrines sur les valeurs s'efforcent de servir la vision scientifique du monde et de justifier sa suprématie. La doctrine utilitariste proclamait que notre éthique et nos actes devaient être basées sur le principe du plus grand bien pour le plus grand nombre. Formulé ainsi, l'utilitarisme ne semble pas soumettre l'éthique aux diktats de la science. Toutefois, le courant fut aussitôt vulgarisé et il en résulta la traduction suivante : la plus grande quantité matérielle pour le plus grand nombre d'individus.

Tel est l'éthique sous-entendue par la société technologique ou de consommation. Nous pouvons donc voir que l'utilitarisme est devenu l'allié du progrès matériel, sa justification éthique. Ce progrès lui-même est devenu une part essentielle de la vision scientifique et technologique du monde. Les doctrines éthiques sont jugées en fonction de leur application dans la pratique. L'utilitarisme fut " instrumentalisé " et intégré par la société technologique avec tant de facilité, ce qui montre simplement combien il était en accord avec l'homogénéisation croissante du " meilleur " des mondes.

D'autre part, le nihilisme et le scientisme proclamaient haut et fort l'évangile de la science, divinisaient les faits et discréditaient tout produit de l'esprit humain en le considérant comme dépourvu de sens et réactionnaire. Eugène Vassiliev Bazarov est l'un des représentants des plus frappants de cette nouvelle pensée. Tel que décrit par Ivan Tourgeniev dans son roman Pères et fils (1862), Bazarov est un robuste défenseur exubérant de la science, du matérialisme et du monde qui a adopté les faits et les connaissances positives comme valeurs suprêmes. Il renie l'art, la poésie et les autres " niaiseries romantiques ". Bazarov incarne une synthèse du nihilisme, du matérialisme, du scientisme et du positivisme dominants qui, chacun à sa manière, considéraient les valeurs intrinsèques comme secondaires, insignifiantes ou inexistantes dans un monde où règnent les faits nus, l'objectivité clinique et la raison scientifique. Il en faut peut-être pour réaliser que la pensée de Bazarov a remporté la victoire ; sa philosophie est incarnée par des sociétés entières. Le Bazarovisme a imposé sa domination, ne serait-ce qu'à titre implicite, dans la société technologique contemporaine, en Orient comme en Occident. Un regard serein est suffisant pour réaliser que l'Union Soviétique était autant dominée par les « bazarovs » que la nôtre. La manie de la croissance économique continue, la pensée endoctrinée appelée analyse des coûts et des profits (considérée à tort comme la méthodologie la plus valable), les efforts considérables pour rationaliser tous les aspects de l'existence humaine, sont tous des pièces du même puzzle, de la même philosophie.

Nos universités se sont spécialisées pour produire et former des « bazarovs ». Le problème est grave et profondément ancré dans nos modes de raisonnement. Comme courant social dominant, le Bazarovisme a envahi les structures de notre société et de notre enseignement. L'un des aspects des plus alarmants de la situation est que les « bazarovs » se considèrent comme les " flambeaux du progrès ", " les pionniers de l'humanité ", " les nouveaux constructeurs du monde au bénéfice de tous ". Ils servent ainsi les intérêts les plus grossiers du statu quo et sont les pionniers des destructions écologiques et humaines. En fait, ils n'incarnent que le conformisme et la servitude. En quelques décennies, les " révolutionnaires " et les " progressistes " sont devenus partisans résolu du statu quo.

L'une des grandes mésaventures de la pensée occidentale moderne a été le lien des valeurs intrinsèques avec les religions institutionnalisées. Aux yeux de beaucoup, la faillite de l'une des religions institutionnalisées fut l'équivalent de la chute de la religion en tant que telle et de ses valeurs propres. Cette identification repose sur une logique défailante. Les religions, et

surtout les valeurs intrinsèques, ne sont pas que des instruments permettant au clergé de faire régner l'ordre – même s'il est arrivé qu'il s'en soit servi à cette fin. Ce sont des formes et des structures, élaborées au cours des millénaires d'expérience humaine, qui permettent à l'individu de se transcender et ainsi d'obtenir le meilleur de lui-même. Le climat du 20e siècle nous a rendu insensibles à notre héritage spirituel, et la philosophie n'a guère remédié à cette situation. Les positivistes logiques ont notamment manifesté leur insensibilité au problème des valeurs. L'ombre du positivisme nous a tous envahis. L'absence des valeurs a été un sous-produit inévitable du deuil des religions et de l'émergence d'une vision séculaire du monde.

À cause de l'erreur philosophique fondamentale du matérialisme métaphysique que toute notre culture a commise. On a pris, la décision métaphysique qui s'est maintenue depuis le 17e siècle jusqu'à nos jours, d'exclure l'esprit de l'ordre naturel et de traiter tous les problèmes comme étant physiques. La philosophie du 20e siècle a signé sa propre condamnation à mort en arrivant, de diverses manières, à la conclusion que la philosophie était finie, que l'exploration de la réalité n'avait pas de sens, si ce n'était en la mesurant par l'extension des sens que sont les instruments scientifiques. On a oublié que la décision de considérer la réalité comme matérielle a été une décision prise collectivement et non une découverte objective. Tout ceci nous a conduit au dogmatisme actuel, le matérialisme scientifique.

### Petite digression quantique.

La dernière invention des physiciens c'est la théorie des supercordes. Selon cette théorie, les particules élémentaires de la matière résultent de la vibration de minuscule "bouts de ficelle" dont la taille est égale à la longueur de Planck. Ce délire de physiciens est né suite au "problème" du mur de Planck et a pour but d'unifier les deux théories du monde phénoménal que sont la mécanique quantique et la relativité. Depuis qu'Edwin Hubble a observé, en 1929, que le spectre d'émission des galaxies était d'autant plus décalé vers le rouge que celles-ci étaient éloignées de nous, on a imaginé que l'univers est né d'une immense explosion d'un point infiniment petit. C'est la théorie du big bang. En 1951, le Pape a même donné sa bénédiction au big bang en le comparant au fiat lux de la Bible. Le problème des astrophysiciens c'est qu'ils ne s'expliquent pas ce qui c'est passé avant 0,000 000 000 000 000 000 000 000 000 000 000 1 secondes après l'explosion primordiale, alors que l'univers était des milliards de fois plus petit qu'une particule de talc, la longueur de Planck étant de 0,0... 29 zéros 001 cm ! On est dans la « mousse quantique », selon leur propre vocabulaire ! Je crois que les physiciens se sont fait piéger par le langage mathématique et qu'ils en profitent pour asseoir leur pouvoir de sorcier moderne. Le monde phénoménal, l'univers, n'est pas "né" au sens où il serait passé de l'inexistence à l'existence. Il existe seulement selon notre vérité relative, mais est dépourvu de réalité ultime. La vérité relative, ou conventionnelle, correspond à notre expérience empirique du monde, à la façon ordinaire dont nous l'appréhendons, c'est-à-dire en attribuant aux choses une réalité objective. En ultime analyse, les phénomènes sont dénués d'existence intrinsèque. C'est la vérité absolue. Dans ce cas, le problème de la Création est un faux problème. La Création devient un problème lorsqu'on réifie les phénomènes. Cette position n'exclut cependant pas le déploiement du monde des phénomènes. Il est évident que les phénomènes ne sont pas non existants. Ils existent de façon interdépendante et non pas comme une " collection d'objets " autonomes existant par eux-mêmes. Le monde existe à la manière d'un rêve, d'un mirage, il est à la fois apparent et dépourvu d'existence propre. Les phénomènes tirent leur nature d'une mutuelle dépendance et ne sont rien en eux-mêmes. Leur évolution n'est ni arbitraire ni déterminée par un principe créateur, elle suit les lois de cause à effet au sein d'une interdépendance globale, d'une causalité réciproque. Le problème de l'origine de l'univers repose donc sur la croyance en la réalité des phénomènes et de l'existence réelle du temps et de l'espace. Il est absurde de vouloir absolument que l'univers "existe" concrètement avec des "particules élémentaires". En clair on vit dans un champs "de force", "d'énergie", une sorte de rêve collectif dont le conditionnement mutuel fait que l'on croit très fort à "l'existence concrète" du monde phénoménal qui est là devant nous. Du point de vue de la réalité absolue, il n'y a ni création, ni durée, ni cessation. Ce paradoxe montre bien le caractère illusoire des phénomènes. Le point de vue extrême du réalisme matérialiste est erroné, tout comme l'est le nihilisme qui considère que rien n'existe. Le matérialisme est un point de vue réificateur qui postule l'existence d'une matière immuable et de constituants solides de cette matière. Si on s'interroge sur l'existence d'une réalité objective, on ne peut pas dire qu'il n'y a rien ni qu'il y a quelque chose. La science parle d'un univers comme un objet. L'univers n'est pas indépendant de la conscience, mais il n'est pas non plus qu'une projection de la conscience (idéalisme). En fait, le sujet et l'objet, la conscience et les phénomènes se façonnent mutuellement. Ceci, vous l'avez compris, est la vision du monde par un ingénieur en physique qui est bouddhiste depuis 25 ans !

Les modèles inventés pour expliquer les phénomènes physiques, chimiques, biologiques et autres ne sont justement que des "modèles". L'arsenal mathématique et donc conceptuel qui sous tend ces modèles ne représente, en aucun cas, une vérité ultime. En clair, la vérité scientifique n'existe pas. Le modèle matérialiste scientifique est utile pour expliquer certains phénomènes et pratique pour construire des machines, mais il ne faut surtout pas en rester prisonnier. La technoscience s'est instaurée comme la religion, la croyance dominante en Occident et c'est sans fondement eschatologique.

Au nom de cet intégrisme on se permet, entre autre, de manipuler le vivant. En fait, aussi longtemps que nos démocraties seront aux ordres des pouvoirs financiers et de leurs gourous les techno-sorciers économistes, physiciens ou biologistes ; aussi longtemps que la croissance et le profit de quelques privilégiés passeront avant le respect de la nature, des êtres vivants en général et des milliards d'êtres humains en particulier ; aussi longtemps que nous accepterons de travailler, de « con-sommer » et de vivre sans nous remettre en question ; aussi longtemps que nous aurons peur d'avoir peur du changement ; le matérialisme néo-libéral continuera inexorablement sa destruction des cultures, des peuples, des forêts tropicales, de la couche d'ozone... et de notre propre humanité intérieure. Nous deviendrons alors les rouages parfaitement efficaces, productifs et rentables du nouvel ordre mondial néo-libéral.

Alors, tous en gardant l'apport de la technique, revenons aux vraies valeurs et renouons avec notre nature profonde et réconcilions-nous avec notre mère à tous : la Terre. Le moine dominicain Mathew Fox a dit dans un écrit au titre provocateur, " ma dernière déclaration avant d'être réduit au silence par le Vatican : la Terre-mère est en danger, à cause de l'anthropocentrisme de la religion, de l'éducation et de la science de ces trois derniers siècles. Nous avons besoin d'un nouveau commencement, axé sur le caractère sacré de la planète... [et de nous même]. Nous croyons que tous les adultes peuvent toucher l'enfant divin qui existe à l'intérieur d'eux-mêmes."

Nous vivons dans un pays où il n'y a pas eu de guerre depuis des dizaines d'années. L'efficacité des moyens de production s'est multipliée de façon si considérable que nous jetons des tonnes de nourriture et d'objets chaque jour et il existe encore des pauvres dans notre pays ! Il y a une accumulation de travail humain fantastique dans les usines, les bâtiments, les inventions de toutes sortes. Des millions de citoyens courent, roulent, polluent, passent des centaines d'heures par an dans des trains de banlieue ou dans des TGV pour produire, négocier, vendre des milliers d'objets à l'utilité incertaine. Nous vivons dans une société absurde où les hommes et les femmes se battent pour vendre toutes sortes de produits et de services redondants.

Le problème de l'écoulement des marchandises deviendra même, comme l'a montré Vance Packard dans les années 60, un devoir social du citoyen. Cinquante ans plus tard, les données n'ont pas vraiment évolué : il s'agit toujours de trouver de nouveaux besoins, d'accélérer le taux de rachat, de trouver de nouveaux marchés. Pourquoi considérer l'avancement d'une société en terme de production, de performance ? Nos technocrates, porte-étendard du sacro-saint progrès, disent qu'on peut toujours aller de l'avant. On pourrait croire que le nouvel ordre mondial néo-libéral ne peut et surtout ne doit pas être remis en cause. Pourquoi ? Par peur du changement et de l'inconnu peut-être ? Et puis parce que, du bas en haut de l'échelle sociale, nous nous sommes trouvé un petit morceau de fromage et bien qu'il ne nous satisfasse pas toujours, nous avons peur de perdre ce territoire. Nous nous efforçons de le protéger de l'agression du monde extérieur. Et, comme disait notre Coluche national : plus il y a de fromage, plus il y a de trous et plus il y a de trous, moins il y a de fromage ! Frère citoyen accroche-toi à ton travail et défends bien ton bout de fromage, car du travail productif, il y en aura de moins en moins. Le problème, depuis la fin des « trente glorieuses », ce n'est pas de produire. Comme l'ont dit et répété les écologistes depuis les années 70, le problème : c'est la production de toutes ces marchandises !

Au Moyen Age, l'aristocratie, d'essence divine, méprise les activités productrices qu'elle réserve aux paysans. Au cours du 18<sup>e</sup> siècle, l'échange économique devient le lien social reconnu, par le commerce et le travail. Dans nos pays industrialisés, la valeur sociale de l'emploi salarié (et son corollaire : la consommation) reste ancré dans les mentalités comme l'unique garant de l'insertion. Or la quantité de travail diminue grâce à l'amélioration en efficacité des moyens de production. Cela pousse chacun à une lutte quotidienne pour rechercher ou conserver un emploi, à supporter la flexibilité, la précarité et les humiliations quitte à devenir des esclaves corvéables à merci. Le travail, arme du système, domine, contraint puis broie les individus. Aujourd'hui les « Lois du marché » organisent la vie sociale. Les rapports de proximité déjà détruits par la désocialisation, représentent un gisement pour le profit et l'emploi sous la forme des services. Pour faire accepter la crise, conséquence logique et barbare du système capitaliste, les gouvernements et les multinationales agitent le mythe de la croissance. Cet "espoir" est un leurre. Les taux de croissance sont bel et bien en augmentation (quoique si peu !), mais ils sont déconnectés du progrès social. L'augmentation des richesses produites ne peut en aucun cas résoudre la non-satisfaction des besoins élémentaires de l'humanité car c'est la confiscation de moyens matériels par une classe qui en est la cause. Le revenu garanti qui sépare salaire et emploi, la gratuité, application matérielle de l'égalité, sont des pistes à suivre pour une autre société. Il est nécessaire de donner sa vraie place au travail productif : une activité socialement utile, parmi d'autres. Nos rapports sociaux et nos désirs doivent déterminer le processus productif et non l'inverse.

Au 19<sup>e</sup> siècle, on oppose socialiste et économiste comme des laudateurs de deux idéologies contradictoires. Au 20<sup>e</sup> siècle, les citoyens se reconnaissent sous le vocable de socialiste. Mais depuis 1983, avec l'adoption de l'économie de marché par une partie des socialistes, ce vocable a perdu de son sens pour beaucoup de nos concitoyens. Le socialisme c'est, ne l'oublions pas, un projet de société véritablement alternatif au capitalisme.

Le monde est rongé par la vision matérialiste. Suite au totalitarisme de l'église catholique romaine qui a régné sur l'Europe pendant pratiquement un millénaire, il est bien normal que les Européens aient eu envie d'individualisme, de liberté et de confort. La réforme protestante, l'imprimerie, le combat de la science contre les dogmes de l'église, la découverte de l'Amérique au 16<sup>e</sup> siècle ont donné naissance au capitalisme. Le siècle des lumières a formulé et conceptualisé la vision du monde bourgeois. Le postulat de base du capitalisme, du libéralisme, de l'économisme ou de l'économie (ces termes sont parfaitement synonymes), bref du dogme économique est que l'homme est fondamentalement mauvais et égoïste et que l'addition des intérêts individuels contribuent, comme par magie, au bien-être collectif. Adams Smith a appelé cela « la main invisible du marché ». C'était un bol d'air indispensable, après cette société coercitive et totalitaire dont le pire exemple a été l'Inquisition. Ce postulat convenait à un monde où les moyens humains et techniques étaient négligeables par rapport à la grandeur de l'espace terrestre ; et surtout parce que la demande dépassait de beaucoup l'offre.

La vérité est plutôt : l'homme est fondamentalement bon et le bien-être individuel découle naturellement de ce que chacun donne au collectif. L'homme est fondamentalement bon ! Cela ne veut pas dire que "tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil". Certes, l'esprit est souvent perturbé par des émotions perturbatrices (colère, avidité, jalousie, orgueil...) et les

pensées qui en découlent font parfois poser aux êtres humains des actes négatifs, mais la nature fondamentale de l'esprit de tout un chacun est amour, compassion, clarté et sagesse. S'il existait un postulat de base du socialisme du 21<sup>e</sup> siècle qui s'oppose donc radicalement à l'économie politique, cela ressemblerait plutôt à ça !

L'idéologie économique, grâce au prodigieux matraquage médiatique n'est plus considérée comme une idéologie, c'est même pour certains - Fukuyama et les néo-conservateurs - "La fin de l'histoire". Selon eux, nous n'avons pas le choix. Nous devons, bon gré ou mal gré, nous soumettre à « la main invisible du marché ». La sacro-sainte économie capitaliste, nouvelle religion qui impose sa domination à l'ensemble du globe ! Toute puissante elle détruit la planète : pollution des éléments naturels, déforestation, création d'organismes génétiquement modifiés... Non contente, elle asservit et exclut des populations entières. Pour maintenir son dogme, elle donne à chacun un contrat social se limitant à : se plier ou être brisé. Le système éducatif, la publicité, les médias, conditionnent les esprits, violent la liberté de pensée et dictent les modes de vie. Face à la peur de l'exclusion la soumission à la loi de marché devient totale et l'individualisme, la compétition se développent. L'indifférence face à ceux qui sont victimes de la misère se banalise.

Ils affirment donc, depuis l'implosion de l'Union Soviétique, que c'est la fin de l'histoire. Fukuyama a écrit en 1989 : « un consensus assez remarquable semblait apparue ces dernières années concernant la démocratie libérale comme système de gouvernement, puisqu'elle avait triomphé des idéologies rivales – monarchies héréditaires, fascisme et, tout récemment, communisme. Je suggérais en outre que la démocratie libérale pourrait bien constituer le point final de l'évolution idéologique de l'humanité et la forme finale de tout gouvernement humain, donc être en tant que telle la fin de l'Histoire ». Quelle prétention de se croire indépassable et immortel ! Comme si la civilisation occidentale était le summum de l'Humanité. Non bien sûr ! La démocratie libérale et le capitalisme qui va avec, est une forme d'organisation humaine parmi d'autres, c'est tout. Elle n'est, ni en progrès, ni mieux que toutes les autres formes d'organisations, de civilisations qui ont existé ou existent encore sur cette planète. La notion de progrès est une notion purement occidentale et la démocratie a existé sous différentes formes dans l'histoire de l'humanité. De toutes façons, il n'y a aucune raison de lier le libéralisme économique et le libéralisme politique comme le fait Fukuyama. La définition de James Bryce dans son ouvrage sur la démocratie qui limite les droits fondamentaux à trois catégories : les droits civils, « exemption de contrôle du citoyen en ce qui concerne sa personne et sa propriété (individuelle et jusqu'à une certaine limite !) » ; les droits religieux, « exemption de contrôle dans l'expression des opinions religieuses et de sa pratique du culte » ; et ce que Bryce appelle les droits politiques, « exemption de contrôle pour tout ce qui ne touche pas au bien-être de la communauté dans son ensemble au point de rendre un contrôle nécessaire », ce qui inclut la liberté de la presse, n'est absolument pas incompatible avec un socialisme réel.

Toutes les sociétés finissent par s'écrouler. La nôtre est un peu comme ces "programmes de recherche" qui finissent par devenir stériles. Il faut alors accepter de nouvelles idées parce que les précédentes n'ont plus rien à donner. Il suffit d'ouvrir les yeux pour voir que toutes les autres sociétés ont subi le même sort. L'exemple de la Cité grecque, ou celui sans doute encore plus frappant de la chrétienté médiévale, au 13<sup>e</sup> siècle, au temps de saint Louis et de saint Thomas. À cette époque, les gens devaient croire que la chrétienté était une réalité éternelle, et puis elle s'est effondrée relativement vite. L'idée que nous représentons le sommet de l'histoire humaine n'est qu'un préjugé, un mythe parmi d'autres. En fait, les civilisations meurent lorsque la métaphysique qui les soutient n'est plus valide. L'occident des lumières a réussi à se débarrasser de la vision imposée par l'église catholique et de son pouvoir divin et coercitif mais nous avons « jeté le bébé avec l'eau du bain ». Il s'agit de remettre l'être humain au centre et en relation harmonieuse avec la nature. Certes le modèle matérialiste est parfois utile, mais il nous faut voir le monde humain avec plus de globalité. Il devient urgent de sortir de la vision purement matérialiste et scientiste vue comme une vérité absolue ou dogmatique.

Le néo-libéralisme, aboutissement de cinq siècles d'histoire du capitalisme, ne peut perdurer éternellement. Les mythes fondateurs de la civilisation occidentale sont en train de s'écrouler. Comme tout être vivant, système, empire ou civilisation, le capitalisme a vécu et il va mourir, c'est dans l'ordre des choses. Le commerce et donc la consommation ne peuvent être une finalité. Les financiers ne doivent plus exister et décider ainsi de l'avenir des hommes, d'autant plus que la philosophie qui les anime est forcément le matérialisme. Il s'agit de replacer l'ordre des priorités. L'homme ne peut pas vivre sans spiritualité, c'est même le sens profond de l'existence humaine, étant donné que l'être humain est le seul être sensible à être conscient de sa finitude. Mais qu'est-ce que la spiritualité ? C'est un ensemble de croyances qui considère que les êtres sensibles sont animés par un esprit qui perdure, d'une façon ou d'une autre après la mort. Elle s'oppose à une vision du monde qui considère l'esprit comme un épi-phénomène de la matière, à "l'homme machine". Toutes les religions en sont des expressions adaptées aux différentes cultures de l'Humanité. Vient ensuite une éthique d'où découlent des valeurs humaines et environnementales. Puis la gestion de la cité des hommes - la Politique - doit s'exprimer en accord avec des valeurs humaines justes, au sein d'une réelle démocratie, et non pas dans une démocratie hypocrite, une dictature des marchés tenue par les financiers, les rentiers. Enfin, après une spiritualité, une éthique et une politique réellement démocratique, le commerce trouve sa place. Une voie existe, ni néo-libérale, ni totalitaire et forcément démocratique qui renoue avec notre nature profonde et notre mère à tous : la Terre. On pourrait s'arrêter de s'agiter, de consommer, de polluer pour réfléchir, parler, partager et peut-être alors redécouvrons-nous nos vraies valeurs, notre vertu et notre sagesse fondamentale pour repenser nos façons d'agir, notre travail, nos relations avec autrui et avec la nature.

Depuis que le pouvoir n'est plus de droit divin, le pouvoir souverain c'est le pouvoir du peuple par le suffrage universel. Et cela veut dire qu'aucune considération macro-économique, financière, monétaire ne peut empêcher une décision politique issue du suffrage universel. Il n'y a pas de « dieu » économie ou de « loi » de la finance. Certains pourraient se décourager en pensant que la mondialisation capitaliste est allé trop loin et que la France ne peut pas décider, seule dans son coin, de changer les «

règles du jeu ». Voyons donc ! il y a deux siècles, dans une Europe complètement dominée par une aristocratie décadente, la France a-t-elle demandé l'autorisation pour se débarrasser du pouvoir divin de la royauté ?

D'autre part, compte tenu de la diversité des luttes alter-mondialistes, comment construire une alternative commune ? La base même, c'est la souveraineté populaire, l'appartenance à un peuple. Ils nous faut partir des l'identités des peuples qui composent les Etats pour défendre l'intérêt général contre celui des transnationales de droit privées.

Pour recueillir l'adhésion populaire et donc une majorité aux élections, il ne faut pas, bien que le combat contre la mondialisation libérale soit un combat international, nier l'identité nationale qui est un repère pour le peuple afin de résister et construire de nouvelles solutions « du vivre ensemble » sur un territoire. Mais gardons-nous, bien sur, de tomber dans l'étroitesse d'esprit du nationalisme qui consiste à caresser dans le sens du poil les idées et les émotions les plus simplistes.

C'est au peuple français de trouver les solutions particulières qui correspondent à sa culture, à son histoire, à son territoire. Et de toute façon, il n'est pas possible de lutter contre la mondialisation financière sans un réel pouvoir au niveau de la nation française. Un état fort qui puisse s'opposer fermement aux transnationales, aux fonds de pensions, au pouvoir financier mondialisé. Si l'Europe basculait dans ce nouveau paradigme, cela aurait, évidemment, encore plus d'effet. Mais comment se mettre d'accord à 28 pays ? D'autant plus que beaucoup des nouveaux membres de l'Europe sont à peine sortis du stalinisme et qu'ils n'envisagent, pour le moment, qu'un seul horizon : le capitalisme ! Donc, c'est uniquement au niveau national qu'il peut y avoir un changement politique radicale. Cela n'empêche pas, bien entendu, de « travailler » de concert avec les autres mouvements alter-mondialistes européens, sud-américains ou asiatiques.

La France pourrait, comme il y a un peu plus de deux siècles, montrer l'exemple d'un changement radical de régime. La France, terre d'accueil, de tolérance et d'échange, territoire relativement homogène aux niveaux linguistique, historique, géographique et culturel pourrait être le théâtre d'une vraie révolution, mais contrairement à l'exemple sanglant de 1789, elle donnera l'exemple d'une révolution non-violente, d'une révolution profonde des rapports sociaux et de notre relation à la nature. La France et les français sont les mieux placés pour montrer au monde, une autre vision, une autre voie, une autre façon de vivre ensemble. En effet, la France dispose d'un état structuré, d'une administration bien organisée, de fonctionnaires qualifiés et dévoués. Et pour passer du système capitaliste à un nouveau système, il est primordiale d'avoir un état structuré et bien organisé pour que « la révolution paisible » se déroule sans excès de violence et, en tous cas, sans pertes de vies humaines, ce qui est, évidemment, un impératif.

Une fois au pouvoir, au lieu de couper la tête à certains, ce qui n'est vraiment pas très délicat, nous nous contenterons simplement de congédier de leurs postes les dirigeants de ce système absurde et de les taxer suffisamment pour qu'ils perdent leur superbe, leur arrogance, bref pour qu'ils deviennent des êtres humains normaux.

Le capitalisme a pour cause principale, l'invention des banquiers : la mystification monétaire. Il nous faut réfléchir attentivement sur l'instrument de manipulation de l'énergie humaine, le symbole d'échange qu'est la monnaie. Car, évidemment, comment remettre en cause le capitalisme sans démonter sa grande invention : la mystification bancaire, la monnaie fiduciaire, la monnaie-dette ? Cette invention a permis l'émergence et l'expansion du capitalisme. Il est temps que cette invention tombe dans le domaine public et devienne un argent-service. L'essentiel de nos problèmes sociaux, le chômage, le stress, la pollution, la délinquance, viennent de cette calamité pour l'humanité qu'est la monnaie-dette.

Le capitalisme est condamné, cette idéologie est moribonde et va mourir au cours du 21e siècle. Cette idée, comme quoi le capitalisme est indépassable, est extrêmement récente. Elle s'est installée progressivement au cours des années 1980-90. Il suffit de faire un rapide retour sur l'histoire récente, 1871 et la Commune de Paris, 1920 et l'immense espoir suscité par la révolution russe, les années 30 et la faillite du capitalisme, les années 60 avec la révolution cubaine, pour constater que non seulement dans l'esprit des gens mais aussi dans la réalité de nombreux pays, le capitalisme était mort ou agonisant. Les civilisations naissent, vivent et meurent. La nôtre ne fera pas exception. La vision du monde des marchands qui s'est opposée au pouvoir ecclésiastique et aristocratique a été une contribution essentielle à l'histoire de l'Humanité. Mais cette vision est maintenant caduque. La durée de vie d'une civilisation est bien longue par rapport à notre courte existence humaine, mais il ne faut pas être un grand visionnaire pour comprendre que cette civilisation de l'argent-dette et de la marchandise est sur sa fin. Le capitalisme et l'économisme sont profondément néfastes pour l'humanité et la planète. L'économisme est bien une idéologie, un paradigme avec son histoire, sa naissance, son apogée et sa phase de déclin. Non, le capitalisme n'est pas un état de nature. Non le capitalisme n'existe pas depuis que l'homme s'est sédentarisé - le néolithique. Non, ce n'est pas la fin de l'Histoire.

Ce n'est pas être fou que de croire que le libéralisme économique va s'écrouler. Que le capitalisme meure cela ne veut pas dire que la propriété individuelle, les échanges sur les marchés, les magasins et les petites entreprises n'existeront plus ! Non, bien sûr ! En tout cas, pas dans l'immédiat, mais qui peut présager de l'avenir de l'humanité sur plusieurs siècles ? Par contre, croire que les marchés de capitaux, les bourses, le contrôle de la monnaie par l'aristocratie financière et que la plupart des absurdités de notre société de consommation disparaissent et fassent partie de l'Histoire, cela n'a rien de fantaisiste. Soyons clairs ! Le capitalisme est un système, une vision du monde, une idéologie, dont il faut se débarrasser, que son dernier nom soit libéralisme, néo ou ultra ne change rien à l'affaire !

Les mouvements des Indignés en Europe et celui d'Occupy (OWS) aux USA sont les signes que cette civilisation de la marchandise est véritablement en train de mourir. Les néo-ruraux, les eco-villages, les SELs, les médecines alternatives, l'agriculture biologique, les milliers d'associations et les millions de citoyens qui critiquent radicalement sur le net ou dans des

livres afin de proposer des solutions alternatives sont bien les signes inéluctables d'une nouvelle civilisation en pleine émergence. L'écologie politique et un véritable socialisme nous offre à tous la perspective d'une société dans laquelle le cœur et l'intelligence, le corps et l'esprit, l'être individuel et l'être social trouvent leur place.

Quand ? Quand une majorité des citoyens seront convaincus de l'absurdité, l'iniquité, la violence, la stupidité et de l'inefficacité de cette idéologie. Comment ? Par une solution politique et démocratique. C'est la seule solution acceptable, bien évidemment !

Depuis la Révolution Française et son droit universel, l'État démocratique Français ne se définit plus en opposition aux autres peuples. Les démocraties libérales (capitalistes) ne se définissent plus par leur opposition aux autres États, comme le montre bien la domination des transnationales et la globalisation. Désormais, on le sait depuis Marx, l'opposition ami-ennemi s'est transférée en division intérieure entre classes, entre groupes sociaux. La grande différence est que l'État ne représente plus l'unité de la nation mais les intérêts de la classe dominante, bien qu'il se réclame toujours de l'idéologie de l'unité, de la volonté générale et de l'intérêt national. Dès lors, il devient évident pour la pensée sociologique et marxiste que la politique consiste dans la lutte entre différents groupes sociaux, entre différents "lobbies", entre des intérêts opposés. Chaque parti représente sa base sociale, principalement petite bourgeoisie ou salariés, et, bien que tous aient la prétention de représenter l'intérêt général, c'est bien l'absence d'unité, de cohésion sociale qui dégénère en lutte des classes institutionnalisées, en clientélisme, en corruption et, enfin, en désintérêt pour la politique. Nous pourrions nous distinguer justement en restituant la fonction du global, de la totalité, avec pour conséquence de n'avoir pas vraiment de base sociologique puisqu'ils s'adressent à tous ceux qui respirent, à tous les habitants de la planète. La véritable alliance de l'écologie politique et du socialisme authentique, que l'on peut définir comme le socialisme du 21<sup>e</sup> siècle, ne sert pas simplement à limiter les dégâts, elle est la réappropriation de la vie pour tous, l'affirmation de notre communauté humaine.

Concrètement, en occident, une infime minorité manipule et divise les classes moyenne et populaire entre artisans/commerçants et fonctionnaires, entre salariés et chômeurs/RSA, entre privé et public, entre travailleur français et travailleur immigré. En fait tous sont esclaves de cette immense escroquerie au bénéfice de quelques financiers, industriels et mandarins-technocrates. Ils ont comme « chiens de garde », et cela à été dit et répété dans de nombreux ouvrages et documentaires, des intellectuels, des économistes et les journalistes des médias dominants qui ne font que promouvoir la propagande officielle. C'est tellement plus confortable d'être du bon côté ! Leur raisonnement est simple : ce n'est pas moi qui vais changer le monde ! On est révolutionnaire à 20 ans et à 40 ans on fait comme tout le monde et on essaye de voir comment on peut profiter au mieux de la bêtise humaine et gagner un maximum de pognon ! C'est comme ça que cela s'est passé en 1968, on critique, on manifeste et ensuite on rentre dans le rang et on crée sa boîte de « Com. » ou son agence de pub ! C'est dommage d'avoir si peu confiance en l'humanité. Le rôle du penseur, du philosophe, du sage, de l'intellectuel, appelez-le comme vous voudrez, c'est d'élever le niveau, de parler avec son cœur, de contribuer à alléger le fardeau de ses frères et sœurs humains. C'est pas parce que l'on est, ou que l'on se croit, un peu plus intelligent que les autres que l'on doit en profiter.

Les civilisations et les paradigmes qui les soutiennent finissent toujours par être caduques. Cela ne veut pas dire qu'elles n'ont pas eu leur raison d'être. Le capitalisme a été un système d'une grande efficacité, mais un jour, on constate, en toute objectivité, que ce modèle n'est plus valable. Et les personnes qui sont à la tête, pensent, tout naturellement qu'il faut le sauvegarder, ils s'en auto-persuadent ! Mais ne défendent-ils pas simplement leur confortable position ?

L'histoire de l'humanité sur Terre nous a appris que c'est toujours un petit nombre qui met en doute le schéma mental établi comme dogme absolu, qui ose proposer ce que d'autres - par ignorance et par peurs de toutes sortes, peur du ridicule et de l'exclusion entre autres - n'oseront jamais. Les civilisations sont mortelles, elles aussi, et la nôtre se meurt, pendant que la nouvelle est déjà en gestation au sein même de l'actuelle.

L'utopie, aujourd'hui, c'est de continuer à croire qu'il est possible de gagner sa vie en détruisant le monde et que nous pouvons continuer à fonctionner avec une structure politico-économique qui date du 18<sup>e</sup> siècle. L'argent n'est plus produit pour faciliter les échanges de biens et de services et permettre à la production de satisfaire les besoins de consommation, mais pour satisfaire les besoins solvables et mercantiles et être prêté à intérêt. Quel monde avez-vous envie de laisser à vos enfants ? Dans le système actuel, vos enfants seront soit des assistés soit des exploités. Pourquoi accepter d'être punis ? De perdre son emploi ? Alors que nos parents et nos grands-parents ont été assez géniaux pour créer des machines et des robots qui font et feront de plus en plus de travail à notre place. Et le pire, c'est que nous continuons à faire grève pour le plein emploi ! Cessons de perdre notre vie à la gagner. Depuis l'aube de l'humanité l'homme a utilisé son intelligence pour créer des outils qui rendront sa tâche moins pénible. Les nantis ont toujours profité du travail des autres. Pourquoi, les autres dont le travail ne trouve plus d'utilité aujourd'hui, ne profiteraient-ils pas enfin du travail des machines ? Si les États avaient géré leurs biens en bons pères de famille (et surtout s'ils n'avaient pas laissé la planche à billets aux banques !), il y a bien longtemps que nous ne serions plus des contribuables mais des "attributaires".

Il est bien normal que les maîtres, les dominants d'une société fassent en sorte que les dominés ne puissent pas imaginer qu'un autre monde soit possible. Après tout, ils n'ont pas envie que ça change, tout baigne pour eux ! Tous les moyens sont bons pour nous empêcher de croire qu'il est possible de vivre autrement : la peur du changement, la carotte de la consommation, on ne peut pas changer le monde, c'est comme ça et pas autrement ! Et que notre système n'est-il pas mieux qu'une dictature stalinienne ou islamique ? C'est vrai ! Mais ce n'est pas une raison suffisante pour croire que le capitalisme est indépassable !



D'ailleurs, les citoyens pressentent parfaitement que notre civilisation va droit dans le mur, mais, ils ont en effet peur du changement et ils se demandent ce qui va bien pouvoir remplacer cette civilisation qui aura été finalement bien plus destructrice que glorieuse. Il existe une véritable attente, de la part des Français, pour une nouvelle vision. L'utopie d'hier est l'ordinaire d'aujourd'hui. Le fait qu'une idée soit prématurée ne signifie pas qu'elle ne soit pas réalisable un jour futur. Dans notre civilisation, avoir l'esprit ouvert, c'est-à-dire sans préjugé, est assez rare, non pas parce que l'intelligence en est absente, mais par conformisme socio-psychologique qui veut que l'on soit en accord avec la majorité, faute de quoi on risque de subir l'exclusion du groupe.

Si on a une haute idée de l'Homme, on peut se dire que chacun a les moyens d'être critique, que rien ne nous empêche d'ouvrir les yeux. Dans la pratique, cela requiert de l'héroïsme. Et peut-on exiger que tous les gens d'aujourd'hui, pris dans ce système, soient des héros ? Il faut distinguer différents niveaux. Le cas de ceux qui veulent le pouvoir ou qui en profitent mérite d'être examiné de près. Cela ne veut pas dire qu'il faudrait les envoyer dans des camps de travail, quoique pour certains, les Lagardère, Dassault, Camdessus, Seillière, Trichet et compagnie, cela leur feraient le plus grand bien (je plaisante !). Pour les intellectuels qui ont des loisirs, qui en principe ont de la culture par définition, qui ont du temps pour réfléchir à l'absurdité de l'idéologie dominante, ceux-là peuvent être soupçonnés de lâcheté, ils devraient être beaucoup plus critiques vis-à-vis du capitalisme. Si par peur de perdre leur poste ou d'être écartés des médias dominants, ils continuent d'encenser ce système, alors ils ne méritent pas mieux que la servitude à laquelle ils sont soumis. Le courage d'un penseur, c'est de dire ce qu'il a au fond du cœur, ce qu'il croit juste même si cela doit être au détriment de sa petite carrière. La dissidence, le refus de coopérer, le sacrifice de son petit confort sont des devoirs lorsque le bien collectif de l'humanité est mis en danger par quelques despotes en l'occurrence l'oligarchie transnationale et financière de l'empire d'occident. Mais pour ce qui est de l'ensemble des citoyens, il y a des gens de qualité, au sens humain, littéralement conditionnés par ce système.

Depuis l'apparition de la crise économique, on peut penser que les prochaines années seront décisives pour l'humanité. Il va se produire un véritable retour de la politique avec un grand "P", les citoyens vont commencer à se poser de vraies questions, à savoir : comment gérer la cité, comment répartir le travail, les richesses, faire attention à notre planète, etc. Il est indéniable que cette civilisation est en train de mourir. L'idéologie dominante est fortement remise en cause. Les gens ne croient plus l'économiste de service qui leur dit : "soyez un bon citoyen, SVP, consommez pour relancer la croissance !" Consommer, un devoir de citoyen ? c'est absurde ! Ce système, cette idéologie s'effondre parce que les gens ne croient plus au discours dominant.

### **Obéis, travaille, consomme et meurt !**

Est ce que cette surconsommation ordonnée par les instances dirigeantes nous apporte réellement le bonheur, autrement dit, est-ce qu'on est plus heureux de consommer tous ces gadgets à l'utilité incertaine, cette nourriture dénaturée ? Dans la plupart des grandes villes occidentales, les gens font 50 km en voiture ou en transport en commun pour se retrouver devant un ordinateur dans un bureau où l'ambiance n'est pas forcément bonne... où finalement tout est basé sur le mensonge, la loi du profit, il n'y a qu'une règle de base : exploiter la seule mine inépuisable, c'est-à-dire la bêtise humaine ! Vendre ! Vendre ! vendre ! Pour relancer la croissance ! Les gens se déplacent de plus en plus et de plus en plus vite, mais finalement est-ce vraiment utile d'aller de Paris à Marseille en 3h pour aller négocier un contrat et revenir le soir même ? Plus les moyens de mobilité sont efficaces, plus les gens se déplacent pour faire marcher l'économie, tout ceci est fondamentalement absurde et pathétique quand on y réfléchit attentivement. Il suffit de constater l'augmentation du cancer dont l'une des causes est l'augmentation des intrants dans l'agriculture intensive. Le stress de la vie moderne, le fait que les rapports humains ne sont, souvent, plus que des rapports marchands. La dégradation de la qualité de vie dans les cités dortoirs. Aux USA, les nantis qui, bien souvent, font usage d'anti-dépresseurs, s'enferment dans de nouvelles citadelles. Il est donc démontré que la consommation et le confort matériel n'apportent pas le bonheur. En fait, l'essentiel : l'amour, l'amitié, la santé, la beauté, la convivialité, un esprit paisible, la liberté intérieure, l'ouverture aux autres... ne s'achète pas. Le bonheur est intérieur. Réduisons notre consommation de matières premières et d'énergie, diminuons notre agitation frénétique. Si on vivait dans une cité où les liens sociaux sont plus agréables, si les gens se déplaçaient moins et travaillaient près de chez eux, si la nourriture était issue d'une agriculture saine, s'il n'y avait plus de marketing, d'agressions publicitaires, si les gens n'étaient pas toujours obligés d'entretenir un système qui est tout le temps en train de les tromper pour leur vendre toutes sortes de produits et de services plus ou moins inutiles ou jetables. Nous sommes tous prisonnier de ce système extrêmement pervers, nous vivons dans la douce dictature capitaliste, la démocratie n'existe pas car le pouvoir politique n'a plus la capacité de battre monnaie. Le monde change parce que de moins en moins de gens croient que la consommation est synonyme de bonheur. Le bonheur n'a pas vraiment à voir avec l'avancement de la technologie. La techno-science ne peut nous apporter qu'un petit plus afin de nous rendre la vie un peu plus confortable et ça s'arrête là ! Comme nous venons de le comprendre, cette croyance que le progrès technique nous apporte forcément et toujours le bonheur est un postulat qui nous vient du siècle des lumières en Europe. Dans d'autres traditions, comme le bouddhisme, le bonheur est intérieur. Un yogi (grand pratiquant de la méditation) peut vivre dans le dénuement le plus total et être parfaitement heureux. À l'opposé, un riche américain qui vit dans une maison superbe avec piscine peut parfaitement prendre des anti-dépresseurs tous les jours parce que c'est un tel bouillonnement dans sa tête qu'il n'arrive plus à supporter les autres ni même lui-même.

Le bonheur n'a vraiment pas grand chose à avoir avec le confort matériel. Regardez comment vivent les gens de certains pays d'Asie ou d'Afrique dans les quartiers populaires. Ils ont souvent bien plus le sourire que beaucoup de citoyens occidentaux qui se gavent d'anti-dépresseurs pour supporter l'absurdité de notre modernité ! il ne faut pas confondre sobriété, pauvreté et misère.

Notre société est basée, d'un point de vue idéologique, sur la révolution du siècle des lumières. La remise en question de la judéo-chrétienté et de leurs prêtres a conduit au matérialisme. Mais on ne peut pas couper l'homme de ce qui le rend profondément humain. Il émerge forcément en nous la compréhension que quelque chose perdure après notre mort lorsque l'on réalise notre finitude physique et le fait que nous ne sommes pas une machine. Pour un matérialiste tout est permis ; car si rien ne perdure après la mort, quoi que l'on fasse dans cette vie, cela ne porte pas de conséquences. "Après moi, le déluge". Le matérialisme c'est l'ouverture au cynisme. Les valeurs spirituelles qui ont été développées par toutes les traditions de l'humanité sont indispensables pour une vie sociale stable et durable. Ce qui est indispensable, c'est cet acte gratuit d'amour et de compassion pour les autres. Un matérialiste s'en fout complètement s'il installe une usine polluante, il se fout d'exploiter les gens ou de détruire la nature puisque la seule chose qui compte c'est le profit immédiat. Une distinction est à faire entre la religion institutionnalisée sous l'ancien régime, par exemple, qui était un instrument de manipulation des masses et la spiritualité. Dans sa lutte contre l'aristocratie, la bourgeoisie a remis en cause la religion car elle représentait une institution sclérosée et décadente, puis la bourgeoisie a été obligée de se réapproprier la religion pour se donner une justification métaphysique à sa domination sur la classe non détentrice des moyens de production. La religion au 19e siècle était vraiment l'opium du peuple. Pour s'attaquer au capitalisme, Marx a été obligé de critiquer le fondement spirituel de la société.

Au 18e siècle, lorsque l'on a rejeté la religion, on a jeté le bébé et l'eau du bain ! Les religions mettent en avant les valeurs intrinsèques que sont l'amour, la bonté, la compassion, la tolérance, la générosité, l'ouverture aux autres, l'altruisme, bref, chacun sait quelles sont les valeurs humaines. Si en rejetant la religion nous nous débarrassons aussi de ces valeurs humaines fondamentales, nous faisons une grave erreur. Le marxisme a rejeté la religion et ils ont eu bien du mal à retrouver ces valeurs intrinsèques. Nous ne pouvons pas nier que l'être humain est un être sensible et qu'il possède ces valeurs à l'intérieur de lui-même. À toutes les époques, dans toutes les civilisations et dans toutes les religions ces valeurs intrinsèques sont le fonds commun de ce qui a conduit notre humanité. Beaucoup de gens considèrent que la religion est un enfermement, une belle histoire avec de belles images pour les enfants sages. Cela est dû à l'oppression du clergé qu'ont dû subir nos ancêtres et cela reste inscrit dans notre inconscient. La religion doit être un remède aux interrogations et aux souffrances fondamentales et non pas un instrument de manipulation des classes dominées par les classes dominantes. L'achèvement, le but de la vie humaine c'est de devenir une bonne personne et non pas de ne penser qu'à soi, à son confort et à sa petite personne. En clair, nous ne pouvons pas nier notre humanité. Les différences métaphysiques entre les différentes traditions spirituelles sont secondaires.

Tout d'abord, il est faux que le monde doit nécessairement être un gâchis et une vallée de misère. Le monde peut être beau et plein de sens ; et la vie humaine est une occasion extraordinaire d'atteindre le plus grand épanouissement imaginable. La vérité de la souffrance signifie qu'une vie dominée par l'ignorance (dans le sens bouddhiste) sera toujours insatisfaisante, mais tout ne s'arrête pas là ; elle signifie aussi que nous pouvons acquérir une sagesse et vaincre l'ignorance afin de vivre librement dans la béatitude et de partager cette béatitude avec nos semblables.

La guerre et la violence ne sont pas des réalités inéluctables. Lorsque les dirigeants et leur peuple reconnaissent ce caractère précieux de la vie humaine en particulier et de la vie de tout être sensible en général, ils peuvent indéniablement améliorer la nature de leur société et vivre selon une certaine sagesse, en harmonie avec la nature et leur entourage. Être civilisé signifie faire preuve de sagesse, de bonté, d'amour et de joie de vivre, et toute société qui cultive ces qualités est une véritable civilisation. Il existe sans contredit des exemples de sociétés qui ont réussi à démontrer une grande bonté, notamment dans l'Inde ancienne, au Tibet, en Mongolie et en Chine en certaines époques florissantes.

La période que nous vivons actuellement est unique, car grâce à la technologie et aux enseignements de toutes les grandes religions, les êtres humains sont, maintenant plus que jamais, en mesure de s'éveiller massivement à leur véritable potentiel et nous pourrions véritablement réaliser cet ancien rêve de la paix sur terre. J'appelle à la révolution, mais contrairement à l'exemple sanglant de 1789, j'appelle à une révolution non-violente, à une révolution éthique et spirituelle. La bonté, l'amour et l'altruisme sont les clés du bonheur. La compassion n'est pas que sentimentalité ; c'est plutôt une puissante méthode pour arriver à vivre une bonne vie et pour atteindre le vrai bonheur. Il nous faut développer conjointement ces qualités que sont l'empathie et la raison. L'empathie, comme celle d'une personne très honnête ; la raison, comme celle de quelqu'un qui a un esprit très pratique. La grave crise postmoderne à l'échelle planétaire exige cette révolution afin d'éviter les divers scénarios apocalyptiques annoncés et notre monde sera viable pour les siècles à venir.

La religion humaine commune d'amour et de bonté a de véritables fondements biologiques dans la nature humaine. Parallèlement à notre aptitude naturelle d'empathie envers nos semblables, nous avons aussi besoin de la bonté des autres qui, comme un fil directeur, traverse toute notre vie. La spiritualité est plus vaste que toute forme particulière de religion ; elle est essentielle tant au bonheur individuel qu'à la viabilité de notre monde. L'éthique est également plus universelle que les prescriptions religieuses particulières. Malheureusement, la foi religieuse n'est pas une garantie d'intégrité morale car, en effet, si l'on regarde l'histoire, nous constatons que parmi les plus grands fauteurs de troubles – ceux qui ont eu recours à la violence, à la brutalité et à la destruction dans leurs rapports avec les autres humains – nombreux sont ceux qui professaient une foi religieuse, parfois haut et fort. Si la religion peut nous aider à établir des principes moraux de base, il est néanmoins toujours possible de parler d'éthique et de morale sans faire référence à aucune religion. De façon générale, la non-violence est essentielle à la résolution des désastres humains que sont les conflits sociaux et les guerres et ce qu'on appelle l'idéalisme, ou l'utopie, n'est pas nécessairement synonyme d'irréalisme, comme le prétendent certaines théories séculières modernes qui posent un regard cynique sur la psyché et sur la société.

Les valeurs humaines ne sont pas que des instruments permettant au clergé de faire régner l'ordre, elles permettent à l'individu de se transcender et d'obtenir le meilleur de lui-même. En fait, toutes les sociétés et les civilisations antérieures au capitalisme

ont développés des structures basés sur des valeurs fondamentales de partage et de coopération. Tous les groupes humains et toutes les traditions spirituelles ont encouragé les individus à développer, la vertu, des valeurs de générosité, de patience, de détachement, de sobriété, de tolérance, de persévérance, de discipline et d'éthique. Qu'est-ce que l'éthique ? Sa meilleure définition : ne pas faire aux autres ce que l'on ne veut pas que l'on nous fasse ! C'est simple !

La plupart des « valeurs » du capitalisme sont à l'opposé de ces valeurs intrinsèques. Ce sont les vices du chacun pour soi, de la compétitivité, de la guerre économique, de l'égoïsme, du profit individuel, etc. Les principaux laudateurs du capitalisme, comme Madame Thatcher par exemple, vont même jusqu'à dire que la société n'existe pas que seul l'individu existe ! Quelle ineptie ! Les êtres humains sont grégaires depuis l'aube de l'humanité. L'homme n'est pas un animal solitaire et individualiste. Toutes les études ethnologiques montrent à l'évidence que l'humanité s'est construite par le partage, l'échange et la coopération. L'appropriation par les citoyens de la « part maudite » ne peut se faire que par une compréhension du processus d'accumulation. La part maudite est captée par la classe dominante. La véritable démocratie c'est de décider collectivement et individuellement de l'utilisation du surplus.

Toute civilisation repose sur une idée, une vision collective ; alors imaginons ensemble le futur. Imaginons le monde que nous voulons. L'absurdité c'est de maintenir une rareté artificielle pour pouvoir continuer à faire du profit sur les biens issus de nos formidables outils de production. L'absurdité c'est de gaspiller les seules ressources véritablement rares que sont les richesses naturelles. L'absurdité c'est de continuer à entretenir l'idée que la répartition de la richesse doit se faire, uniquement, en fonction de notre implication dans l'instrument productif. L'absurdité c'est d'entretenir les nouveaux seigneurs : les financiers qui ne font que brasser des électrons dans des fils de cuivre. L'absurdité c'est de se stresser pour innover et créer sans cesse de nouveaux modèles et gadgets pour vendre plus et gaspiller davantage. Le bon sens nous invite plutôt à produire localement et à limiter les déplacements inutiles de marchandises, à promouvoir les déplacements peu énergivores comme le train, l'autobus, la bicyclette, d'établir des processus démocratiques dans les grandes entreprises nouvellement nationalisées et les services publics. Pourquoi produire plus et plus vite alors que c'est justement le problème ?

Pour sortir de l'absurdité et de la violence du capitalisme moribond, il est maintenant urgent de ré-enchanter le monde, d'inventer un autre paradigme pour une nouvelle civilisation. La solution : un véritable socialisme adapté au 3e millénaire. Notre mission est de développer un projet de société, un paradigme forcément basé sur l'altruisme qui s'inspire des penseurs et des philosophies de toute l'Humanité pour imaginer de nouvelles règles du jeu afin de vivre ensemble sur ce beau territoire que l'on appelle la FRANCE. L'important, c'est de définir les grandes orientations de la civilisation que nous voulons construire. Entendons-nous bien, il ne s'agit pas de décréter un modèle de société prêt à l'emploi, de vouloir le bonheur des gens malgré eux, mais simplement de dégager les idées générales et pratiques d'un paradigme en construction. Ce n'est donc pas d'une alternance qu'il faut mais bien d'une révolution. Ce qu'il faut, c'est l'instauration d'un système politique basé sur les Droits de l'Homme, le respect de l'environnement, de la planète et du vivant, la réappropriation de la création monétaire par la collectivité, la gestion des biens communs non renouvelables ou nécessaires à la vie par la collectivité, la répartition des enrichissements collectifs nationaux sous forme de dividendes distribués équitablement à chaque citoyen, la démocratie participative locale et régionale dans un cadre de subsidiarité. La finalité, c'est l'existence d'une société profondément humaine, ce qui conditionne l'épanouissement de chacun des individus la composant.

L'histoire du capitalisme fera parti de l'histoire de l'humanité. Que l'on estime sa durée à cinq siècles ou plus ou moins, n'a pas beaucoup d'importance. L'objet de cet ouvrage n'est pas d'analyser les aspects positifs de cette histoire. Et il y en a eu certainement quelques uns ! On ne refait pas l'histoire, mais ce qui est certain, c'est que ce n'est pas la fin de l'histoire. Le libéralisme économique, l'économie de marché n'est certainement pas l'achèvement, le mode ultime d'organisation pour le genre humain. Je doute, de toute façon, que l'humanité aille vers un quelconque « progrès » ou vers une « finalité ultime ». Ce n'est pas parce que Kant, dans la lignée du siècle des lumières, a suggéré qu'il y a progrès et donc finalité que l'on est obligé de croire que l'histoire aurait un point final ! Il n'y a ni progrès, ni croissance inéluctable, ni linéarité, ni cycle dans l'histoire. La base de l'histoire de l'humanité est la représentation majoritaire, collective et inconsciente que l'on se fait de notre vision du vivre ensemble. L'histoire est faite de confrontations des idées des uns et des autres. Nous sommes tous acteurs et réalisateurs de la grande pièce de théâtre de l'humanité. En fait, le monde n'est que l'addition des représentations individuelles. Le monde change à chaque instant, il renaît à chaque naissance, il meurt à chaque décès. Parfois il change brusquement parce que les vieilles représentations sont éculées, mortes, néfastes, injustes, stupides, absurdes. Il s'agit juste de croire qu'un autre monde est possible, c'est tout !

Quelle Terre laisserons-nous à nos enfants ? Face à la crise de l'environnement, face à la crise globale et radicale de la civilisation industrielle, des solutions existent, on peut s'en sortir, il suffit de le vouloir. Mais n'attendez pas que les choses changent toutes seules, vous seuls avez le pouvoir de les changer. Les solutions sont collectives mais aussi individuelles et demandent un certain courage à s'engager à résoudre les problèmes à la racine. Entre autres ; limiter notre consommation effrénée d'énergie non renouvelable et de matières premières ; s'engager plus activement aux différents niveaux de décision politique en vue de créer des processus véritablement démocratiques.

On peut transformer le monde par ses actes de tous les jours. En changeant ses habitudes de consommation par exemple. Est-il encore utile de dire, de nos jours, que le bonheur n'est pas dans la consommation ? La sobriété n'est-elle pas plus apaisante pour l'esprit et pour la Terre ? Cela dit, La Politique reste le moyen le plus puissant de transformer nos rapports sociaux ainsi que nos rapports avec la nature. En clair, il vaut mieux parler et débattre de la vision que l'on peut avoir du « vivre ensemble » sur un territoire, de la gestion de la cité, plutôt que de se tirer dessus ! Bref, la Politique et le suffrage universel sont incontournables. Les laudateurs du libéralisme économique-capitaliste s'accrochent très bien de la dictature financière dans

laquelle nous vivons. La Politique a été sciemment dévalorisée par l'establishment financier, industriel et médiatique et les dirigeants actuels ne respectent même plus les décisions prises par le peuple (référendum de mai 2005 sur le TCE).

La non-violence c'est ce qui motive « The Revolution Is Love (annexe 8) » aux USA par exemple mais aussi *le mouvement Colibris* (annexe 4) en France ainsi que des millions de citoyens à travers la planète. Ce mouvement est, en effet, planétaire et il est bien au delà des clivages gauche/droite franco-français. Une profonde remise en question du paradigme dominant est partagée par de plus en plus de citoyens à travers le monde. La théorie de la fin de l'histoire de Fukuyama a du plomb dans l'aile. Le TINA (there is no alternative) déclaré avec arrogance dans les années 1990 par les néo-libéraux est de plus en plus ridicule. Ce n'est pas qu'il n'y a pas d'alternatives, nous sommes l'alternative, nous sommes à un carrefour de l'histoire.

En 2013, pour le Ministre français « socialiste » de l'Économie et des Finances, « il n'y a pas d'alternative » non plus ! Ce sera la logique des banksters jusqu'au bout, jusqu'à l'effondrement final. Le ministre est beaucoup plus préoccupé par le niveau de la dette et par notre compétitivité que par celui du chômage alors que de nombreux auteurs modérés ont démontré que le niveau de la première n'est pas si élevée dans une perspective historique et qu'il existe des moyens pour gérer cela de manière plus humaine, sans pratiquer l'austérité, sans même parler d'une réforme monétaire telle que suggérée dans le chapitre suivant. Les politiques d'austérité menées en Europe sont contestées de toute part, y compris par le FMI ou par l'OCDE, ainsi que par des libéraux progressistes comme les « prix Nobel d'économie » Krugman et Stiglitz. Le ministre des finances justifie le plan d'austérité par les marchés, en affirmant que sans cela, les spreads (le ministre est très adepte d'anglicismes !) risqueraient de s'envoler et de placer la France dans la position de la Grèce. Le ministre des finances répète en boucle ses trois priorités, à savoir, le désendettement, la résolution de la crise européenne et la compétitivité, un agenda que pourrait parfaitement partager l'UMP.

De toute façon, la quête de compétitivité de notre pays est totalement illusoire où le coût salarial horaire est de 34 €, alors qu'il est à 4 € en Bulgarie ou de 7 € en Pologne. Pour protéger nos emplois et notre modèle social dans un premier temps, avant la réforme monétaire proposée ici, il n'y a que le protectionnisme. Baisser l'écart de un ou deux euros ne changera rien aux décisions d'implantation ou de délocalisation d'entreprises, Banque Publique d'Investissement ou pas. La réponse de l'« élite » économique du PS est entendu : spécialisation industrielle et que le protectionnisme mène à la crise, ce qui est démenti par des prix Nobel d'économie et la crise de 2008.

Ils raisonnent dans un cadre extrêmement restreint, réduisant les questions économiques à des questions techniques, où il n'y aurait pas d'alternative. Le libre-échange ou la libre-circulation des capitaux, la méfiance à l'égard de la monétisation, pourtant largement pratiquée ailleurs, le soutien indéfectible à l'indépendance des banques centrales ou aux potions amères infligées aux pays « aidés » par l'Europe ne souffrent pas le moindre questionnement.

Les « économistes » du PS n'hésitent pas à dire que la BCE aide les Etats puisqu'elle prête aux banques, qui, ensuite, rachètent les dettes publiques alors que c'est justement cela qui est choquant ! Ils tiennent un discours aussi homogène et fermé à toute idée alternative et ce discours ne peut qu'aller dans le mur. Ils affirment que la réforme bancaire est sans doute une bonne réforme puisqu'elle déplaît aux banques comme à la gauche radicale. Mais cet argument est mensonger. Les banques ne se plaignent guère et d'innombrables économistes ou journalistes modérés en critiquent le caractère beaucoup trop limité. *Marianne*, dénonce une véritable capitulation du gouvernement. Hollande, après avoir fait de belles tirades au Bourget début 2012 contre la finance, a en effet capitulé. Moscovici, par conformisme, paresse intellectuelle ou complicité avec le pouvoir financier, ne mènera pas une autre politique ni aujourd'hui ni demain.

La majorité actuelle du Parti Socialiste et le gouvernement du premier Ministre J.M. Ayrault sont dans un vide idéologique total. Les « économistes » du PS sont irrécupérables ! ils cherchent juste à démontrer aux vrais maîtres du monde qu'ils sont de meilleurs gestionnaires du capitalisme que ceux qui l'ont inventé : la droite ! ils ne font preuves d'aucune audace, d'aucune créativité. Cette « élite économiste » du PS reste coincé dans un cadre où les biens et les capitaux sont libres de tout mouvement, où nous avons un euro géré par une banque centrale indépendante et dogmatiquement monétariste sans jamais se poser la question de remettre ce cadre en question. Bien sûr, le PS prend des mesures différentes de l'UMP, mais cela s'apparente à changer la décoration du Titanic sans remettre le moins du monde en question sa direction.

### Arrêtons de nourrir les zombies et envoyons-les au Groënland !

Pourquoi faisons-nous autant d'histoires avec les zombies ? Est-ce une sorte de plaisanterie ? malheureusement non ! Si on ne comprend pas les zombies, on ne comprendra jamais vraiment ce qui se passe. La Fed imprime 85 milliards de dollars de fausse monnaie par mois, bon OK ! Et le gouvernement américain accumule des déficits de milliers de milliards de dollars (et il n'est pas le seul)... et les zombies reçoivent tout cet argent. Aujourd'hui, c'est l'algo trading qui règne en maître à Wall Street ! La gestion de la bourse par les robots de l'algo trading ne permet plus de connaître les prix réels des actifs. L'emprise de la programmation algorithmique sur les marchés atteint des sommets et dépasse peut-être les rêves les plus fous des prix Nobel de physique et des médailles Fields de mathématiques. Ce n'est plus la maîtrise du risque qui permet d'anticiper le comportement des marchés, c'est la maîtrise du comportement des marchés qui abolit (fictivement) le risque. Le marché ne reflète plus rien d'autre que lui-même ; le monde réel devient une variable totalement marginale – sinon une forme de guerre perpétuelle des robots sur des échelles de temps qui défient l'imagination.

Des spécialistes américains interrogés sur CNBC à la fin d'une belle séance haussière, évoquaient l'influence grandissante, voire hégémonique de l'algo trading – à ne pas confondre avec les transactions haute fréquence, et pourtant cela y ressemble diablement. Il représente aujourd'hui 70 à 75% des volumes quotidiens à Wall Street. Les spécialistes se sont particulièrement

intéressés au cas d'Apple qui est devenu la valeur la plus « travaillée » de l'histoire des marchés américains. Des milliers de programmes algorithmiques ont été développés par des particuliers férus de mathématiques ou des hedge funds (qui embauchent à prix d'or des physiciens de haut vol). Ils peuvent ainsi trader "la pomme" à la milliseconde, et très fréquemment en « scalping », série d'allers-retours ultra-rapides, un peu à la manière des devises et des matières premières. Les volumes sur Apple dépassent les 10 milliards d'euros quotidiennement et parfois les 15 milliards d'euros.

Les banques centrales leur accordent beaucoup trop de crédit. Ils empruntent trop. Ensuite, ils réalisent qu'ils doivent réduire leur train de vie. C'est ce que le secteur privé fait depuis l'effondrement des dettes *subprimes* en 2007. Lorsque les planificateurs centraux se trompent, les conséquences affectent généralement tout le monde sauf les planificateurs eux-mêmes ! Et quand ils sont allés trop loin... ils continuent, purement et simplement ! A quoi est-ce dû ? D'abord, à mesure que le système devient plus gros et plus mutualisé, il est plus difficile de dire ce qui se passe vraiment. Ben Bernanke et Larry Summers affirment que nous traversons une période de "pénurie de demande". Mais que diable ? Peut-être ont-ils raison ! Personnellement, j'encourage la grève de la consommation ce qui pourrait bien entraîner une véritable pénurie de la demande ! Ensuite, les remèdes impliquent quasiment toujours de donner de l'argent à quelqu'un qui ne l'a pas gagné. Une entreprise est renflouée. Tout un secteur est recapitalisé et subventionné. La Fed imprime et le gouvernement fédéral peut continuer à jouer les paniers percés... avec plus d'employés, plus d'allocations, plus de contrats et ainsi de suite. Tous ces gens sont des zombies, ils consomment, ils ne produisent rien et passent leur existence à brasser des électrons entre des disques durs. Et ensuite, ils poussent pour plus de dépenses... engendrant plus de zombies ! Alors si vous n'avez pas encore compris que le capitalisme est, non seulement, une colossale escroquerie, mais également un « jeu » totalement absurde, on ne peut plus rien pour vous ! Si seulement ces escrocs zombies (ces banquiers, traders and co.) restaient entre eux et n'avaient aucune influence sur le reste du monde, on s'en foutrait mais le problème c'est que leur « jeu » à la con détruit notre planète et notre humanité. Je propose de tous les envoyer au Groënland avec tous les billets vert et les ordinateurs qu'ils veulent ... mais le Danemark sera t-il d'accord ?

Il serait peut-être temps que les socialistes fassent du socialisme, parce que le capitalisme est devenu complètement délirant. C'est donc à tous ceux qui croient qu'un autre monde est possible, au sein et en dehors du PS, de rassembler des propositions programmatiques concrètes afin de sortir d'une crise qui a pour principale raison l'absurdité du système monétaire actuellement en vigueur. Il est grand temps de changer de cap, de rompre avec le « réformisme social-libéral » et de développer un autre projet véritablement alternatif au capitalisme. Oui, il faut oser le dire haut et fort : l'économie de marché, le capitalisme est une catastrophe pour l'humanité et pour sortir de l'absurdité et de la violence du capitalisme moribond, il est maintenant urgent de ré-enchanter le monde, d'inventer un autre paradigme pour une nouvelle civilisation. Réforme monétaire, réforme de la démocratie, réforme de l'éducation et de la santé, réforme de l'agriculture ... partout sur Terre des millions d'humains imaginent le monde de demain. Une civilisation basée sur la vérité et la non-violence. L'avenir nous appartient. L'avenir sera ce que nous en ferons. L'avenir sera vraiment socialiste.

...

## Propositions

Avant projet du programme « **Non-violence et force de la vérité. Un nouveau paradigme, une nouvelle civilisation, un véritable socialisme. Bienvenu dans la France du 3e millénaire** ».

Notez que cette version est abrégée, pour les autres propositions voir la version intégrale en 11 sections sur le blog de *Fraternité Citoyenne* (annexe 5).

## Introduction

« *Lorsqu'un seul homme rêve, ce n'est qu'un rêve. Mais si beaucoup d'hommes rêvent ensemble, c'est le début d'une nouvelle réalité.* » Friedensreich Hundertwasser

Depuis des années, avec les membres de l'association *Fraternité Citoyenne*, nous compilons et rédigeons les propositions programmatiques qui nous ont semblés les plus pertinentes. L'assemblage présenté ici est forcément unique mais il représente, nous en sommes persuadés, l'aspiration de la majorité des citoyens de notre pays. Nous avons intégré dans ce document une bonne partie du *Plan des Colibris* (annexe 4) parce que ce plan est l'expression, sans aucun doute, de la volonté populaire la plus honnête qui soit. En effet, les personnes qui ont rédigé ce plan sont insoupçonnables d'égoïsme, elles ont donné le meilleur d'elles mêmes afin de faire les propositions les plus bénéfiques possibles à l'ensemble de nos concitoyens. Ce texte est la première mouture de mon programme comme candidat à la primaire socialiste et il est à la base du programme officiel que je défendrai lors de l'élection présidentielle.

Le programme que nous proposons ici est avant tout un programme de déconditionnement au logiciel dominant de la mégamachine néo-libérale. Ce programme, forcément inachevé, délivre néanmoins des idées clés et donne des réponses pour nourrir une réflexion en vue de construire un autre monde et contribuer à l'instauration d'une nouvelle république dans le cadre d'une société radicalement transformée. Une section du programme est consacrée à la santé alternative à la médecine allopathique, parce que la remise en question des dogmes fondateurs de notre civilisation passe aussi par une réflexion sur le modèle matérialiste, la science et son extrémisme : le scientisme.

Non-violence et force de la vérité, *Ahimsa* et *satyagraha*, sont les deux mots qui ont guidé la vie politique du Mahatma Gandhi, l'homme qui mit dehors de son pays « l'empire ou le soleil ne se couche jamais » !

## Préambule

« *Quand un problème nous résiste malgré de grands efforts de recherche, nous devons mettre en doute ses principaux postulats. L'imagination est alors plus importante que le savoir.* » Albert Einstein

Malgré les catastrophes écologiques, les modifications climatiques, la pauvreté croissante, le renforcement du pouvoir des puissants au mépris de la vie sous toutes ses formes, aucune mesure politique sérieuse n'a été prise par les gouvernements successifs. Si rien ne change, nous courons tout droit à des catastrophes majeures. Il est donc urgent d'agir, si nous voulons sauver ce qui reste de notre environnement et de notre humanité. Nous aspirons à une vie simple dans un environnement sain, convaincus que l'être humain a, en lui-même, le potentiel d'accéder au bonheur, et que l'effort pour l'accumulation de biens matériels constitue un obstacle à la réalisation de ce potentiel. La société des siècles à venir sera écologique parce que l'ère du monde fini a commencé. C'est donc une vraie révolution des mentalités que l'Homme est invité à réaliser.

Il s'agit pour lui :

- 1 - d'assumer sa responsabilité d'être pensant, car il est le seul de toutes les espèces à avoir la capacité à évaluer les conséquences de ses actes et à s'élever au-dessus de ses réflexes biologiques.
- 2 - de limiter volontairement son emprise sur le monde pour laisser une place aux autres formes vivantes, qu'elles soient animales ou végétales ;
- 3 - de maîtriser les moyens considérables qui sont à sa disposition pour les rendre compatibles avec la vie ;
- 4 - de fonder une économie consciente des limites de la planète, de son espace habitable et de ses ressources ;
- 5 - d'organiser une solidarité qui réunisse les femmes et les hommes de toute la Terre, pour assurer la sauvegarde de notre avenir commun.

La pensée du socialisme du 21<sup>e</sup> siècle s'appuie sur quelques fondements, qui ont en commun d'exprimer notre amour de la vie :

- 1 - le respect de la diversité : diversité des espèces, des communautés vivantes et des cultures. Elle est l'expression même de la complexité et de la richesse de la vie. Cette diversité est un formidable patrimoine, qui rend la Terre capable de combler notre besoin de découverte et d'émerveillement.

- 2 - l'adaptation aux limites de la Terre : toutes les ressources de la Terre sont limitées, son étendue, son potentiel de production et sa capacité à digérer nos déchets. Les logiques économiques et les stratégies sociales doivent intégrer cette finitude du monde. Nous rejetons les régulations par catastrophes qui jalonnent l'histoire de l'Humanité.

- 3 - la globalité de l'individu : l'être humain n'est pas seulement un consommateur et un producteur, il est aussi, et d'abord, un être sensible et un corps vulnérable. Aucune politique ne doit privilégier les intérêts économiques au détriment de l'intégrité de l'individu.

- 4 - l'identité des personnes et des cultures : les droits individuels sont universels comme l'affirme la déclaration des Droits de l'Homme ; les individus sont divers, identifiés par leur culture, leur attachement à un territoire et à la communauté humaine qui l'habite. Ces liens et leur manifestation (langue, patrimoine collectif, culture) doivent être respectés et reconnus.

- 5 - la liberté : cette valeur fondamentale ne peut être aliénée par l'Etat. Elle s'exerce dans une démocratie participative ou chacun doit avoir la possibilité de s'exprimer, de s'associer ou d'entreprendre dans le respect de la liberté des autres. Elle nous conduit à rejeter les régimes totalitaires, collectivistes ou ceux qui abandonnent la souveraineté politique au profit de mécanismes économiques.

- 6 - la responsabilité : l'Humanité est responsable de la planète et de l'avenir de ses enfants. Par delà le temps et les distances, les générations et les peuples de la Terre sont solidaires d'un même futur. Nous sommes partisans de créer un droit des générations futures.

- 7 - l'égalité dans la différence : les êtres humains ne naissent pas semblables, mais ils sont égaux en dignité, en droits et en devoirs. Chacun a droit aux mêmes chances éducatives, à la même qualité de la vie, au même accès à la citoyenneté, au même respect. Chacun a le devoir de contribuer à l'épanouissement de la communauté humaine et au respect de son environnement.

L'Humanité a les moyens de détruire ce qui donne un sens à la vie, c'est à dire la vie elle-même. Elle a les moyens de construire le "meilleur des mondes", cette grande fourmilière dans laquelle l'individu perdrait son identité et sa liberté. Le capitalisme et le socialisme historique (le stalinisme) ont engagé une telle évolution en se fondant sur un postulat erroné : celui d'une production illimitée de biens matériels et de richesses par le travail humain. Or, tout est limité sur notre planète: les matières premières, l'eau, le territoire, les ressources renouvelables.

Les formations qui ont gouverné le pays n'ont jamais été capables de quitter leur logique de croissance, que ce soit en matière démographique, de consommation d'énergie et d'espace, ou de mobilités. Les valeurs non marchandes comme l'harmonie d'un paysage ou la convivialité d'un quartier pèsent de peu de poids face aux exigences de l'économisme. Les dernières forêts rhénanes, ce qui reste de littoral intact et les quelques ours des Pyrénées, sont sacrifiées sans état d'âme sur l'autel d'un développement qui a oublié sa finalité : l'épanouissement de l'individu et des sociétés humaines.

La violence paraît légitime à la droite et à la gauche lorsqu'elle sert l'État ou leur vision du progrès. La résolution armée des conflits, l'écrasement de l'individu par la machine étatique, certaines technologies, expriment cette violence que nous rejetons.

Il s'agit de définir la philosophie et les nouvelles règles du jeu qui sont à la base de la société dans laquelle nous allons choisir de vivre ensemble. Premièrement, cette philosophie a pour base le respect de toute forme de vie et de la planète qui les supporte, un respect de la terre, de sa fragilité, de sa beauté. Nous devons, par respect pour les générations qui nous suivent, prendre soin de notre patrimoine collectif : la planète Terre. Deuxièmement, une valorisation de l'individu pour autant qu'il contribue au bien commun, à l'effort collectif, à la préservation du patrimoine planétaire. Troisièmement, et cela va de soi, un respect tout particulier à la personne humaine, à sa dignité, au fait que toute personne doit être considérée comme rationnelle, responsable, tolérante et autonome.

Le socialisme du 21<sup>e</sup> siècle est la pensée politique de la mondialisation achevée, conscience de nos ressources limitées et de notre responsabilité collective envers les générations futures. Opposée à l'individualisme irresponsable, le socialisme du 21<sup>e</sup> siècle est autant opposée à tout totalitarisme, tout globalitarisme qui voudrait homogénéiser des milliards d'individus et détruire l'équilibre et la richesse du tissu local. Toute action locale doit ainsi tenir compte de son contexte global mais toute action globale doit tenir compte des spécificités locales par des processus de médiation.

Le socialisme du 21<sup>e</sup> siècle n'est rien s'il n'est pas radical et ne cherche pas à s'attaquer aux véritables causes de l'absurdité et de la violence induites par le capitalisme finissant.

Liberté, égalité, fraternité, démocratie, laïcité, solidarité,  
**non-violence & force de la vérité**

## 1 – Démocratie & institutions

Mettre l'économie au service du politique et le politique au service de la sagesse.

Il est, au sein de toute société, une juste hiérarchie des pouvoirs : la sagesse montre des objectifs et inspire, le pouvoir politique met en oeuvre ce qui est reconnu comme juste, et le pouvoir marchand et industriel satisfait les besoins matériels dans le cadre tracé par le pouvoir politique. La démission du pouvoir politique devant le pouvoir financier a conduit à cette perversion où la consommation devient une fin en soi, et est perçue comme la source de tout bonheur. Une véritable démocratie garantit que les décisions politiques soient toujours conformes à l'intérêt général, aux équilibres écologiques et soient l'émanation d'une vraie volonté populaire, élaborée à travers de nombreux, intenses et authentiques débats entre les membres de la société.

Processus d'élaboration d'une VI<sup>e</sup> République.

Un processus d'élaboration d'une VI<sup>e</sup> République sera engagé pour nous doter d'une vraie constitution, au service de l'intérêt général. Proposer une VI<sup>e</sup> République, c'est reconstruire l'édifice de la Ve dans une période sans urgence afin de l'adapter aux enjeux présents tout en gardant ce qui fait sa force, la stabilité politique qu'elle implique. Faire réécrire notre constitution par une assemblée constituante populaire, tirée au sort (parmi les citoyens qui en feront la demande) et dont les membres seront inéligibles aux mandats qu'ils définiront. Inscrire dans cette constitution les principes permettant aux citoyens les plus actifs d'engager et de garantir une transition écologique, sociale, économique, au service de l'intérêt général, respectant l'équité entre tous et les équilibres naturels. Faire en sorte que les règles du pouvoir ne soient pas écrites par les hommes ou femmes au pouvoir. Pour nous, l'État doit représenter l'ensemble des outils dont se dote la communauté des citoyens dans un objectif de bien-être commun. Au-delà même des fonctions dites "régaliennes", et qui sont liées au maintien de l'ordre (police, armée, justice et trésor public pour financer le tout), c'est l'ensemble des fonctions publiques qui devront être réévaluées, dans un triple objectif de subsidiarité, de solidarité, de lutte contre les phénomènes de technostructure et de politiques publiques tendant vers la préservation de notre environnement. En ce sens, l'État ne doit pas être neutre, mais un acteur essentiel d'une politique d'équilibre entre les exigences démocratiques, sociales et environnementales. C'est à partir de ces principes que doivent être réformées les institutions de l'État. Ce projet de constitution sera soumis à référendum.

Instauration d'une assemblée des "états généraux" tous les 10 ou 20 ans.

Depuis deux cents ans, les différentes constitutions et textes fondateurs de la République ont toujours été détournés par les spécialistes de l'exercice du pouvoir ce qui n'a pas rendu favorable les conditions d'une vraie souveraineté du peuple lui-même. L'expérience de la réflexion sur les conditions d'existence et la structure de la société par la réunion des doléances a constitué, avant les états généraux à la veille de la révolution (qu'usurperont des Jacobins fanatiques) un phénomène encore actuellement digne d'attention. La mémoire de cette quête à la source de la République peut devenir un principe actif apte à renouveler notre vision et notre pratique de la vie sociale. Cet événement de notre passé paraît encore aujourd'hui une tentative, assez rare dans l'histoire, pour connaître vraiment ce qui est vécu par tous afin d'y remédier. À présent, nul n'ignore que la plus grande partie

des représentants élus établit un dialogue de propagande, pour justifier leurs positions ou celles de leurs appareils avec leurs prétentions arrogantes, leur petitesse d'esprit, leurs opérations de séduction grossière, leurs clientélismes démagogues. Le système parlementaire est trop pénible pour survivre. Et sa survie est la principale préoccupation de ceux à qui il profite. Et pour éviter la dictature annoncée ou bien la prophétie de "barbarie" : le retour ; inventons à partir des leçons de l'histoire avec la mémoire constante de ce qui peut motiver tout souhait de changement : l'aspiration au bonheur. "Pas de bonheur individuel sans partage", c'est une loi existentielle. Comme les appareils politiques sont des sectes dont les manipulations gèrent les processus d'accession d'élites aux postes de commandements, tentons d'échapper à leur effroyable sens de l'opportunisme. Les crises de société que nous traversons depuis une quarantaine d'années sont les symptômes de l'absence de compréhension entre les instances légitimantes et la grande masse des peuples, qui dans leur majorité souhaitent vivre, aimer, rêver et mourir librement et en paix. Une consultation mutuelle n'est pas établie entre gouvernants et gouvernés. Et cette lacune de relation engendre des souffrances qui a le tragique effet pervers d'alimenter le fond de commerce des charognards médiatiques. Le spectacle du débat médiatisé castrate les indignations et les désarme d'implications civiques actives. Les rituels des orgies télévisuelles transforment la révolte en objet consommable, en profit, en accroissement d'influence et de puissance des médias eux mêmes. Le maintien du pouvoir dans notre pays s'exerce comme une tyrannie douce. Pour maintenir et anesthésier les catégories du peuple les plus démunies quelques recettes de plus en plus efficaces. Un petit RSA pour créer une dépendance de survie des plus inadaptés au système compétitif et les inclure dans un système de contrôle, l'instrumentalisation audiovisuelle pour diriger les rêves et coloniser les âmes.

La création d'une structure autonome, s'exerçant de manière indépendante de tous les pouvoirs et se dotant de garanties préservant des contrôles abusifs des machineries politiques ou médiatiques serait la garantie d'une vraie démocratie. En bref, un vrai tissu de débats utilisant, mais pas seulement, les nouvelles techniques de communication, permettant de représenter les différentes expressions des nombreuses classes de la société et des âges de la vie. Il est temps de convoquer de nouveaux "états généraux" regroupant les points de vues de tous, les critiques, les aspirations et les revendications. Mais un tel instrument démocratique en vastes réseaux ne deviendra celui de l'épanouissement humain que si il ne connaît pas de terme, est toujours repensé. Il est nécessaire de trouver des formules adaptables aux mieux être des femmes et des hommes par eux-mêmes. C'est pourquoi, nous défendons l'instauration d'une assemblée des "états généraux" tous les 10 ou 20 ans précédé d'une période de collecte des doléances. Nous devons faire le point sur l'attitude intérieure essentiellement altruiste que nous devons préserver en nous et les méthodes qui en favorise le maintien.

### Développer la responsabilité de tous et décentraliser le pouvoir.

Permettre à chaque personne (citoyen, salarié, collaborateur) de participer aux décisions qui auront un impact sur lui et, plus largement, sur les orientations de la structure à laquelle il participe. Donner le plus de pouvoir possible aux plus petits échelons de la société, notamment par l'institution des jurys citoyens tirés au sort, avec pouvoir décisionnaire, et pas seulement consultatif. Ces jurys seront une école universelle permanente de civisme : chacun, tiré par le sort hors de ses préoccupations individuelles, et voyant le spectacle de ses semblables dévoués au bien commun, apprendra en pratique à faire de même. Appliquer partout la subsidiarité c'est-à-dire qu'une compétence ne soit déléguée (sous contrôle) à un échelon supérieur que lorsqu'elle ne peut être traitée à l'échelon inférieur. Développer l'éducation populaire, afin de permettre à chacun de s'impliquer plus activement dans la vie de la Cité, au sens large. Enseigner - et faire pratiquer - la philosophie, la politique et le droit constitutionnel, outils majeurs d'émancipation intellectuelle, depuis la plus petite école jusqu'aux classes supérieures.

### Instaurer des référendums d'initiative populaire (RIP).

Le référendum est l'expression même de la démocratie, de la souveraineté et de la légitimité du peuple. Sa souveraineté est totale. Un Référendum d'Initiative Populaire pourrait se tenir une année sur deux le dernier dimanche avant le solstice d'été. En fait, ce ne sera pas un référendum mais un multiréférendum. En effet, toute question proposée par n'importe quel citoyen et contre-signée par 100 000 citoyens et ayant le parrainage d'au moins 100 élus locaux (conseillers généraux et régionaux) d'au moins dix départements différents pourra être soumise à la nation tout entière. Au solstice d'hiver précédent, le conseil constitutionnel qui sera chargé de la réception des questions et des parrainages, annoncera les questions retenues lors du prochain multiréférendum. Le referendum d'initiative populaire doit être encouragé à tous les niveaux de collectivités publiques. Les conditions de son organisation seront précisées de façon à ce que les questions soumises au suffrage des citoyens correspondent effectivement à une préoccupation de la population, et des seuils de participation en garantiront la représentativité. Couplé à la possibilité de saisine directe du Conseil constitutionnel, le referendum d'initiative populaire permettra une participation plus effective des citoyens à l'élaboration de la loi commune. Enfin, un droit d'initiative législative devrait être conféré aux citoyens : toute proposition de loi contresignée par 500 000 citoyens devrait être automatiquement inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale.

### Recouvrer l'indépendance économique et politique de la France.

- Sortir de l'Union Européenne dirigée par la Commission illégitime en place, comme le permet le Traité de Rome établissant une Constitution pour l'Europe (art. 49-A), traité que le Peuple français a rejeté lors du référendum du 29 mai 2005, et qui a quand même été instauré en 2009 sous le nom de "traité de Lisbonne". Il s'agira simplement de dénoncer ce traité illégitime car rejeté par le peuple français et de demander à nos partenaires de relancer un nouveau projet d'union européenne.
- Reconquérir l'indépendance économique de la France en sortant unilatéralement et juridiquement de l'euro par la mise en œuvre de l'article 50. Adopter le FRANC comme monnaie nationale (FRF) et inscrire dans notre Constitution : « Le franc est la monnaie de la République française. » Adopter un taux de conversion selon la parité de 1 franc = 1 heure de travail au SMIC en France = 10 €. Assurer cette parité pendant la période de conversion. Diffuser au plus vite les nouvelles coupures de billets en francs.



## Établir que la laïcité est un espace de liberté de pratique des différentes traditions spirituelles.

Les diverses voies de recherches spirituelles, philosophiques et thérapeutiques doivent être respectées par la République et non pas persécutées comme elles le sont parfois. La liberté de conscience est une liberté fondamentale d'une république laïque. Laïcité ne veut pas dire négation de la spiritualité. Une charte de la laïcité sera établie pour que soient respectés les principes républicains dans tous les lieux publics. Selon l'article 1 de la constitution, " La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances. Son organisation est décentralisée ". Nous sommes attachés à la liberté de conscience. En accord avec cette conception, nous sommes pour la laïcité au sein de l'école publique. Nous défendons le principe de laïcité qui s'est construit dans un mouvement d'émancipation face au cléricalisme, dans l'affrontement avec l'emprise de l'Eglise catholique sur l'ensemble de la société. La laïcité, c'est d'abord la garantie du pluralisme, par le refus historique de l'hégémonie catholique. Elle garantit l'exercice des libertés, et notamment la liberté de conscience. C'est l'attachement au compromis libéral qu'a retenu le Conseil d'Etat dans son avis le 27 novembre 1989, qui garantit à la fois la liberté de conscience et le respect de la laïcité.

## Une nouvelle déclaration des droits et des devoirs pour fonder une nouvelle république.

En ajout à la déclaration des droits de l'homme, il faut rédiger une " Déclaration des devoirs de l'homme, envers lui-même, envers ses frères du monde, envers la nature et la Terre ". La Déclaration des droits de l'homme a été conçue pour protéger le faible du fort. Mais, insidieusement, elle a renforcé chez tous l'égoïsme et l'envie, au détriment du don de soi et de l'esprit de service. L'homme, devenu trop conscient de ses droits, en a oublié ses devoirs. Il doit reprendre conscience de son rôle, de sa fonction et de sa responsabilité dans le maintien de l'harmonie dans la société.

Cette nouvelle déclaration des droits et devoirs affirmera des droits nouveaux mettant en valeur les principes correspondant à notre projet politique. Elle réaffirmera les libertés fondamentales et les droits sociaux fondamentaux contenus dans le Préambule de la constitution de 1946, mais insistera sur leur effectivité réelle, c'est-à-dire sur la nécessité d'un engagement de l'Etat pour les mettre en œuvre et assurer leur garantie pour tous. Par cette déclaration, nous entendons reconnaître en particulier les nouveaux droits et libertés qui suivent :

- L'égalité des droits pour toutes et tous, dans tous les domaines, est garanti quel que soit son sexe, son âge, sa culture, son origine, sa religion, son orientation sexuelle, son apparence physique, son handicap. A ce titre, la lutte contre les racismes et ses conséquences discriminatoires est une obligation de l'Etat.
- Toute personne a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence. Ce principe s'impose aux pouvoirs publics. Il est une obligation pour les institutions publiques et les entreprises.
- Le droit au logement est un droit imprescriptible. Un service public du logement veille à l'application de ce droit : attentif, en particulier, au respect du principe de non-discrimination, il pourra se substituer aux acteurs privés et publics pour assurer l'effectivité de ce droit.
- La sécurité professionnelle est un droit essentiel de tout travailleur. Le statut nouveau de salarié doit garantir à celui-ci le maintien du salaire, le droit au reclassement et à la formation tout au long de la vie. Toute personne privée d'emploi conserve son revenu et son logement dans des conditions précisées par la loi. Les garanties fondamentales reconnues au salarié par le code du travail ont valeur constitutionnelle. Le refus de toute discrimination dans l'accès au travail et au logement est une obligation constitutionnelle.
- La démocratie sociale s'impose dans toutes les entreprises. Les travailleurs et les institutions qui les représentent, doivent exercer des droits nouveaux d'expertise, de contrôle et de proposition.
- La participation directe des citoyens à la vie politique et institutionnelle est un principe démocratique fondamental.
- Toute personne a droit au respect de sa vie privée et notamment à la protection de ses données personnelles.
- Le droit d'asile est un droit fondamental. Il s'applique dans le respect des Conventions de Genève. Ce droit sera étendu aux femmes subissant des violences dans leur pays.
- Le vivant, l'eau, les ressources naturelles, la santé, la culture, l'éducation, la recherche, l'énergie et l'information ne sont pas des marchandises mais des biens communs de l'humanité qui échappent au principe de la libre concurrence.
- Le droit à une information pluraliste exige l'interdiction des concentrations dans le domaine de la production, de l'édition, de la diffusion et de la communication.
- La souveraineté alimentaire est un droit de chaque peuple.
- Chaque être humain a droit à un environnement de qualité. Promouvoir un développement économique solidaire, économe en ressources naturelles, et respectueux de l'environnement est une obligation de la collectivité. Les entreprises sont responsables des dégâts que leurs activités engendrent.

## Une VIe République fondée sur la souveraineté populaire et la citoyenneté.

Nos institutions ne constituent plus un cadre efficace et démocratique de fonctionnement du pays. Dans le débat constituant, nous défendons ces propositions tendant à la réhabilitation de la souveraineté populaire et l'approfondissement de la citoyenneté :

- La réduction des pouvoirs du Président de la République et le rééquilibrage les relations entre le Parlement et l'exécutif.
- L'institution de l'assemblée nationale en assemblée législative unique par la suppression du Sénat actuel remplacé par un conseil des sages.
- La garantie de l'indépendance judiciaire par une modification de la composition du Conseil supérieur de la magistrature. Le Président de la République, le Garde des Sceaux n'en seront plus membres.
- Augmenter la part de l'ordre du jour consacrée aux textes et aux débats d'initiative parlementaire.

- Porter à dix le nombre de commissions permanentes de l'Assemblée nationale et donner un plus grand rôle au travail qu'elles accomplissent.
- Ouvrir le débat en séance publique sur la base du texte voté en commission ; assurer la publicité des débats des commissions. Supprimer les restrictions apportées au droit d'amendement des parlementaires par les articles 40 et 49-3 de la Constitution.
- Renforcer le contrôle parlementaire de l'exécutif.
- Le Premier ministre ne recevra la plénitude de ses pouvoirs non par le décret de nomination du président de la République (art. 8), mais par un vote de confiance de l'Assemblée nationale à l'installation de son gouvernement. Les corps de contrôle actuellement placés sous l'autorité du gouvernement (Inspection générale des finances, Inspection générale de l'Administration, Cour des comptes, Inspection générale des Affaires sociales), ainsi que les autorités administratives indépendantes qui ont proliféré seront mises à disposition de l'Assemblée nationale.
- La modification de la composition et du rôle du Conseil constitutionnel. Ses membres seront désignés par l'assemblée nationale. S'il émet un avis négatif sur un projet de loi, l'assemblée nationale modifie le projet ou le soumet au peuple. Le Conseil constitutionnel peut être saisi par tous les citoyens. Il s'agit de transformer le Conseil constitutionnel en une véritable Cour constitutionnelle. Ses membres seraient élus pour neuf ans, avec un renouvellement par tiers à une forte majorité qualifiée, ce qui garantirait leur neutralité. La saisine doit être élargie à l'ensemble des citoyens. Elle pourrait notamment être mise en œuvre par la voie d'une exception d'inconstitutionnalité, invoquée à l'occasion d'un contentieux par un justiciable, devant une quelconque juridiction, qui aurait alors la possibilité de saisir la Cour constitutionnelle du problème soulevé.

Les pouvoirs et le statut du président de la République doivent être profondément modifiés, pour permettre au Premier ministre de jouer véritablement son rôle de chef de l'action gouvernementale, sous le contrôle du Parlement. Le président de la République, qui n'est pas soumis au contrôle du Parlement, doit être un garant de l'équilibre constitutionnel et non un acteur quotidien de l'action gouvernementale. Les pouvoirs et le statut du président de la République doivent être profondément modifiés :

- Suppression de l'article 16 de la Constitution, vestige du passé et de la conception bonapartiste du pouvoir présidentiel.
- Suppression du "domaine réservé" du président de la République et des réseaux parallèles (la Françafrique).
- Modification du statut pénal du président de la République (art. 68) pour limiter le privilège de juridiction dont il bénéficie aux seuls actes accomplis par le Président dans l'exercice de ses fonctions.
- l'ajout d'un article qui instaure le déroulement du 2<sup>e</sup> tour des élections législatives un mois avant le 1<sup>er</sup> tour des élections présidentielles.
- une modification de l'Article 12 qui oblige le Président de la République à démissionner s'il prononce la dissolution de l'Assemblée nationale. Ce qui redonnerait forcément plus de pouvoir au chef du gouvernement et à l'Assemblée Nationale (Article 49).

Une réforme de la justice avec la programmation de moyens adéquats et les objectifs suivants :

- garantie de la présomption d'innocence ; stricte limitation de la détention provisoire ; présence de l'avocat dès la première heure de garde à vue ; collégialité de toutes les décisions ; garantie de la spécificité de la justice des mineurs ;
- une réforme pénitentiaire dont les objectifs immédiats seront de mettre la France en conformité avec les recommandations du Conseil de l'Europe sur les conditions de détention.

Dans la perspective de la démocratie sociale, de nouveaux droits dans l'entreprise établiront, en tout domaine la possibilité d'intervention des salariés, de leurs institutions et de leurs organisations. Les droits des représentants du personnel et des comités d'entreprise seront étendus. Le système actuel de représentativité syndicale sera revu afin de permettre aux salariés d'être représentés par les syndicats de leur choix.

La démocratie active dans les communes, les départements et les régions sera encouragée : possibilité de recourir à des référendums d'initiative locale si 10% de la population concernée en fait la demande. Sur les questions essentielles, environnementales, économiques et sociales, tout collectif de citoyen-nes a la possibilité de mettre en œuvre des contre-expertises indépendantes, financées par un fonds public. Les collectivités territoriales devront créer des espaces, des outils, des processus de participation, avec les moyens correspondants, pour favoriser la participation des citoyens à toutes les décisions qui les concernent, en amont (élaboration) et en aval (mise en œuvre) des décisions, pendant toute la durée des mandats.

Le droit à l'information sera assuré dans des conditions nouvelles. Le pluralisme, le débat contradictoire et la présentation pluraliste de l'information doivent être assurés par des obligations plus précises faites aux médias. Le service public sera amélioré et démocratisé ; la composition du CSA sera modifiée. Les médias associatifs seront aidés.

### Favoriser une démocratie de proximité et participative.

Il est un espace juste pour exister en plénitude, une distance juste pour être bien ensemble. Trop à l'étroit l'homme s'étirole, dans un espace trop grand il est perdu. En espace confiné les relations sont vite conflictuelles, elles sont inexistantes au sein de la multitude. Les relations de cœur à cœur s'épanouissent dans la proximité. Encourager toutes les formes de participation citoyenne et créer des lieux de débat afin de rapprocher le citoyen des lieux de décision. Multiplier les cercles de réflexion et retrouver la tradition des agoras. Réforme institutionnelle afin de créer les conditions d'une démocratie urbaine à l'échelle des quartiers et des agglomérations urbaines. Création de niveaux de débats et de décisions politiques correspondant aux réalités des solidarités et interdépendances communales. Pour les communes de plusieurs dizaines de milliers d'habitants, il faut des comités de quartier qui ont en charge la gestion des services de proximité.

Tout le monde est d'accord sur le constat : l'organisation administrative de notre pays ne correspond plus à la réalité de la vie quotidienne de nos concitoyens, et aux besoins de services qu'elle engendre. L'aire géographique dans laquelle nous évoluons pour travailler, nous former, assurer l'éducation de nos enfants, faire nos courses, dans laquelle est assuré notre approvisionnement en eau potable, le traitement de nos déchets, n'a en général pas grand-chose à voir avec les limites des 36 600 communes françaises. La France a commencé à se réorganiser en pays et en communautés d'agglomérations. L'importance des compétences qu'ils exercent justifie que les instances délibératives et exécutives de ces regroupement intercommunaux soient élues au suffrage universel. Ce sera la seule façon de permettre que les citoyens se prononcent réellement sur les projets de territoire, les prélèvements fiscaux opérés, les actions conduites.

Le mode de scrutin doit être harmonisé pour l'ensemble des élections territoriales, pour permettre une meilleure compréhension des mécanismes par les citoyens. Nous proposons que l'ensemble de ces élections aient lieu région par région, à une date différente, de façon à rompre avec un caractère par trop national donné aujourd'hui aux élections locales.

La démocratie, c'est aussi le respect des minorités. Un statut de l'opposition applicable dans l'ensemble des collectivités territoriales doit être adopté, de même que dans les assemblées parlementaires. Dans les collectivités territoriales, à l'exception des plus petites communes, nous proposons que la présidence de l'Assemblée et la présidence de l'exécutif soient assurées par deux personnes différentes.

Démocratiser, c'est aussi respecter la diversité culturelle de nos territoires. Le projet de loi portant ratification de la charte des langues régionales doit faire partie des réformes constitutionnelles soumises au référendum.

Enfin, la fiscalité locale devra être réformée pour la rendre plus juste, compréhensible par les redevables, et dans un sens qui permette aux citoyens de comprendre qui fixe les niveaux des contributions qui leur sont demandées et pour quel usage, conformément aux propositions qui figurent dans ce projet.

## Réinventer nos processus électifs et représentatifs, repenser le rôle et les mandats des élus.

Choisir nos représentants par des modalités qui n'entraînent pas une confiscation du pouvoir par des professionnels de la politique. Introduire, pour certains mandats, de nouvelles procédures de désignation comme le tirage au sort. Le rétablissement du scrutin national pour les élections européennes. Le non-cumul, ou l'exercice de deux mandats, et la limitation de l'exercice des mandats dans le temps. pour éviter la professionnalisation à outrance de la politique. La création d'un statut du militant associatif, syndical et politique. L'abrogation des lois de décentralisation Raffarin et une re-discussion de la répartition des responsabilités entre les différents niveaux territoriaux dans le respect de principes d'égalité, de service public, de péréquation fiscale, de transparence des procédures de décision et une redéfinition de la répartition des responsabilités. Les lois répressives (stigmatisation des populations, atteintes aux libertés individuelles et collectives, aggravation pénale, augmentation exorbitante des pouvoirs de la police dite de proximité au travers d'institutions telles que la Brigade Anti-Criminalité) seront abrogées. A ce titre, la loi du 3 avril 1955 n°55-385 instituant l'état d'urgence sera supprimée.

## Une transformation du Sénat en conseil des sages.

Placer des personnes possédant recul et sagesse en voix consultatives dans les affaires publiques. Ces nouveaux sénateurs seraient tirés au sort parmi les candidats ayant obtenus plus de 10 000 parrainages de citoyens. Pour être candidat, il faudra être membre d'aucun parti politique depuis un minimum de 3 ans.

•••

## 2 – Monnaie & revenu universel

*« Par essence, la création monétaire ex nihilo que pratiquent les banques est semblable, je n'hésite pas à le dire pour que les gens comprennent bien ce qui est en jeu ici, à la fabrication de monnaie par des faux-monnayeurs, si justement réprimée par la loi. »* Maurice Allais, Prix Nobel de Sciences Economiques 1988, La crise mondiale aujourd'hui (Éd. Clément Juglar 1999).

### **Réappropriation par le pouvoir politique de la capacité de battre monnaie.**

L'iniquité, l'injustice, la pauvreté, la corruption et la dévastation de l'environnement ont pour origine une cupidité soigneusement camouflée : la création monétaire. La plupart des gens s'imaginent que notre monnaie est créée par le gouvernement. Ce n'est pas le cas. Certes, l'État imprime la monnaie, il est donc, officiellement et techniquement, le créateur de la monnaie. Cela dit, les banques en prêtant de l'argent "scriptural" (chèques et cartes de crédit) sont les créateurs, de fait, des 9/10 de la masse monétaire en circulation. Notre monnaie nous est prêtée par des cartels bancaires privés. Le pouvoir politique a, au cours des siècles, remis aux banques son devoir de créer l'argent de la nation. La plus grande révolution monétaire de tous les temps a eu lieu le 5 août 1914, soit trois jours après la déclaration de la Grande guerre. Comme des milliers de gens veulent retirer l'or qu'ils ont déposé dans les banques à la place des billets qu'ils détiennent, le gouvernement français de l'époque avait décrété le moratoire des dépôts et le "cours forcé" des billets de banques. Les nations belligérantes et les pays neutres suivirent l'exemple. Rothschild disait : « si vous permettiez aux banquiers d'émettre l'argent d'une nation, ils ne se soucieraient pas des lois. » Une élite bancaire internationale détient le pouvoir suprême de création monétaire. Cela lui donne le contrôle - au moyen de l'argent-dette - des destinées des nations et de l'économie mondiale. En fait, tous nos problèmes viennent de là. C'est parce que l'argent est prêté avec intérêt et avec pour seul objectif de faire des profits que nous observons l'absurdité d'investissement dans des technologies "gadget" alors que des besoins de base ne sont pas satisfaits. Le contrôle de la masse monétaire en

circulation et donc la création des crédits nécessaires aux activités bénéfiques est le droit régalien du pouvoir politique issu du débat démocratique. La capacité de battre monnaie sur un territoire et donc la création de la confiance dans l'échange marchand est le premier devoir de tout gouvernement souverain. Pourquoi le gouvernement devrait-il payer de l'intérêt à un système bancaire privé pour l'usage de sa propre monnaie qu'il peut émettre lui-même sans intérêt et sans dette ? Le fait que le gouvernement ait abandonné cette fonction aux banques privées est une trahison abominable. Le gouvernement se refuse à lui-même un privilège que par la loi il a accordé aux banques, il se fait le serviteur des banquiers et méprise le peuple. L'objectif des banques privées n'est pas du tout d'émettre l'argent selon les besoins de la population, mais de faire plus de profits, et d'amener gouvernements, entreprises et individus à s'endetter. L'oligarchie financière internationale est pour une banque centrale européenne car c'est le meilleur moyen d'empêcher tout gouvernement national de recouvrer sa capacité de battre monnaie. Ce tour de passe-passe, cette escroquerie monumentale du cartel bancaire international doit cesser. Saint-Louis, roi de France, disait : " Le premier devoir d'un roi est de frapper l'argent lorsqu'il en manque pour la bonne vie économique de ses sujets." L'argent "scriptural" ou "électronique" est une bonne invention et il ne s'agit pas de les remettre en cause, mais au lieu d'avoir pour origine la plume du banquier à l'état de dette, ils doivent naître sous la plume d'un organisme national à l'état d'argent serviteur. Pour qu'un gouvernement soit vraiment souverain, il faut qu'il reprenne son droit de créer l'argent libre de dette. La royauté ayant été remplacée par l'État, dans le cas d'une démocratie qui porte bien son nom, c'est-à-dire qui permet un contrôle réellement actif de l'État par le peuple, l'État représente le peuple, l'État c'est le peuple. Ainsi, indirectement, ce sont les citoyens par l'intermédiaire de l'État qui exercent les droits régaliens. Le peuple est alors souverain.

L'économie mondialisée a toujours besoin de plus de crédits afin de se développer. Or, chaque fois qu'une banque accorde un prêt, ce prêt est calculé en fonction des possibilités de remboursement de l'emprunteur, et d'un quota que la banque acquiert auprès de la banque centrale. Cela signifie que les prêts sont des sommes mises au crédit des emprunteurs par un simple jeu d'écritures. C'est donc de l'argent créé qui n'existait pas auparavant. C'est la création monétaire selon le système capitaliste. Et les citoyens par les lois, sont obligés de rembourser des dettes qui n'en sont pas. Ce remboursement implique par ce versement de capital et des intérêts, un enrichissement frauduleux des banques et de leurs actionnaires. C'est devoir par son travail rembourser des dettes contractées sur de l'argent qui n'existe pas, donc de la fausse monnaie. Ce processus de création monétaire s'appelle « la monétarisation des actifs ».

En redonnant le pouvoir de création monétaire à l'État, tous les impôts et taxes, nationales et locales peuvent être supprimées. Car jusqu'avant la crise financière de 2008, ce sont des milliards d'euros qui ont été créés par les banques par l'intermédiaire de prêts. Ainsi, la dette de l'État n'existe pas vraiment, et n'est en fait qu'une terrible supercherie. Est-il normal, par exemple, que les États payent 600 ou 700 fois plus cher que les banques privées ? Récemment la Réserve fédérale américaine a secrètement prêté aux banques en difficulté la somme de 1.200 milliards au taux de 0,01 %. Au même moment, les peuples d'Europe subissent de plein fouet des plans d'austérité car les marchés ne prêtent de l'argent à certains États qu'à des taux d'intérêt de 6, 7 ou 11 %. Asphyxiés par de tels taux, les gouvernements sont poussés à bloquer les retraites, les allocations familiales ou les salaires des fonctionnaires et à couper dans les investissements, ce qui accroît le chômage et va faire plonger toute l'Europe dans la récession. Est-il normal qu'en cas de crise, les banques privées puissent bénéficier de taux à 0,01 % aux USA et 1% en Europe mais qu'en cas de crise, les États soient obligés de payer des taux bien plus élevés ? « Être gouverné par l'argent organisé est aussi dangereux que par le crime organisé », affirmait Roosevelt.

En nous inspirant de ce qu'a fait la Banque centrale américaine pour sauver le système financier, nous proposons dans un premier temps que la « vieille dette » de nos États puisse être refinancée à des taux proches de 0 %. Il n'est pas besoin de modifier les traités européens pour mettre en œuvre cette idée : certes, la BCE n'est pas autorisée à prêter aux États membres, mais elle peut prêter aux organismes publics de crédit (article 21.3 du statut du système européen des Banques centrales) et aux organisations internationales (article 23 du même statut). Elle peut donc prêter à 1 % à la Banque européenne d'investissement, à la Caisse des dépôts ou à telle ou telle banque publique nationale qui, elles, peuvent prêter à 1 % aux États qui s'endettent pour rembourser leurs vieilles dettes.

La création monétaire est un droit régalien du peuple souverain qui doit lui être retourné par l'intermédiaire de son représentant, c'est-à-dire l'État. Dans le cadre de l'Europe, l'État est alors le pouvoir central si l'Europe se dote d'une constitution proclamant une fédération d'États. Mais que ce soit au niveau national ou au niveau européen, le peuple est souverain et a son droit régalien de création monétaire. Et tous les budgets qu'ils soient locaux, régionaux, nationaux ou européens, doivent être financés d'abord par la création monétaire, et ne recourir à l'impôt si et seulement si les nécessités économiques l'obligent afin de maintenir la stabilité des prix.

Tel que les traités de Nice et Maastricht l'ont défini, la BCE est une institution indépendante qui contrôle les taux directeurs, les taux d'intérêts des prêts aux particuliers et aux entreprises. Son président n'est pas fonctionnaire, il est un acteur privé issu du système bancaire privé et qui défend donc les intérêts privés des banquiers. Sa nomination par le Conseil européen n'y change rien. D'autant plus, la BCE est totalement indépendante de toute sorte de pouvoir politique. Ainsi, non seulement la BCE ne crée pas la monnaie, mais en plus elle sert uniquement les intérêts privés des banquiers avant les intérêts collectifs. De ce fait, il faut placer la BCE sous le contrôle total du pouvoir politique. Et dans le cadre d'une fédération européenne avec un pouvoir central, c'est à la BCE de créer la totalité de la monnaie nécessaire au bon fonctionnement de l'économie européenne que la BCE verse en place et dû de nos impôts.

Dans un premier temps, nos partenaires européens refuseront certainement ce schéma, alors la France en tirera les conséquences. Car il apparaît de plus en plus évident que la construction européenne s'est faite jusqu'à présent, dans le but de réaliser, une oligarchie des transnationales et des institutions financières. C'est pourquoi l'Union Européenne de 2010 impose la

libéralisation des services, l'indépendance de la BCE, l'endettement des Etats et des collectivités territoriales, la perte des droits régaliens et de la souveraineté du peuple. Pour mettre fin à cet état de fait, il faut que les peuples, par l'intermédiaire de leurs représentants élus, contrôlent leurs propres énergies, et donc, aient le contrôle de leur monnaie.

Nous sommes face à une crise qui dure depuis 2008, les conséquences ont été dramatiques. L'Histoire retiendra probablement ces quelques années comme une période de crise majeure, mais selon ce que nous en ferons, il est aussi possible que l'Histoire s'en souvienne comme d'une période d'évolution profonde. Mais avons-nous vraiment identifié la nature de la maladie ? Avons-nous fait un diagnostic précis, exact ? Les remèdes que nous utilisons sont-ils bien adaptés, efficaces ? Est-il possible d'avancer un pronostic, de proposer des traitements inédits ? Telles sont les questions auxquelles nous allons essayer de répondre.

Dans le « Manifeste des économistes déterrés avec John-Maynard Keynes, Milton Friedman, Henry Simons, Irving Fisher, Maurice Allais, Hyman Minsky et Joseph Schumpeter, pour une sortie de crise sans violence, équitable et progressive » (annexe 8) ; nous proposons de démontrer que la quantité de monnaie en circulation, particulièrement la quantité de monnaie bancaire issue des attributions de crédit par les banques ordinaires, constitue un élément essentiel de l'apparition des périodes cycliques d'euphorie et de dépression qui semblent caractériser les économies monétaires. S'appuyant sur les travaux aussi bien passés que contemporains d'une série d'économistes reconnus, nous proposons un certain nombre de réformes pouvant constituer, si elles sont appliquées avec le sérieux et les précautions nécessaires, des stratégies efficaces de sortie de crise et de retour à un nouvel équilibre économique de long terme.

Dans les années trente, c'est-à-dire au plus fort de la précédente crise globale majeure, un certain nombre d'analystes avaient étudié et proposé des réformes similaires, entre autres la séparation définitive de l'activité de crédit (qui ne devait reposer que sur la transmission d'épargne existante et non sur une création de crédit ex nihilo) et de l'activité de sauvegarde des dépôts (qui devaient être garantis à 100%). Ces « Grands Anciens » énonçaient les effets attendus de la réforme proposée :

1. Aplatissement des cycles d'euphorie et de dépression.
2. Élimination des risques de panique bancaire.
3. Réduction ou disparition totale de l'endettement public.
4. Réduction de la dette privée.
5. Transformation de toute monnaie temporaire issue de la dette par de la monnaie permanente libre de dette.

Ce manifeste démontre ces résultats et prolonge ces analyses. Il insiste sur la nécessité à la fois éthique, économique et pragmatique de mettre à l'étude une nouvelle forme de distribution monétaire respectueuse des libertés individuelles et de l'équité des individus face à la monnaie. Il introduit à cet effet le concept de "Quantitative Easing for the People", (Assouplissement quantitatif pour la population).

En conclusion, nous affirmons que :

1. La variation du niveau d'endettement global est un élément essentiel de l'apparition des périodes d'euphorie et de récession qui sont à l'origine du concept de « cycle économique » ;
2. La quantité de monnaie scripturale en circulation dans une économie (la « monnaie secondaire », ou « monnaie de crédit », qui représente environ 90% de la masse monétaire totale existante) évolue en fonction de la différence entre les crédits créés et attribués par le secteur bancaire et les crédits remboursés et détruits ;
3. Les récessions sont dues à une réduction de l'endettement, dû elle-même à des montants de remboursements non remplacés par des montants de crédits nouveaux, ce qui réduit en conséquence le total des dépôts, c'est-à-dire la quantité de monnaie en circulation ;
4. Lors des cycles de contraction, il convient d'adopter non pas des politiques de réduction des budgets nationaux, qui ne feraient que réduire encore la quantité de monnaie en circulation (soit par diminution des dépenses publiques, soit par augmentation des perceptions fiscales) mais bien au contraire des politiques d'injection de monnaie libre de dette sous la forme, précisément, soit de réduction d'impôts, soit d'augmentation des dépenses, soit de revenu monétaire individuel (QE4People) ;
5. Durant ces périodes, les politiques d'austérité se révèlent au mieux sans effet, au pire exercent un effet procyclique destructeur ;
6. Une alliance entre les Banques Centrales et les gouvernements est toujours possible pour prendre des décisions monétaires et budgétaires ;
7. Une politique de création et de distribution monétaire directement auprès du public (QE4People) n'aurait pas plus ni moins d'effet inflationniste que les autres politiques de relance par le crédit. Les effets secondaires en seraient probablement moins élevés ;
8. Les risques que représente une utilisation sans contrôle de cette stratégie par la classe politique sont importants, il convient donc d'établir des règles strictes et symétriques au niveau de leur application ;
9. Ces techniques nouvelles et inédites doivent absolument être étudiées au plus haut niveau de décision des autorités politiques et législatives et être soumises à l'entière information, à la consultation et à l'approbation des populations.

Pour éviter l'écroulement complet du système, la dette doit être résorbée. La conséquence naturelle sera la contraction du système financier lui-même. Au bout du compte, la monnaie redeviendra un outil de service et non d'asservissement. On constate empiriquement que la taille du secteur financier est directement corrélée au niveau de dette dans l'économie. Une réduction de la dette de moitié entraînerait déjà des effets très importants sur l'économie réelle et sur le secteur bancaire. Il est certain qu'une grande partie des gens actuellement employés par ce secteur devront trouver une autre forme d'activité dans les années à venir. On peut ajouter que l'instauration d'une réforme suivant un *100% Money* et un *QE4People* aurait pour principale conséquence d'aplanir considérablement les cycles d'euphorie/dépression constatés jusqu'ici, ce qui serait sans nul doute une

grande amélioration, y compris pour le secteur bancaire lui-même. En effet, il bénéficierait au premier chef de la manne d'une émission de monnaie nouvelle libre de dette, ce qui le libérerait d'une part du risque extrême de « bank run » ou ruée sur les guichets, et d'autre part du coût de gestion du système actuel de réserves obligatoires. Cette réforme permettrait par ailleurs aux banques de se recentrer sur leur cœur de métier historique, à savoir la mise en relation d'épargnants et d'emprunteurs, et la transmission des uns aux autres d'argent préalablement existant.

## **Système Monétaire À Réserves Totales (SMART) ou réforme dite du « 100% Money »**

*100% Money est le titre d'un livre sorti en 1935 par l'économiste américain Irving Fisher. La réforme proposée par Fisher a été reprise, dans les années 70, par notre seul prix Nobel d'économie : Maurice Allais.*

Cette réforme correspond à un système bancaire à réserves pleine, au contraire du système bancaire actuel dit "à réserves fractionnaires".

Deux problèmes sont liés :

1 - malgré les possibilités d'action de la Banque Centrale sur le refinancement et sur les taux d'intérêts de la monnaie émise par les banques commerciales, la quantité de monnaie en circulation lui échappe ce qui implique l'inflation des actifs et les bulles : on a vu les résultats ces dernières années !

2 - l'interdiction faite au niveau de la Banque de France en 1973 (Loi n°73-7 du 3 janvier 1973 sur la Banque de France) et ensuite confirmée en 1992 par le Traité de Maastricht (Article 104) et par le traité de Lisbonne (Article 123) de financer directement notre propre économie, coûte à la population presque 1 milliard d'euros par semaine pour les seuls intérêts, sous forme d'un transfert vers les plus riches, détenteurs des obligations d'État.

Notre proposition :

L'État doit opérer une reprise du droit collectif d'émettre sa monnaie – comme mentionné dans la section 1 – par l'émission d'une monnaie nationale complémentaire à l'euro qui deviendra de fait une monnaie commune et non plus unique. Cet acte politique de souveraineté n'est pas fait pour se mettre en dissidence à l'égard de l'UE ou par anti européenisme mais pour devenir un modèle d'inspiration des autres Nations.

Pour tout ce qui concerne le financement des projets collectifs - et en particulier pour financer la mutation qu'exige le défi écologique ainsi que le virage technologique pour pallier l'épuisement de certaines ressources naturelles ; pour financer la recherche, un enseignement ainsi qu'un système de santé de qualité gratuits et, en général, pour tout ce qui sera considéré démocratiquement comme nécessaire pour l'amélioration collective de la qualité de la vie de façon durable - la Banque de France doit pouvoir être contrainte à une émission monétaire centrale sans échéance et sans intérêts.

D'autres part :

- a) les budgets des États doivent être équilibrés en "fonctionnement" et "amortissements" par la fiscalité.
- b) les États et collectivités publiques peuvent faire financer les investissements d'utilité collective par un appel à émission monétaire sans intérêt de la banque centrale.

Cette réforme c'est :

- a. Une réforme monétaire nationale menant à la nationalisation réelle des monnaies nationales, par
  - 1) la nationalisation des banques centrales et le transfert aux banques centrales nationalisées du pouvoir de création de la totalité de la monnaie ; et
  - 2) l'interdiction à qui que ce soit, y compris les banques commerciales, de créer de la monnaie scripturale – de la même façon que la contrefaçon des billets de banque est interdite et passible de sanctions pénales.
- b. Une réforme monétaire internationale pour créer une réelle monnaie internationale libre de dette,
  - 1) émise par une nouvelle autorité monétaire internationale parfaitement transparente et sous contrôle public (p.ex. : émanation de l'ONU) plutôt que privée (p.ex. : consortium financier ou bancaire).
  - 2) établissant une base plus efficace, plus stable, et plus équitable pour les échanges internationaux dans l'économie globale,
  - 3) co-existante avec les monnaies nationales et l'euro,
  - 4) mais sans s'appuyer sur aucune monnaie nationale ou internationale existante.

Explications :

- Le grand nombre de kracks bancaires ces 20 dernières années un peu partout dans le monde ont fait toujours plus de mal aux populations qu'aux dirigeants bancaires, régulateurs et politiciens qui en sont responsables !
- Comme toujours, les réponses gouvernementales se concentrent uniquement sur les symptômes, et non sur les causes fondamentales
- La façon dont la monnaie est créée et mise en circulation, par qui, et comment (sous forme de dette ou libre de dette, dans telle devise ou telle autre) est à la base du fonctionnement d'un système financier.
- Les façons dont la monnaie est créée aujourd'hui pour les économies nationales et l'économie internationale mènent inévitablement à des booms et des kracks fréquents et extrêmement destructeurs. Même en période normale, ces façons aboutissent à un système monétaire qui incite presque tout le monde à faire de l'argent de façon très nuisible à la société, à l'environnement, et à l'économie.
- La population serait, évidemment, bénéficiaire de cette réforme monétaire. Beaucoup d'ONG devraient la soutenir, en particulier celles qui s'occupent des questions sociales (la pauvreté, l'assistance sociale, l'injustice sociale, la santé, les droits de l'homme, etc.), des questions écologiques (changement climatique, énergie, eau, alimentation et agriculture, etc.) ; des problèmes relatifs aux pays en voie de développement ; des questions générales, économiques et publiques (l'avenir de la

planète, le développement économique local, l'investissement, le commerce et la consommation éthiques, la responsabilité sociale des entreprises, etc.)

- Les propositions nationales et internationales de ce programme ont des aspects en commun. Les deux créeront de la monnaie libre de dette, et non plus à partir de dette comme maintenant. La réforme nationale en confiera la responsabilité à une autorité monétaire nationale (la banque centrale), avec une mission de bien public, et l'ôtera des mains du privé (le système bancaire). La réforme internationale transférera le pouvoir actuellement au service des intérêts particuliers d'une nation (les USA qui créent les dollars) à une réelle autorité monétaire internationale au service de l'intérêt global - et non pas au service d'un petit groupe de pays en compétition pour fournir des monnaies de « réserve ».

- Il est également important d'encourager la réforme monétaire sous forme de développement décentralisé à l'intérieur des nations. Il s'agira de répandre encore plus les monnaies complémentaires des communautés et des régions comme le Time Dollars, les SELs, le Chiemgauers et d'autres qui existent déjà dans beaucoup de pays. Ils peuvent fournir une base pour de nouvelles institutions comme des banques locales, associations coopératives d'épargne et de crédit, et fonds d'investissement, ce qui mènera à plus d'indépendance locale, sociale et économique. Ces développements souhaitables à long terme pourraient aussi fournir une réponse domestique partielle aux crises telles que la présente.

- Les monnaies communautaires décentralisées n'ont pas besoin d'être coordonnées à un niveau international. Cependant, on doit accepter que, si le système monétaire national et international continue de fonctionner comme à présent, cela crée une dépendance trop grande de la population quant à la quantité de monnaie disponible pour la vie de tous les jours, ce qui justifie le recours à des monnaies complémentaires décentralisées pour compenser. Il est donc important de demander au G20 de se concentrer sur des réformes du système monétaire prédominant, national et international, simples et facilement compréhensibles, comme celles proposées ci-dessus. De même qu'elles auront pour conséquence de supprimer pour nous tous les effets nocifs du système actuel, ces réformes ouvriront la voie à des moyens décentralisés pour la vie financière et économique dans l'avenir.

## Une Réforme monétaire nationale.

Moins de 5 % de l'argent est émis sous forme de pièces et billets par les Banques Centrales. Les banques commerciales créent les 95% restants, à partir de rien, par une simple écriture, en portant sur les comptes de dépôt à vue de leurs clients le montant des crédits accordés.

Si la situation actuelle n'était pas la réalité, et que nous repartions de zéro, personne ne proposerait sérieusement que les mêmes entreprises combinent les deux fonctions suivantes qui sont en opposition et conduisent à réduire l'efficacité et la crédibilité des deux:

1. Emettre 95% de la monnaie de façon efficace et juste pour servir les intérêts de la société entière, et
2. Se jeter dans la compétition du profit financier maximum dans le commerce du crédit et, pire encore, dans la spéculation sous toutes ses formes.

En pratique, les crises de stabilité financière résultent inévitablement du mélange de ces deux fonctions qu'il faut donc séparer, par une simple réforme de base, laquelle consiste à appliquer deux mesures complémentaires :

1. Transférer aux banques centrales nationales la responsabilité de créer, non seulement les billets de banque comme maintenant, mais aussi ce qui représente la plus grande partie de la monnaie, la monnaie scripturale, principalement détenue et transférée par moyens électroniques.
2. Interdire à qui que ce soit d'autre, y compris les banques commerciales, de créer n'importe quel type de monnaie – passible de poursuites judiciaires exactement comme il en est pour un faux monnayeur.

Ces deux mesures complémentaires correspondent à une nationalisation de l'émission monétaire, mais non pas des banques commerciales. Les banques commerciales pourront retourner à la libre concurrence (après une période de nationalisation afin de mettre en place cette réforme) sur le marché à la recherche de profits, en prêtant et empruntant de l'argent pré-existant. En pratique, l'activité bancaire privé sera beaucoup plus modeste qu'aujourd'hui puisque les bénéfices seront bien moindre suite à l'impossibilité de créer de la monnaie « ex-nihilo ».

La première mesure, en confiant à un organisme public la responsabilité de l'émission monétaire, permettra de la maintenir dans l'axe de l'intérêt collectif. La deuxième conduira à un marché plus ouvert et compétitif qu'aujourd'hui en matière de prêts et emprunts. En perdant le privilège de pouvoir créer la monnaie qu'elles accordent à un emprunteur (crédit), les banques seront ramenées au même niveau que les autres entreprises du secteur privé à qui on ne fournit pas gratuitement leur matière. Elles seront motivées à fournir davantage de services à leurs clients, plus efficacement que maintenant. De nouveaux acteurs seront également attirés dans l'industrie des services de paiement.

Le transfert à la banque centrale de la responsabilité pour la création de toute nouvelle monnaie scripturale fera écho à ce qui s'est passé avec les billets de banque sous le "Bank Charter Act" de 1844. Cette loi a reconnu que les lettres de changes, mises en circulation à l'origine par les banques privées et les marchands, étant devenus des moyens de paiement admis pendant plusieurs siècles, avaient acquis le statut de monnaie. Par conséquent, elle transféra le droit exclusif de les émettre à la Banque d'Angleterre. Ainsi, de la même manière, presque tout le monde aujourd'hui sait que les sommes figurant sur les comptes courants ("dépôts à vue") ne sont plus seulement "du crédit" mais de l'argent disponible immédiatement pour nos achats, exactement comme les billets de banque. La responsabilité de la création de la monnaie scripturale aurait dû être transférée à la banque centrale il y a bien des années.

La proposition est qu'une banque centrale, indépendante des consortiums privés dans son fonctionnement, continue à mettre en application les objectifs de la politique monétaire publiés par le gouvernement élu. Mais elle ne le fera plus indirectement, par ajustement des taux d'intérêt (taux directeurs) sensés influencer la quantité d'argent scriptural créé par les banques sous forme de crédits. Elle décidera elle-même, périodiquement, combien elle doit émettre en plus de la masse monétaire en circulation. Elle créera la monnaie et la transférera au titre de revenu public, au gouvernement. Celui-ci le mettra en circulation en le dépensant à des fins d'utilité publique en complément de ses recettes fiscales (qui seront du coup bien moindre), suivant les procédures budgétaires habituelles prévues par la législature démocratique. C'est seulement lors de crises monétaires exceptionnelles, beaucoup moins probables, que la banque centrale aura le pouvoir de décider comment dépenser l'argent qu'elle crée. Afin de juguler l'inflation, l'État aura dorénavant deux leviers, premièrement le taux directeur de sa banque centrale afin d'injecter plus ou moins de monnaie en circulation et deuxièmement les taux d'impositions afin de retirer plus ou moins de quantité de monnaie en circulation et d'amoinrir les trop grandes différences de richesses et ainsi de contribuer à une meilleure justice sociale bien évidemment. Le nouvel étalon monétaire basé sur l'heure de travail (1 FRF = 1 heure de travail au SMIC = 10 €)\* contribuera également à éviter l'inflation. La banque centrale devra garder une certaine indépendance opérationnelle vis à vis du gouvernement et être sous le contrôle du conseil des sages par exemple, afin de minimiser le risque que des élus du gouvernement en fonction ordonnent une émission monétaire disproportionnée aux besoins réels dans un but purement politique, comme par exemple pour aider à gagner une prochaine élection ou pour des dépenses somptuaires, voire des dépenses d'agression vis-à-vis de populations intérieures ou étrangères.

\* le SMIC horaire brut a été fixé à 9,43 euros par heure depuis le 1er Janvier 2013

## Une réforme monétaire internationale.

Il s'agit de proposer la création d'une réelle monnaie internationale libre de dette, en coexistence avec les monnaies nationales et régionales (comme l'euro), dans le but de fournir une base plus efficace et plus stable pour les échanges internationaux dans l'économie globale.

La nouvelle monnaie sera émise par une autorité monétaire mondiale. Elle aura une indépendance opérationnelle pour exécuter les objectifs publiés par l'ONU et dépendra de l'ONU. Elle émettra la nouvelle monnaie comme nouvelle source de financement pour couvrir les dépenses de l'ONU relatives à des réalisations d'intérêt collectif comme le maintien de la paix ou la lutte contre le changement climatique par exemple, et éventuellement aussi pour distribuer per capita aux nations membres.

Déjà en 1995 la Commission Indépendante sur la Gouvernance Globale (Independent Commission on Global Governance) précisait que le système monétaire international devrait être plus international et moins dépendant des marchés de capitaux privés. "Les Etats-Unis se sont offert le luxe de pouvoir emprunter dans leur propre monnaie à l'étranger et ont ensuite dévalorisé leurs obligations de remboursement," et " la dépendance du système monétaire international à l'égard des marchés de capitaux privés fait courir le risque d'un effondrement total de confiance dans le système." (ce qui s'est effectivement produit à l'automne-hiver 2008/2009).

Depuis, la prédominance du dollar est de plus en plus critiquée. En 2002, le reste du monde payait aux Etats-Unis bien plus de 400 milliards de dollars par an pour utiliser le dollar comme devise principale. Un porte-parole du Pentagone l'a justifié comme les honoraires dus au titre des actions de police entreprises par les Etats-Unis pour le maintien de l'ordre mondial ! D'autres critiques disent que les Etats-Unis font payer aux pays les plus pauvres leur surconsommation des ressources globales. Le commerce mondial a été décrit comme "un jeu où seulement les Etats-Unis peuvent produire des dollars, tandis que le reste du monde produit des biens à acheter avec des dollars."

Plus récemment, des menaces relatives à la position du dollar au niveau international ont augmentées. L'Iran a menacé d'utiliser l'euro pour son commerce pétrolier. Le Président de la Russie, Dimitri Medvedev, a annoncé en février 2008 que le rouble deviendra une monnaie régionale de réserve. On a proposé que, si la Chine finit par remplacer les Etats-Unis comme première superpuissance, le yuan remplace le dollar et devienne la devise dominante.

En août 2007 le groupement des pays "BRIC" - le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine - et d'autres pays émergents ont montré les dents. L'Inde et la Chine ont provoqué l'échec des négociations de 7 ans sur le commerce mondial à Genève, pour protéger leurs populations agricoles. En mai 2008, les ministres de l'Inde et d'autres pays "BRIC" ont exigé un système monétaire international fondé sur le droit et la diplomatie multilatérale dans "un monde plus démocratique, plus équitable et plus stable où les marchés émergents joueraient un rôle plus grand et où les puissances dominantes seraient contraintes aux mêmes règles que tout le monde." Le 28 janvier 2009, le premier ministre russe Vladimir Poutine a prévenu le Forum Economique Mondial à Davos que le monde ne devrait plus s'appuyer sur le dollar comme la seule monnaie de "réserve" et a insisté sur le fait que le rouble devait devenir une monnaie de réserve en précisant que : "une dépendance excessive à ce qui est essentiellement la seule monnaie de réserve présente un danger pour l'économie globale; il serait donc avantageux d'encourager une procédure objective pour l'émergence de plusieurs monnaies régionales fortes à l'avenir." - Il est donc possible que, si l'on échoue à introduire une monnaie réellement internationale, le chaos monétaire suive le déclin du dollar, venant s'ajouter aux effets de la crise bancaire actuelle. Les peuples du monde et les entreprises mondiales, pourraient finir dans une économie globale qui dépende de l'investissement privé dans une gamme de monnaies de réserve en compétition, y compris le dollar, l'euro, le yen, le yuan, le rouble et la livre.

Au regard d'une expérience d'au moins deux siècles quant aux désordres de toutes sortes et à la succession sans cesse constatée de périodes d'expansion et de récession, on doit considérer que les deux facteurs majeurs qui les ont considérablement amplifiées, sinon suscitées, sont la création de monnaie et de pouvoir d'achat ex nihilo par le mécanisme du crédit et le financement d'investissements à long terme par des fonds empruntés à court terme. Il pourrait cependant être facilement pallié à ces deux facteurs par une réforme d'ensemble qui permettrait, sinon de mettre fin aux fluctuations conjoncturelles, tout au moins d'en diminuer considérablement l'ampleur.



Cette réforme doit s'appuyer sur deux principes tout à fait fondamentaux :

- 1 - La création monétaire doit relever de l'État et de l'État seul. Toute création monétaire autre que la monnaie de base par la Banque centrale doit être rendue impossible, de manière que disparaissent les « faux droits » résultant actuellement de la création de monnaie bancaire.
- 2 - Tout financement d'investissement à un terme donné doit être assuré par des emprunts à des termes plus longs, ou tout au moins de même terme.

La réforme du mécanisme de crédit doit ainsi rendre impossible à la fois la création de monnaie ex nihilo et l'emprunt à court terme pour financer des prêts à plus long terme, en ne permettant que des prêts à des échéances plus rapprochées que celle correspondant aux fonds empruntés.

Cette double condition implique une modification profonde des structures bancaires et financières reposant sur la dissociation totale des activités bancaires telles qu'elles se constatent aujourd'hui et leur attribution à trois catégories d'établissements distincts et indépendants :

1. des banques de dépôt assurant seulement, à l'exclusion de toute opération de prêt, les encaissements et les paiements, et la garde des dépôts de leurs clients, les frais correspondants étant facturés à ces derniers, et les comptes des clients ne pouvant comporter aucun découvert ;
2. des banques de prêt empruntant à des termes donnés et prêtant les fonds empruntés à des termes plus courts, le montant global des prêts ne pouvant excéder le montant global des fonds empruntés ;
3. des banques d'affaires empruntant directement au public ou aux banques de prêt et investissant les fonds empruntés dans les entreprises. Dans son principe, une telle réforme rendrait impossibles la création monétaire et de pouvoir d'achat ex nihilo par le système bancaire et l'emprunt à court terme pour financer des prêts de terme plus long. Elle ne permettrait que des prêts de maturité plus courts que ceux correspondant aux fonds empruntés. Les banques de prêt et les banques d'affaires serviraient d'intermédiaires entre les épargnants et les emprunteurs. Elles seraient soumises à une obligation impérative : emprunter à long terme pour prêter à plus court terme, à l'inverse de ce qui se passe aujourd'hui.

Une telle organisation du système bancaire et financier permettrait la réalisation simultanée de conditions tout à fait fondamentales :

- 1 - l'impossibilité de toute création monétaire et de pouvoir d'achat en dehors de celle de la monnaie de base par les autorités monétaires ;
- 2 - la suppression de tout déséquilibre potentiel résultant du financement d'investissements à long terme à partir d'emprunts à court ou à moyen terme ;
- 3 - l'expansion de la masse monétaire globale, constituée uniquement par la monnaie de base, au taux souhaité par les autorités monétaires ;
- 4 - une réduction majeure, sinon totale, de l'amplitude des fluctuations conjoncturelles ;
- 5 - l'attribution à l'État, c'est-à-dire à la collectivité, des gains provenant de la création monétaire, et l'allègement en conséquence des impôts actuels ;
- 6 - un contrôle aisé par l'opinion publique et par le Parlement de la création monétaire et de ses implications.

## **Résumons le Système Monétaire À Réserves Totales :**

**Aujourd'hui**, toute la monnaie est produite par les banques commerciales, en particulier lors de l'émission de crédits aux particuliers, aux entreprises et aux administrations [1]. Les banques sont en principe tenues à des règles qui limitent leurs capacités d'émission de crédits par rapport à leurs fonds propres et à leurs capacités d'obtention de monnaie centrale, mais, par exemple, la titrisation et le « shadow banking » leur permettent de sortir des limites prudentielles. Les banques détiennent sur l'économie plus de 10 fois la disponibilité de monnaie de la banque centrale. La monnaie de crédit créée par une banque commerciale lorsqu'elle donne une suite favorable à la demande d'un emprunteur est ensuite détruite lors du remboursement correspondant. La masse monétaire est en fait la représentation instantanée du solde des crédits entre l'émission et le remboursement (l'image du niveau dans une baignoire est très parlant en considérant le « robinet du crédit » et la « bonde du remboursement »).

De ce fait la monnaie émise par les réseaux des banques commerciales est :

- « payante » (du fait des intérêts demandés).
- non régulée car soumises aux « esprits animaux » (expression utilisée par M. Allais) des banquiers et des emprunteurs.
- La monnaie scripturale n'est donc garantie que par des entreprises commerciales le plus souvent privées auquel il faut ajouter la garantie des dépôts à hauteur de 100000 € par compte. Face à une crise bancaire systémique, le fonds serait largement insuffisant (le Fond de Garantie des Dépôts ne peut garantir que 20 000 comptes à la hauteur maximale prévu par la loi.)

## **NOS PROPOSITIONS :**

Les propositions de garantie totale de la monnaie, ou « 100% monnaie », remontent au 19<sup>e</sup> siècle, et ont été proposées sous forme pure ou équivalente par des économistes aussi connus que Walras, Ricardo, Von Mises, Fisher, Friedman, Allais, Minsky, ou Tobin, qui sont néanmoins des économistes considérés comme « libéraux » et préconisent :

- a) – une différenciation nette entre la monnaie proprement dite (les moyens de paiement totalement « liquides », autrement dit, disponibles instantanément) et « l'épargne » qui dans ce cas n'est plus de la monnaie, n'étant disponible qu'à terme ou sous condition (l'épargne étant le M3 – M1 des actuelles « masses monétaires »).

- b) – l'interdiction de création monétaire par le système des banques commerciales [2]. Pour obtenir ce résultat ils arrivent à la conclusion qu'il faut un éclatement des banques en 2 (ou 3) entités totalement indépendantes :
- 1 – Les CSM (Compagnies de Sécurité Monétaires ou banques de dépôts) comptables des dépôts de la clientèle et des échanges économiques. Ces dépôts doivent être garantis par un équivalent en Banque Centrale (réserves obligatoires égales au montant des dépôts) sous forme de titres éligibles «gelés».
  - 2 – Les banques de prêts dont le rôle est limité à l'intermédiation entre épargnants et emprunteurs
  - 3 – Éventuellement, les banques d'investissement qui utilisent leurs fonds propres ou des prêts d'épargnants très informés sur les risques[3].

### CONSÉQUENCES :

Ainsi le système bancaire ne peut plus créer de nouvelle monnaie et toute augmentation de la masse monétaire ne peut être que le fait d'une émission monétaire de la banque centrale au bénéfice du Trésor Public [4]. Une simple séparation des banques de dépôts / banques d'investissements (Glass Steagall) ne permet pas ceci.

Ainsi les objectifs d'augmentation de la masse monétaire peuvent être déterminés par l'exécutif et le législatif et la Banque Centrale (qui garde un rôle de tenue des comptes de l'État, de conseil et de supervision du système bancaire) obéira aux injonctions de ceux ci.

Les bénéfices pour la collectivité sont les suivants :

1. l'augmentation de la masse monétaire émise annuellement de 3% à 5% [5] est stricto sensu une recette fiscale. On peut donc l'estimer de 60 à 100 milliards par an.
2. c'est une option «politique», mais en imposant aux CSM le dépôt de l'équivalent de la monnaie actuelle (dépôts à vue) plus une partie de l'épargne courante actuelle qu'on peut estimer au total à 1200 milliards, c'est 2/3 de la dette publique actuelle (1800 milliards) qui pourrait être «gelée» en quelques années [6]. Ceci permettrait d'éviter une dépense annuelle d'intérêts de 40 à 50 milliards d'euros par an, qui, il est vrai, sont systématiquement empruntés avec pour conséquence l'augmentation de la dette .
3. Une meilleure efficacité de l'économie.
  - a) des taux d'intérêt véritablement représentatifs des préférences des agents économiques
  - b) le paiement du prix des services monétaires au juste prix concurrentiel
  - c) l'interdiction de la transformation financière.
4. La fin des distorsions dans la répartition des revenus ; aujourd'hui toute création monétaire ex nihilo par un système bancaire privé et commercial donne un droit sur la production qui n'a pas été acquis par un produit ou un service vendu.
5. Un contrôle aisé par l'opinion publique et par le Parlement de la création monétaire et de ses implications. Dans le «SMART» l'État récupérerait les gains de la création monétaire mais pas le contrôle. Celui-ci serait confié à la Banque Centrale agissant sous un mandat impératif protégé par la Constitution, mais plusieurs types de décision et de contrôle citoyen sont envisageables ; la discussion sur la forme de l'organisation politique est ouverte. Il reste que c'est la banque centrale qui, en achetant des titres d'emprunt du gouvernement ou en lui faisant des avances sans échéance, provoque la création monétaire. Néanmoins le Trésor Public doit pouvoir décider d'émettre ou non des bons ou des obligations et la Banque Centrale est là pour prendre acte, les financer et tenir les comptes. [7]

### PRÉCISIONS :

- 1) Le «SMART» permettra – de la même manière qu'actuellement – de faire face aux besoins imprévus de liquidité dans un système complètement sécurisé. Simplement, les lignes de crédit, qui continueraient bien entendu à exister, seraient gérées différemment.
- 2) Il n'y aura aucun changement dans la masse de crédits en place au moment de la réforme et ces crédits pourront être renouvelés sans problème.
- 3) La masse monétaire en circulation continuera à augmenter selon le rythme souhaité, dont une partie (que l'on peut estimer à 15% de l'accroissement) accroîtra l'épargne existante,
- 4) Les taux d'intérêt ajusteront l'offre et la demande sur les différentes échéances, créant ainsi les conditions d'une véritable efficacité dans l'économie. Si l'offre de crédit disponible (compte épargne + capital des banques) est moins importante que la demande de crédit, les taux d'intérêt vont monter. Si l'offre de crédit est moins importante que la demande, les taux d'intérêt vont baisser. Les taux d'intérêt joueront à plein leur rôle de régulateur entre épargne et investissement. Mais en cas de besoin (tension trop forte sur les taux) la Banque de France pourra toujours procéder à des apports directs aux banques de prêts.
- 5) Les besoins d'épargne financière peuvent aussi être régulés à travers les mouvements de capitaux internationaux, sachant que la Banque centrale – sous contrôle et sur ordre du Parlement – devra veiller à ce que la masse monétaire en circulation, égale par définition à la monnaie de base dans le nouveau système, reste sur la pente requise (qui devrait être de l'ordre de 4 à 5 % du PIB l'an)
- 6) La mise en place du nouveau système serait pratiquement transparent pour les agents économiques (changements très marginaux dans leurs habitudes et les coûts) et n'entraînerait de véritables changements que pour les banques, sachant que, sur le plan interne, les activités à séparer sont déjà largement sectorisées.
- 7) Le « 100% monnaie » n'empêcherait pas totalement les mouvements spéculatifs (boursiers ou immobilier) mais il les atténuerait car : a) les achats ne pourraient être financés que sur les fonds disponibles et l'épargne courante, de telle sorte qu'un emballement spéculatif entraînerait immédiatement une montée des taux d'intérêt, b) les fluctuations violentes de la bourse n'ont que peu d'impact sur l'économie si elles ne déstabilisent pas le système financier, ce qui serait le cas dans le «100% monnaie».
- 8) À l'objection erronée, qu'il n'y aura pas assez d'argent à prêter à l'économie nous pouvons répondre que les Banques de Prêts pourront prêter a) leur capital, b) l'argent déposé sur les comptes épargne, c) de l'argent emprunté sur les marchés financiers.
- 9) Après la transition, le montant des comptes courants et des billets et pièces en circulation n'aura évidemment pas varié.

10) De la même manière qu'aujourd'hui, les comptes courants des entreprises et des particuliers, ainsi que les échanges commerciaux, seront gérés par les CSM qui tiendront les comptes de chacun. Les épargnants quant à eux pourront transférer le montant de leurs disponibilités en Banques de Prêts et choisir les taux et la durée auxquels ils acceptent de prêter.

11) Une nouvelle crise financière nous amènera nécessairement à la conclusion que les règles prudentielles (nécessité de fonds propres) sont totalement inopérantes. Seule la « nationalisation » totale de la monnaie, permise par le « SMART » permettra d'éviter la répétition constante des crises, comme l'avait déjà noté Irving Fisher en 1936.

Dans l'idée du QE4P, nous instaurerons un Revenu d'Existence (RE) pour tous les citoyens.

Il n'est plus question de défendre des politiques économiques de croissance dès lors que l'on sait que cette politique n'a qu'un seul but : celui de maintenir le système monétaire à réserves fractionnaires. Nous défendons un modèle global de décroissance écologique et rejetons les fluctuations d'un productivisme sous prétexte qu'il n'est pas toujours orienté à la hausse afin de maintenir le système monétaire à réserves fractionnaires. Pour sortir de l'absurdité de la croissance il faut d'abord une meilleure répartition de la richesse. L'important est de voir qu'on ne peut raisonner que dans le cadre d'une politique cohérente, globale. Aucune mesure ne suffit en elle-même, il faut que le résultat global soit assuré par une cohérence qui peut donner du sens : une amélioration globale de la qualité de la vie par une meilleure gestion de nos ressources. Nous proposons une stratégie de passage d'un état de l'économie à un autre moins productiviste et plus durable. Le revenu d'existence (RE) pourrait être la première marque d'une économie moins productiviste que le salariat, retrouvant la dimension humaine et la dignité du citoyen. On ne peut raisonner comme si on pouvait instituer le revenu d'existence sans changer profondément tout le reste. Ce n'est pas une mesure isolée d'aide sociale, c'est l'affirmation de notre communauté humaine et de notre volonté commune de sortir d'un système caduque : la dictature de la sphère financière sur la vie de la cité.

**Notes :** [1] – Précisons le «toute», car l'objection immédiate va être « mais pas les billets, produits par la Banque Centrale». Cette objection est erronée car on ne peut se procurer de nouvelle monnaie fiduciaire que par un débit sur un compte scriptural bancaire (DAV) lui-même ne pouvant avoir d'existence que par une création initiale de monnaie scripturale de crédit. La circulation commerciale de cette monnaie ne lui permet que de passer de main en main. [2] – il est important de parler du système bancaire et non d'un réseau bancaire en particulier ; en effet la capacité de création de monnaie par un seul réseau bancaire est limitée par la nécessité de garder un rapport entre les crédits accordés et les dépôts collectés, qui dépend de la part de marché de chaque banque vis à vis de ses concurrentes « Les banques doivent marcher au même pas », disait Keynes. [3] – cette troisième catégorie bancaire est celle proposée par Allais afin d'éviter le risque de l'utilisation des épargnes par les banques de prêts pour des opérations risquées. [4] – rappelons que nous avons la chance que la Banque de France soit en totalité propriété de l'État, ce qui n'est pas le cas dans tous les pays de l'U.E. [5] – Allais proposait 4,5% du PIB annuellement en considérant le total prévisible inflation plus croissance. [6] – les CSM pourraient bénéficier de «garanties» de la part de la banque centrale pendant les années de transition, garanties qu'elles devraient transférer progressivement en bons du trésor ou OAT; attention, c'est un «one shot». [7] – Si l'on admet que le Trésor Public peut être obligé de se financer sur l'épargne – donc sur le marché et avec charge d'intérêts- c'est lui remettre les menottes ; mais il doit décider de le faire s'il le juge utile .

**Références :** Maurice Allais «la crise mondiale d'aujourd'hui» (Juglar 1998). Article de Christian Gomez «Une «vieille» idée peut-elle sauver l'économie mondiale ?». Un réexamen de la proposition d'une réforme radicale du système bancaire : L'imposition d'un coefficient de réserves de 100%» (présenté lors du colloque «la crise : trois ans après quels enseignements?» ) <http://osonsallais.files.wordpress.com/2010/02/gomez-100.pdf> Article de Gabriel Galand «Une monnaie à garantie totale, une vieille idée qui fait son chemin» (présenté lors du colloque monnaie – économistes atterrés – Mars 2012) sur <http://osonsallais.wordpress.com/2012/09/15/gabriel-galand/>. F.M.I. : « The Chicago Plan Revisited » Jaromir Benes and Michael Kumho (August 2012) sur : [www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2012/wp12202.pdf](http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2012/wp12202.pdf) et <http://osonsallais.wordpress.com/2012/09/23/the-chicago-plan-revisited-fmi/>.

...

### 3 – Santé & alimentation

Il est important que l'Etat veille à l'absence de dogmatisme et d'intérêts mercantiles dans la recherche et le choix des différentes méthodes de soins. L'approche scientifique est de deux ordres : la voie analytique, voie de référence dans notre monde occidental et la voie de la synthèse, voie de médecines traditionnelles des autres peuples du monde. A ce jour, les tenants de chaque voie ont souvent tendance à s'opposer alors que ces médecines peuvent être complémentaires. La prise en compte de l'interdépendance est particulièrement importante dans la pratique médicale puisque l'origine des maladies peut être tout à la fois psychologique, environnementale, génétique, organique...etc. C'est pourquoi, la pratique médicale doit être rigoureuse, prudente et modeste face à la complexité de sa tâche. Elle doit respecter le principe de précaution : avant d'être appliqué, un traitement quel qu'il soit, devra faire la preuve que ses avantages dépassent ses inconvénients. La population a bénéficié de l'amélioration des conditions de vie (sécurité de l'approvisionnement alimentaire, hygiène, confort, soins...) mais se trouve soumise, maintenant, à la pollution généralisée et croissante de son environnement. L'allongement de l'espérance de

vie, dû en grande partie au recul de la mortalité infantile, ne doit pas masquer la multiplication des cancers, la diminution ou la perturbation des défenses immunitaires, l'explosion des allergies, de l'asthme et le développement des troubles psychologiques.

### Prévention – développer la connaissance des conditions de bonne santé.

L'hygiène de vie, le renforcement de l'auto-immunité naturelle, le recours aux médecines douces et médecines traditionnelles (acupuncture, phytothérapie, naturopathie, diététique, plantes médicinales, massages) doivent être promus par le Ministère de la Santé. Une bonne politique de santé consiste à prévenir la maladie. La prévention est la première des responsabilités du Ministère de la Santé sur la base de ce principe : toute personne, quelles que soient ses conditions sociales, a droit à un milieu de vie sain. Nul ne peut être soumis contre son gré à un risque pour sa vie, le risque étant apprécié selon le principe de précaution. La puissance publique est garante de l'application effective de ce droit. Les organismes de contrôle doivent être totalement indépendants des services chargés du développement économique (par exemple : services vétérinaires pour l'agriculture ; experts indépendants de l'industrie nucléaire...). Parallèlement, les associations de consommateurs et les associations environnementalistes devraient disposer d'un droit à la contre-expertise. Notre pays devra contribuer à la mise en place d'un Observatoire Européen de la Santé qui, disposant des moyens adéquats, réalisera une veille sanitaire sur la base de campagnes épidémiologiques. Tous les éléments de l'environnement seront pris en compte : le sol, l'air, l'eau, le niveau sonore, l'alimentation (qualité et pratiques), les risques naturels, la sécurité routière et domestique, le travail, la maison, l'hôpital, le cadre de vie, le lieu social, les comportements à risque (tabac, drogue, route, alcool). Ces travaux seront accessibles au public. La prévention c'est, avant tout la responsabilisation de chaque citoyen :

- Intégrer l'éducation à la santé dans les parcours éducatifs des jeunes et de leurs parents. Cela concerne aussi bien l'alcoolisme, les stupéfiants, les conduites sexuelles à risques, l'alimentation, l'hygiène comme le simple fait de se brosser les dents ou pratiquer des exercices physiques réguliers.
- Organiser des campagnes d'informations sur les conditions d'une bonne hygiène de vie, diffusées dans les médias nationaux aux heures de grande écoute.

### Soins médicaux – liberté de choix thérapeutique et liberté vaccinale.

Il faut reconnaître la pratique des thérapies naturelles et permettre au patient le libre choix de la thérapie à suivre. La reconnaissance des thérapies naturelles doit passer par la création de registres officiels, agrémentés d'un caducée équivalent à celui des médecins, avec les droits et les devoirs que cela implique. Il serait indispensable d'offrir aux thérapeutes non médecins une place officielle au Ministère de la Santé, à la Direction Générale de la Santé, dans les médias, etc., et de leur permettre de travailler en secteur hospitalier, en parfaite intelligence avec le corps médical actuel.

Même si beaucoup reste à faire dans le domaine de la prévention, la meilleure hygiène de vie n'empêche pas toujours la maladie. Une politique plus volontaire de prévention, disposant de moyens suffisants pourrait abaisser notablement son coût tout en améliorant la santé de nos concitoyens. Les mesures préventives déjà citées et l'information aideraient les praticiens à résister à la très forte demande en médicaments de la part des patients et à la pression commerciale des laboratoires. Il en est de même des nombreux examens complémentaires tant en pratique privée qu'en milieu hospitalier qui n'ont parfois pour objectif que de rassurer le patient ou protéger le soignant du risque d'éventuelles critiques ou même de poursuites. Pour nous, une médecine efficace doit être :

- la moins agressive possible
- globale, c'est à dire prenant en compte l'intégralité psychique et physique de l'individu
- naturelle, c'est à dire respectant autant que possible la physiologie de l'être humain et les interactions avec son environnement

Nous proposons les mesures suivantes :

- La politique entreprise pour responsabiliser les uns et les autres devrait être poursuivie et renforcée. La pression exercée par les laboratoires pharmaceutiques sur les médecins par l'intermédiaire de la publicité et des visiteurs médicaux devrait être reconsidérée (Ils dépensent autant pour la publicité que pour la recherche !).
- Une information objective des médecins diffusée par des organismes indépendants.
- Le soutien de l'Etat aux recherches menées par des organismes indépendants pour l'évaluation des médicaments avant leur AAM (autorisation de mise sur le marché). En effet, l'évaluation des médicaments en France exige une procédure lourde et très coûteuse financée par les laboratoires pharmaceutiques qui prévoient de mettre la molécule sur le marché. Les chercheurs individuels n'ont évidemment pas les moyens de financer cette procédure. Nous pensons qu'il est de la responsabilité de l'Etat de ne pas mettre ces chercheurs « hors la loi », mais plutôt de vérifier l'efficacité et l'innocuité de leurs recherches.
- Toutes les agences d'expertise de l'Etat (ANAES, AFSS, APS) devraient comporter autant d'experts issus du domaine public que du domaine privé.
- En ce qui concerne les médecines dites alternatives, la recherche fait actuellement peu de place à ces pratiques ancestrales ou d'avant-garde qui se proposent d'apporter un plus d'efficacité à la médecine curative ou préventive (acupuncture, homéopathie, ostéopathie...), il s'agit de faire une place beaucoup plus importante dans le budget de la santé à cette recherche. Les médecines dites alternatives (acupuncture, ostéopathie, aromathérapie, etc.) seront enseignées et acceptées sans discrimination, de manière à permettre au praticien comme au patient la liberté du choix. L'enseignement de la médecine s'ouvrira davantage aux approches holistiques de la personne.

La liberté de choix s'étendra également aux vaccinations. En effet, les vaccinations obligatoires posent un problème d'éthique. Une liberté fondamentale de l'être humain est de pouvoir disposer comme il entend de son corps et d'ingérer ce qui lui semble juste. Par conséquent, les vaccinations ne peuvent pas être obligatoires.

Nous adoptons la clause de conscience proposée à l'Assemblée Nationale au sujet des vaccinations : « Toute personne qui, pour des motifs personnels et après avoir pris l'avis de son médecin, refuse d'être vaccinée ne pourra y être contrainte. Les parents et

les tuteurs d'enfants mineurs peuvent choisir pour leur enfant dont ils ont la charge de ne pas le faire vacciner. La personne doit alors signer une décharge indiquant qu'elle assume, pour elle-même ou pour son enfant, la pleine responsabilité de cette déclaration dont les conséquences, quant aux risques encourus, ont été préalablement exposés par son médecin. Cette décision ne devra entraîner aucune pénalisation dans l'exercice de la profession ou d'entrave à l'inscription dans un établissement scolaire ou d'éducation ».

Les lois d'obligation vaccinale doivent être abolies à l'instar des autres pays d'Europe qui ont compris que l'obligation dans ce domaine était un principe incompatible avec l'exercice de la démocratie.

### Réforme des études médicales et formation continue – réforme de l'Ordre des Médecins.

La sélection sous forme de concours à l'entrée des études médicales est excessivement basée sur les capacités de mémorisation et les connaissances théoriques centrées sur les sciences mathématiques. Nous préconisons un recentrage sur l'apprentissage pratique, la clinique, la motivation profonde, les qualités d'écoute et de compassion des candidats. Nous proposons :

- que les candidat(e)s médecins obtiennent d'abord le diplôme d'infirmier(e)s et justifient d'une pratique d'au moins un an à ce titre avant de postuler à poursuivre leurs études médicales après sélection des plus aptes et des plus motivé(e)s ;
- l'introduction dans les études médicales de cours de toxicologie et d'écologie générale ;
- la reconnaissance des certificats des écoles privées de médecines naturelles (ostéopathie, naturopathie, kinésiologie, acupuncture, etc.) après vérification des connaissances par un organisme agréé par l'Etat (garantie de sérieux) ce qui permettrait d'ouvrir les portes des hôpitaux et des cliniques aux thérapies naturelles comme c'est le cas dans plusieurs pays. Les thérapeutes alternatifs confirmés pourraient pratiquer des enseignements à l'université.
- que soit instaurée l'obligation pour tous les praticiens de se recycler périodiquement pour une bonne pratique de la médecine.

Supprimer l'Ordre des Médecins et celui des Pharmaciens et les remplacer par des syndicats professionnels, de façon à limiter leur poids sur la politique de la santé.

L'Ordre des Médecins est la clef de voûte du pouvoir médical. Il est à noter que la déontologie de cet Ordre interdit la collaboration entre médecins et non médecins, ce qui, in extenso, revient à dire que l'Ordre des Médecins interdit la collaboration entre le médecin et son malade. On comprend alors pourquoi le médecin n'informe pas le malade de la nature et de l'évolution de sa maladie et de l'efficacité de tel traitement ou de telle thérapie. Le simple mot de "patient" est révélateur à lui seul de l'état d'esprit de nombreux médecins. Cette même déontologie offre également de nombreuses contradictions avec la pratique médicale actuelle : par exemple celle concernant certains vaccins rendus obligatoires. La déontologie affirme que le médecin ne doit en aucun cas obliger son patient à suivre tel ou tel traitement, or la vaccination constitue un traitement ; par conséquent, il serait parfaitement illégal de rendre obligatoire tel ou tel vaccin. En cas de délit ou de faute professionnelle grave, la Justice, SEULE, pourrait radier ou suspendre un médecin de l'exercice de ses fonctions.

Nous proposons :

- l'intégration dans le corps médical parallèlement aux médecins, de thérapeutes non docteurs en médecine. Ces derniers sont seuls habilités à juger leurs confrères sur leur spécialité
- la création d'un échelon de contrôle et de certification des écoles de médecine non officielles,

### Retrouver une vision globale de la santé et accepter une médecine plurielle.

L'homme n'est pas qu'une machine dont on répare les pièces défectueuses. La médecine allopathique, d'une grande efficacité dans l'urgence, manque d'une vision globale de l'homme ; d'où ses résultats très médiocres en termes de santé globale de l'individu. Les dimensions physique, énergétique, mentale, sensible et spirituelle doivent être prises en compte et traitées de façon adaptée par des moyens thérapeutiques diversifiés. Développer et favoriser les systèmes thérapeutiques naturels. Pour une vision globale de la santé et les médecines douces telles que la diététique, l'herboristerie, l'Ayurvêda et la naturopathie.

### Instaurer un forfait annuel de prévention en hygiène de vie, remboursé par la Sécurité Sociale.

Cette mesure aurait pour effet de garantir l'accès aux soins naturels pour les plus démunis, ce qui actuellement est très loin d'être le cas, ces soins étant considérés comme réservés aux riches, puisque non remboursés. En pratique, on peut imaginer que ce forfait permettrait d'accéder à deux consultations par an, d'une heure environ. L'hygiéniste, s'appuyant sur le diagnostic et le suivi du médecin généraliste du malade, pourrait également proposer des conseils en hygiène de vie, des prescriptions à base de plantes, de compléments alimentaires, etc. Le montant remboursable de ces prescriptions de soins préventifs devrait être plafonné (plafond annuel à étudier). Enfin, l'hygiéniste en question serait rattaché à la Sécurité Sociale et assermenté, afin de le responsabiliser face à son devoir d'informateur en hygiène de vie.

### Créer un Observatoire des pratiques de santé naturelle, capable d'évaluer et de reconnaître les découvertes, les avancées et les innovations de ces pratiques.

Actuellement, l'enseignement des pratiques de santé est relativement figé, car en fin de compte c'est l'Ordre des Médecins qui en reconnaît la validité. Or cet Ordre est très conservateur, tenant fermement à ses avantages. Ainsi, seules les technologies médicales évoluent, mais en aucun cas les approches thérapeutiques. On en arrive donc au fait que, en marge de la médecine officielle, il existe une assez grande diversité d'approches complémentaires, non reconnues et néanmoins très utiles.

### Instaurer des diplômes d'Etat en thérapie naturelle.

Pour éviter le charlatanisme ou l'incompétence, il serait nécessaire que la reconnaissance des thérapies naturelles s'accompagne de l'instauration de diplômes d'Etat, accessibles à tout le monde, quels que soient les moyens financiers de chacun.

Actuellement, certains cours de thérapie naturelle atteignent des tarifs exorbitants, jusqu'à 10 000 € le cycle en naturopathie, par exemple. L'instauration de diplômes d'Etat permettrait de normaliser les prix des formations. Les cursus d'apprentissage des

thérapies naturelles pourraient être établis par l'Observatoire des Médecines Naturelles, qui sélectionnerait les enseignants. Ces cursus déboucheraient sur des diplômes délivrés selon réussite à des examens, lesquels seraient proposés dans les conditions des concours. Il serait absurde de nier la qualité de certains guérisseurs autodidactes, qui pourraient alors se présenter à ces examens sans passer par un cycle de cours. Dans le cas de certaines disciplines, il est difficile d'évaluer la qualité d'un thérapeute par un examen. Cette évaluation pourrait être faite par l'Observatoire des Médecines Naturelles.

## Alimentation

Pour garantir à tous les citoyens l'égalité devant l'accès à une alimentation de qualité, et en vertu de l'application du principe de prévention, nous proposons les mesures suivantes :

- Promouvoir l'alimentation biologique, en limitant les transformations au minimum.
- En partenariat avec les producteurs locaux, encourager l'alimentation biologique dans les cantines scolaires et les hôpitaux.
- Taxer fortement les pesticides afin d'en diminuer l'utilisation et à moyen terme en interdire l'utilisation.
- Prélever une taxe sur les produits alimentaires importés de contrées lointaines, proportionnellement à la distance parcourue, afin de favoriser la consommation des produits locaux.
- Organiser des campagnes d'information et de sensibilisation sur les effets d'une consommation excessive de produits carnés.
- Interdire des élevages concentrationnaires et des transports prolongés et insalubres d'animaux.
- Interdire les cultures d'OGM.
- Les colorants et arômes chimiques inutiles et dangereux ne seront plus autorisés dans les préparations alimentaires.
- L'alimentation saine et le jardinage biologique seront enseignés à l'école et des conseils en ce sens largement et régulièrement prodigués par les médias.

•••

## 4 – Éducation & recherche

### Une éducation qui appuie davantage sur l'enseignement des valeurs humaines

Mettre l'accent sur l'enseignement du partage, de la générosité, de l'éthique, de la patience, de la solidarité, de la compassion, de la sagesse et de la discipline plus que sur les connaissances techniques. Développer que les fondements des relations humaines sont dans la coopération et le soutien mutuel, bien plus que dans la compétition et l'affaiblissement de l'autre. Promouvoir une culture de non-violence. Développer l'attitude à réfléchir et à apprendre par soi-même. Entraîner au discernement par la pratique du débat contradictoire. Armer et protéger les esprits des enfants contre la pollution mentale présente dans la publicité, la télévision ou Internet (violence, racisme, consumérisme, pornographie, mensonge, calomnie, délation...). Remettre en valeur les méthodes pédagogiques comme le compagnonnage. Revaloriser les écoles d'apprentissage et le travail manuel. Enseigner une connaissance de base des différentes religions du monde ce qui permettrait la tolérance par la compréhension de la multiplicité des voies spirituelles possibles. Soutenir les grands enseignants spirituels, quelle que soit leur tradition, dans leur mission d'enseignement et d'éveil. Promouvoir les livres et la lecture des vies de sages de toutes traditions. Éduquer aux pratiques de base de toute spiritualité : Méditation, contemplation, pratiques de chants, respect et attitude d'écoute. Accompagner chaque être humain dans la découverte de lui-même (de ses aptitudes, de ses talents), des autres (vie sociale, règles...) et lui transmettre les savoirs et connaissances dont il aura besoin pour s'épanouir dans la société et relever les défis du 21<sup>e</sup> siècle.

### Libérer l'école.

Permettre aux établissements, aux enseignants, de mener des démarches pédagogiques ouvertes sur les savoirs intellectuels autant que manuels, sensibles, relationnels ; d'explorer des pédagogies adaptées à leurs élèves. Permettre aux chefs d'établissement de choisir leur équipe pédagogique. Permettre aux enseignants d'être des chercheurs en pédagogie. Faire entrer à part entière l'enseignement de la coopération, de la communication interpersonnelle, la connaissance de soi, dans les matières enseignées.

### Libérer les élèves.

Placer l'élève et non les savoirs au centre du système scolaire. Faciliter et rendre libres et égaux les choix d'instruction : école publique, privée, école à la maison, etc. Permettre à chaque élève de choisir progressivement son « plan d'étude » : les matières et les disciplines qu'il va étudier, dès le plus jeune âge. Horizontaliser l'enseignement pour que les enseignants ne soient pas les seules sources du savoir mais créent des situations d'apprentissage pour leurs élèves. Assurer des passerelles entre les formations et supprimer la hiérarchisation des métiers.

### Enseigner la nature et l'intelligence des mains.

Mettre au cœur de l'enseignement des enfants, la connaissance, la compréhension, l'interaction avec la Nature, tant par l'expérience et l'immersion que par l'étude, dès le plus jeune âge. Enseigner les cycles du vivant et la dépendance de l'être humain à la Nature. Placer les activités manuelles, indispensables à l'équilibre général des compétences, au cœur des

programmes. Favoriser ainsi l'épanouissement des enfants, leur estime d'eux-mêmes et une véritable autonomie, gage de sécurité.

### Parfaire la formation des enseignants et revaloriser leur métier.

Former les enseignants aux savoir-être et à la coopération. Développer leur formation à la pédagogie et y inclure au moins un an de stage in situ. S'assurer que les candidats au métier de professeurs aient eu l'occasion de découvrir la vie active à laquelle ils prépareront leurs élèves, à travers l'expérience d'un ou plusieurs métiers notamment. Former les enseignants tout au long de leur carrière. Dans le cursus de départ, former les enseignants à la didactique, aux différentes pédagogies, aux techniques d'apprentissage, à la psychologie de l'enfant et à la gestion des groupes.

### Favoriser une société qui prend soin de ses enfants.

Développer l'éducation à la parentalité, tout au long de la vie des parents. Mettre en place des moyens préventifs et curatifs pour lutter activement contre les violences faites aux enfants, et la violence éducative en général.

### Éduquer à la vie, en même temps que préparer à un métier.

À côté d'une transmission des savoirs et des techniques qui préparent au métier, une éducation doit préparer à l'art de vivre. Développement du caractère, de la sensibilité, de l'intelligence du cœur – culture de l'écoute et du respect, de la discipline et de l'effort, de la compassion et de la solidarité – ouverture à la vie intérieure, à la responsabilité, au don de soi et à l'esprit de service – doivent compléter l'accumulation des connaissances et l'exercice de la raison.

### Revaloriser la profession d'enseignant et créer un poste d'enseignant général au niveau secondaire.

Ce professeur sera l'équivalent dans le secondaire de l'institutrice qui suit les élèves de près, établit les ponts entre les disciplines et serait chargé de l'enseignement de la citoyenneté et de l'art de vivre en société.

### Service civique.

Tout les jeunes citoyens de l'âge de 18 ans à l'âge de 20 ans seront invités à faire un service civique de vingt-quatre mois. Ce service social sera rémunéré au salaire minimum. Durant ces vingt-quatre mois le jeune citoyen pourra expérimenter plusieurs tâches communautaires comme : service de santé (aide soignant dans les hôpitaux), services sociaux (aide aux personnes âgées et aux handicapés), pompiers, armée de paix pour l'aide aux pays défavorisés, services municipaux (voirie, ramassage des déchets, police, etc.), éducation (soutien scolaire et surveillance dans les lycées et collèges). Ce service civique sera donc une excellente façon de rentrer dans la vie active.

### Autres propositions :

Enrichir la formation des enseignants pour renforcer l'apprentissage de la pédagogie, accentuer les expériences de terrain, inclure savoir-être et coopération. Modifier les programmes scolaires pour y inclure : coopération, savoir-être, écologie et lien à la nature, enseignements manuels et permettre aux élèves de choisir progressivement leurs cursus. Rendre libres et égaux les choix d'instruction (école publique, privée, école à la maison, etc.). Optimiser le fonctionnement de l'éducation nationale en limitant le nombre d'administratifs et en augmentant le nombre d'enseignants. Limiter à 20 le nombre d'élèves par classe et augmenter le nombre d'encadrants. Mettre en place un système d'évaluation progressif et favorisant l'estime d'eux-mêmes des élèves. Permettre des passerelles entre les formations et des équivalences nationales et européennes. Encourager les démarches de transition écologique et humaine dans les écoles de son territoire : rénovation thermiques, cantines bio, recyclage, etc.

## Enseignement supérieur et recherche

Dans une économie basée sur la connaissance, le développement durable de nos sociétés dépend essentiellement du niveau de formation et de qualification atteint par le plus grand nombre de ses membres. Les nécessités de formation initiale, les exigences de formation tout au long de la vie professionnelle et l'aspiration croissante à l'acquisition de connaissances pendant le temps libéré se conjuguent pour faire de l'enseignement supérieur un enjeu sociétal essentiel. Dans le contexte européen, le système français de l'enseignement supérieur présente plusieurs caractéristiques singulières. Alors que l'accès à l'université est réputé libre à tous les bacheliers, l'Etat concentre une part disproportionnée de son budget à des filières (IUT, classes préparatoires aux grandes écoles et grandes écoles) accessibles sur sélection. En revanche, et à l'opposé des autres pays développés, la France dépense en moyenne moins d'argent par étudiant que par lycéen. Cela n'est pas sans rapport avec le fort taux d'échec observé en premier cycle d'université. Il est grand temps de consentir des efforts financiers importants pour une meilleure prise en charge de ce secteur.

### Favoriser l'autonomisation des étudiants.

Dans un premier temps, il apparaît nécessaire de mettre en place un véritable statut étudiant permettant aux jeunes d'acquérir leur autonomie financière dans des conditions satisfaisantes pour leurs études. Ceci passe, notamment, par le découplage entre les aides aux jeunes (au moins à partir d'un certain âge) et les aides à la famille ; à cette condition, on peut imaginer la mise en place d'un véritable revenu étudiant, qui permette de répondre aux attentes des 100 000 étudiants vivant au-dessous du seuil de pauvreté. Dans le même temps, l'accompagnement doit se faire vers une véritable autonomie intellectuelle, dans une perspective de questionnement et de projet, qui permette à l'étudiant-e de s'approprier réellement ses études. Plusieurs dispositifs existent déjà (tutorat, groupes de parole, années de transition, liens avec les lycées, etc.) dont l'efficacité reste à

évaluer. Laissons les équipes imaginer, en fonction de la situation locale, les dispositifs qu'elles jugent appropriés pour le meilleur soutien apporté aux étudiants. Dans tous les cas, l'optimisation de leur suivi demande évidemment une augmentation de l'encadrement, et surtout par une plus grande disponibilité des enseignant-e-s. Parmi les efforts matériels à effectuer figurent la construction de bureaux, salles de travail, salles informatiques, bibliothèques, lieux de convivialité, etc.

•••

## 5 – Nature & agriculture

L'homme a élargi sa niche écologique à l'ensemble de la planète. Il a modifié l'évolution de l'écosystème terrestre et détruit l'habitat de milliers d'espèces animales et végétales. La complexité et la diversité biologiques sont des conditions fondamentales de l'équilibre de l'écosystème terrestre. Cette solidarité avec les animaux est en quelque sorte un corollaire de l'unicité de la vie. Il faut réintégrer l'homme au sein de la nature au niveau de l'espèce comme de l'individu. L'homme est partie intégrante de la nature. Il y a ses racines, il y puise sa substance, elle le nourrit, elle le guérit et le régénère. Quand l'homme pollue la nature, il se pollue. Quand il la détruit, il se détruit. Quand il lui manque de respect, c'est lui-même qu'il insulte. Protéger les espaces naturels, les mettre en réseaux, reconstituer les biotopes, assainir les cours d'eau et les sols. Soutenir les écosystèmes fragilisés et la biodiversité. Mise en oeuvre du réseau européen Natura 2000 avec pour objectif la protection de 10% au moins du territoire national. Création et extension de Parcs nationaux. Renforcement des moyens et des prérogatives du Conservatoire du littoral et des conservatoires régionaux d'espaces naturels. Préservation des zones humides littorales. Arrêt du bétonnage des côtes.

Notre respect de l'animal ne doit pas être réservé à nos animaux domestiques et de compagnie. Plus généralement nous devons adopter une attitude responsable dans la manière dont nous habitons le monde, en clair laisser suffisamment de territoire aux autres espèces pour qu'elles puissent survivre. Cette auto restriction nécessaire remet en cause notre propension d'occuper tout l'espace disponible. En fait nous devons passer de l'animalité à l'humanité, élargir en quelque sorte l'impératif kantien « conduis-toi envers autrui comme tu voudrais qu'il se conduise envers toi » au respect des lois de l'écosystème, et donc au respect des animaux. Ainsi, la défense des animaux s'inscrit dans une conception holiste de l'écologie, où écologie science et éthique ne peuvent être dissociées. Le premier droit de l'animal est un droit à la vie dans son habitat naturel et préservé pour les animaux sauvages et dans des conditions de bien-être physiologique pour les animaux domestiques.

## Pêche & aquaculture

Il ne faut pas se le cacher, les ressources en mer diminuent de plus en plus. Les stocks ne se renouvellent plus. Il faut donc agir de manière à sauver ce qui reste, à ce que les professionnels de la mer se reconvertisent, et enfin à ce que la mer puisse continuer à contribuer à nourrir l'humanité. Au large de Terre Neuve, le cabillaud a disparu alors qu'il était surabondant. Malgré son interdiction de pêche depuis près de vingt ans, il est toujours absent. Et c'est ce qui va arriver partout dans le monde pour toutes les espèces de poisson si nous continuons ainsi à ratisser les fonds sans discernement. La pêche en mer peut continuer, mais il faut une réduction drastique de la flotte afin que cette pêche soit essentiellement réservée pour les poissons destinés aux tables exceptionnelles, avec des quotas réduits au minimum. Il faut que le nombre de poissons pêchés soit largement inférieur à celui de son renouvellement naturel.

- Négociation avec les partenaires sociaux pour établir des règles de contrôle de la pêche afin de diminuer les prises tout en assurant la pérennité de la filière.
- Réorganisation de la criée avec les mises en enchères à partir d'un prix planché négocié entre les partenaires sociaux et les services ministériels et réactualisés régulièrement.
- Obligation pour tous les professionnels de la distribution de la préférence nationale.
- Obligation d'autorisation administrative pour l'importation de tout produit de la pêche avec prix planché fixé par l'Etat en concertation avec les partenaires sociaux.

Les fermes aquacoles intensives engendrent non seulement de la souffrance animale comparable à celle que l'on trouve dans les fermes concentrationnaires terrestres, mais sont aussi :

- Un élevage aberrant : Pour produire un kilo de saumon d'élevage, sept kilos de poissons sauvages réduits en farine sont nécessaires !
  - Une source de pollution : Les effets nocifs sur l'environnement proviennent du gaspillage de nourriture non consommée par les poissons (de 10% à 30% selon la méthode de nourrissage), des produits du métabolisme des poissons, des traitements chimiques pour traiter les maladies et parasites des poissons.
  - Un danger pour la santé : Manger deux filets de saumon d'élevage par semaine dépasse les limites de sécurité fixées par l'OMS. Les saumons d'élevages européens auraient ainsi des indices de pollution (PCB, DDT, HCB et autres organochlorés) 14 fois supérieurs à ceux relevés chez les saumons sauvages.
- C'est pourquoi nous proposons la suppression de l'aquaculture.



## Stopper la vivisection et l'expérimentation animale

L'expérimentation animale est non seulement indéfendable sur le plan éthique par les souffrances qu'elle génère sur les animaux, mais elle l'est également sur le plan de la santé humaine car il faut savoir qu'aucune espèce animale n'est le modèle d'une autre. En effet chacune a son propre patrimoine génétique qui détermine ses propriétés biologiques. Ainsi l'absorption d'un produit chimique provoquera des réactions variables selon l'espèce. Par voie de conséquence les résultats obtenus lors de ces expériences ne sont pas totalement transposables aux humains. Nous proposons :

- La validation de méthodes substitutives accompagnée de subventions aux laboratoires de recherche médicale travaillant déjà sur ces méthodes, ce qui permettrait de rattraper le retard de la France dans ce domaine. On constate déjà que les tests effectués sur les cellules permettent de cibler et d'éliminer un grand nombre de substances chimiques toxiques et il est important de souligner que tous les types cellulaires de notre organisme peuvent être mis en culture (ex : le cancer débutant par un dérèglement cellulaire, on note tout l'intérêt qu'il y aurait dans ce cas à développer le financement de la recherche en biologie cellulaire et moléculaire humaine).
- Dans le cadre du projet REACH de l'Union Européenne, de ne pas re-tester en masse les produits chimiques sur les animaux, mais un soutien au programme de toxicologie scientifique (utilisation de cultures de cellules et technologie des puces à ADN) qui serait nettement plus fiable et moins coûteux.
- La création d'une banque de données internationale permettant à tout chercheur d'avoir connaissance des travaux déjà effectués et d'éviter toute répétition.
- Il faut une limitation très strict des tests sur les animaux aux seuls cas où les autres méthodes s'avèrent totalement inappropriées et où le bénéfice de ses tests soit véritablement jugé indispensable. Ces tests seraient autorisés uniquement suite à une validation par une commission éthique nationale.

*Notez que cette version est abrégée, pour les autres propositions voir la version intégrale sur la toile.*

## Agriculture

A manger pour tous, sans endommager la nature, ni la santé et sans compromettre la liberté et la capacité des populations à se nourrir par elles-mêmes. Il faut assurer la sécurité, la salubrité et l'autonomie alimentaire pour tous et ceci durablement. Dans un premier temps, il faut subventionner largement l'agriculture biologique. Une agriculture respectueuse de l'environnement (agrobiologique, c.a.d. sans intrant chimique) et un élevage non intensif, tous deux, fortement subventionnés. L'agriculture biologique produit des aliments beaucoup plus riches en vitamines, en oligo-éléments et en sels minéraux que les aliments classiques. En France, l'agriculture biologique ne connaît pas de développement suffisant, de plus, nous importons jusqu'à 40 000 tonnes par an de produits biologiques pour satisfaire la demande intérieure, un comble, tandis que des régions agricoles entières sont mises en jachère. Il faut installer des espaces agricoles et d'élevages dans les zones urbaines périphériques. Rapprocher les jeunes citadins de la nature et du contact avec les animaux pour y réintroduire une relation avec la nature. Maintenir les jeunes près de la nature, en contact avec des animaux, les aidera à grandir équilibrés. Participation des associations aux décisions agricoles. Permettre la participation des associations de consommateurs, de défenseurs de l'environnement et d'acteurs du développement local à toutes les instances de décision agricole. Favoriser la relative autonomie alimentaire locale. Favoriser les exploitations agricoles diversifiées et de taille humaine, fabriquant des produits de qualité pour leur région. Arrêt de l'utilisation des pesticides. Supprimer les subventions à l'exportation agricole. Favoriser l'exode urbain et les éco-villages. Multiplier les conservatoires de semences des plantes naturelles. Stopper la recherche et la mise en culture des organismes génétiquement modifiés (OGM). Interdire les OGM et le brevetage du vivant.

Permettre aux plus démunis de se nourrir, de la façon la plus autonome possible. Relocaliser la production, la transformation et la distribution alimentaire. Engager la transition de l'agriculture chimique vers l'agroécologie, c'est à dire prendre en compte la globalité de la problématique écologique : eau, érosion, déforestation, biodiversité, etc. dans la pratique agricole. Réduire les GES / s'affranchir des énergies fossiles. Drastiquement diminuer les émissions liées à l'alimentation. Organiser une agriculture sans pétrole. Libérer les semences / Favoriser la biodiversité. Permettre la libre production, reproduction et dissémination des semences agricoles, présentes et anciennes, par les paysans.

Réorienter les subventions agricoles vers l'agroécologie (petites unités de production vivrière en polyculture et utilisant pas ou peu de produits phytosanitaires). Réorienter la fiscalité (pollueur-payeur, taxer les produits qui viennent de loin et peuvent être produits sur place, l'eau d'irrigation, le fuel agricole, etc.). Inscrire dans la loi la possibilité pour les paysans de reproduire et d'échanger leurs semences librement. Interdire la spéculation sur les matières premières agricoles. Créer des cursus de formation à l'agroécologie dans tous les établissements d'enseignement agricole. Soustraire la gestion du foncier public et privé au seul pouvoir exécutif local et la confier à une structure indépendante ouverte à tout résident majeur du territoire concerné. Préempter les terres pour y réinstaller des agriculteurs locaux en agroécologie. Augmenter drastiquement la part de l'alimentation locale biologique dans la restauration collective. Créer des marchés de producteurs locaux et bio. Soutenir les filières de production, transformation, distribution locale en favorisant l'installation de TPE/PME dans ces secteurs ou en aidant au maintien de leur activité. *Sur les dégâts de l'agriculture moderne voir l'annexe 3.*

## 6 – Énergie & transports

### Énergie

Inscrire dans la constitution le droit de tout citoyen à avoir accès à une source d'énergie sûre, respectueuse de l'environnement et à un prix acceptable, par la mise en oeuvre d'une politique basée sur le développement de la sobriété énergétique, de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. Créer une haute autorité indépendante de l'énergie, du climat et de l'environnement ayant pour mission d'aider les responsables politiques à préparer leurs décisions, d'en contrôler la mise en oeuvre et de sanctionner les manquements à l'application des mesures prises. Donner un caractère d'intérêt général au développement des énergies renouvelables (reconnu par la loi). Organiser la décentralisation de la production d'énergie et la gouvernance territoriale. Favoriser et encourager les petites productions locales d'énergie. Imposer aux collectivités de produire de l'énergie en priorité avec les ressources locales et renouvelables. Lancer un vaste programme de sensibilisation, d'information, d'éducation et de formation sur l'énergie et le climat. Pour financer la transition énergétique, instaurer un instrument fiscal unique sous forme d'une Contribution sur l'Énergie Primaire et les Externalités environnementales (CEPEX). Appliquer un principe général de progressivité du prix de l'énergie, de façon à dissuader les surconsommations inutiles tout en facilitant l'accès de tous à un minimum vital d'énergie.

### L'habitat et l'énergie

L'accès à l'énergie pour tous avec la plus grande autonomie possible sans mettre en péril les équilibres naturels (température du globe, biodiversité, ressources naturelles) ni la santé humaine.

### De l'ébriété à la sobriété

Chasse au gaspi : drastiquement économiser l'énergie partout où cela est possible à tous les étages et dans tous les domaines de la société. Rechercher la sobriété (heureuse) dans nos modes de vie : faire plus avec moins, évaluer nos besoins au plus juste en développant davantage notre intériorité et notre potentiel humain que notre capacité à produire et à consommer.

### Faire mieux avec moins

Systématiquement rechercher la plus grande efficacité énergétique possible : conception des appareils, organisation et rationalisation des transports, des installations industrielles existantes, récupération de chaleur, de déchets, rénovation thermique des bâtiments, réduction de l'étalement urbain, revivification des espaces ruraux, développement des transports doux et collectifs, développement du fret, du transport fluvial, arrêt de l'obsolescence programmée.

### Développer les énergies renouvelables

Développer le mix énergétique du futur en associant, en fonction de la potentialité des territoires, les meilleures options en terme de renouvelabilité et d'efficacité : biomasse, solaire, éolien, hydraulique, géothermique... Rechercher la complémentarité entre les différentes sources.

### Abandonner les énergies fossiles et fissiles

Progressivement abandonner l'utilisation de l'énergie nucléaire (entre 2030 et 2035) et des énergies fossiles (2050) en les remplaçant par un mix d'énergies renouvelables et en accompagnant les changements structurels que cette transition énergétique occasionne.

### Relocaliser, autonomiser, décentraliser

Redonner aux individus et aux territoires la plus grande autonomie possible dans leur capacité de produire de l'énergie et d'être parties prenantes de la gouvernance de leurs systèmes de production/distribution.

Généraliser le principe du bonus-malus à tous les biens d'équipement générant une consommation d'énergie récurrente pour leur utilisation. Mettre en place un programme de lutte contre la précarité énergétique visant à sortir les ménages de leur situation de dépendance par des actions préventives et éducatives financées par les recettes des mesures précédentes. Soutenir un vaste programme RRRRR (réduction, réutilisation, réparabilité, recyclabilité, relocalisation) dans le secteur industriel. Mettre en place une réglementation énergétique dans le bâtiment concernant avec la même rigueur et le même degré d'ambition la construction neuve et la rénovation des bâtiments existants. Lancer un vaste programme d'isolation de l'ensemble du parc immobilier. Faciliter les démarches citoyennes ou entrepreneuriales de type habitats groupés et écolieux (écoquartiers et écovillages) qui ont une grande efficacité énergétique en adaptant la législation. Réorienter les transports de la route au rail et aux cours d'eau.

### Actions des élus locaux

Elaborer et mettre en place un plan de transition énergétique pour son territoire, en lien avec les autres collectivités, les entreprises et les citoyens. Appliquer la grille de sobriété, efficacité, renouvelables à toutes les activités de la collectivité et du territoire. Faciliter et soutenir les démarches type habitats groupés et écolieux sur son territoire. Participer à la création d'unités

de production d'énergie renouvelable, autonomes et indépendantes. Afficher en mairie chaque année la consommation et la production d'énergie de la collectivité. Redéfinir les PLU pour diminuer les déplacements quotidiens (réorganisation géographique des activités, logements, écoles, services publics). Elaboration d'un plan de transport communal rationalisé. Lancer un vaste programme de sensibilisation, d'information, d'éducation et de formation sur l'énergie et le climat dans sa collectivité.

## Transports

Le droit à la mobilité des personnes et la nécessité du transport de marchandises sont subordonnés au respect de l'environnement naturel et humain. Les transports contribuant fortement aux nombreuses pathologies liées à la pollution, nous proposons une politique volontariste de rééquilibrage des modes de transport en faveur du ferroviaire, du maritime et du fluvial, des transports collectifs et des modes doux (marche et vélo). Cette politique passe aussi par la lutte contre les déplacements et les transports inutiles. Il faut faire une remise en cause radicale des pratiques et modes de pensée du 20<sup>e</sup> siècle : la vitesse comme critère de modernité ou de liberté, l'accroissement des mobilités comme facteur de développement économique, la circulation intercontinentale des marchandises ou encore l'automobile individuelle comme symbole de la réussite sociale et du bonheur.

### Favoriser le train plutôt que la route

Cette politique doit rétablir des conditions de concurrence équitables entre le rail et la route, qui ne paye qu'une partie de ses coûts externes sur l'environnement et qui a bénéficié dans les 40 dernières années d'un effort d'investissement sans précédent. La majorité des investissements doit donc se faire au profit du rail. Le chemin de fer doit constituer l'ossature de base du système des déplacements interurbains, en raison de ses qualités propres : sécurité, confort, faible consommation d'espace et d'énergie, pollution réduite. Pour autant, continuer à réaliser un réseau TGV au détriment du réseau actuel, en particulier le fret ferroviaire et le Train Express Régional, n'est plus souhaitable.

La construction de nouvelles autoroutes ne se justifie plus qu'exceptionnellement. Le réseau routier doit continuer d'être modernisé pour améliorer la sécurité, mais aussi la qualité de vie des habitants de localités traversées. Enfin, la première alternative à la route existante, c'est la route intelligente, où des systèmes de régulation de vitesses et de trafic permettent d'éviter le "toujours plus de routes".

### L'urgence de la maîtrise du trafic aérien

Le développement de la concurrence a eu comme conséquence une baisse des tarifs, rendant les vols intérieurs plus accessibles, et une offre surabondante, qui entraîne un accroissement des fréquences et une baisse du taux de remplissage. Il en résulte une augmentation du nombre de mouvements d'avions, source de bruit insupportable pour les riverains et d'une fuite en avant vers la création de nouvelles plates formes. La compétitivité de l'avion s'explique, entre autres, par la faible taxation du kérosène et l'exonération de TVA sur les vols internationaux : au contraire, le kérosène doit être taxé en proportion de ses émissions de gaz à effet de serre et le transport aérien assujéti à la TVA, comme les autres modes de transport.

### Relancer le transport fluvial sans travaux pharaoniques

Le transport fluvial doit être promu, notamment par l'organisation de navettes régulières et la valorisation des ports. S'agissant de voies nouvelles, nous ne sommes favorables au projet particulier de Seine-Nord, proche des plaines de l'Europe du Nord, qu'à condition d'en limiter le gabarit à 3 000 tonnes, et de lancer des études préalables, prenant sérieusement en compte les alternatives ferroviaires et les impacts sur les ports.

### Redécouvrir nos façades maritimes

Une partie importante du transport transcontinental se fait à partir des ports du nord de l'Europe. Les marchandises traversent donc souvent la France par camion pour les rejoindre. Pour minimiser ces flux, il est nécessaire de développer les ports de la façade atlantique et les voies ferrées qui les desservent pour le cabotage maritime. Nous proposons que les armateurs qui font construire des navires pour le cabotage reçoivent des aides financières, et que les politiques sociales soient harmonisées, à minima au niveau européen, afin d'éviter le dumping social.

En amont de toutes ces mesures techniques, nous affirmons la nécessité pour freiner et même, à terme, inverser la croissance désastreuse du trafic de marchandises, de substituer à l'idéologie du libre-échange sans frontières et sans contraintes une prise en considération prioritaire de critères écologiques et d'utilité sociale, et une volonté de relocalisation de l'activité économique.

•••

## 7 – Production & consommation

Crise sociale et crise écologique ont la même source : un mode de développement productiviste fondé sur le mythe de la croissance et de la recherche du profit à court terme. Parce que la planète et ses ressources ne sont pas illimitées, le système industriel doit être profondément réorganisé. Il faut une économie remise à sa place : au service de l'intérêt général, c'est à dire à

la fois du bien-être, de l'autonomie et de la liberté des êtres humains et de la restauration des écosystèmes. La protection des ressources naturelles ne peut se réduire simplement à une gestion équitable des gisements, elle doit aussi se traduire par une véritable volonté d'économiser l'usage des ressources par l'ensemble des activités humaines. Cela ne peut pas non plus se résumer à réparer. Dépolluer l'eau, c'est-à-dire réparer, c'est répondre à un état de fait insupportable. Un véritable développement soutenable doit permettre de réduire au minimum les missions de restauration contrainte et artificielle des ressources. Les traditionnelles remises en cause du système industriel dominé par des questions de pollution et d'épuisement des ressources, si elles répondent à des urgences immédiates, ne suffisent plus. Au nom de l'efficacité et du productivisme, les cycles industriels sont fondés sur d'une part l'entrée de matières premières, et d'autre part la sortie d'un produit et de déchets. Combien de décharges encombrées de matériaux divers, alors même qu'ils auraient pu être utilisés comme ressources pour d'autres activités ?

Il faut développer des économies locales interconnectées qui fonctionnent comme des écosystèmes vivants et décentraliser le pouvoir économique. Il faut protéger et prendre soin des biens communs. Empêcher une appropriation commerciale des biens communs de l'humanité et rendre leur utilisation équitable, respectueuse de leur rythme de reconstitution et des grands équilibres naturels. Pour développer les entreprises et les activités du 21<sup>e</sup> siècle, il faut soutenir, créer et relier les activités utiles à nos sociétés sur les plans écologique, économique et social. A partir d'elles, construire les modèles économiques viables et innovants de demain.

Orienter massivement l'épargne vers les investissements nécessaires aux transformations sociétales (Réduction du gaspillage et de la dépendance énergétiques en particulier dans la construction/rénovation, Systèmes Locaux de Nourriture, médias locaux indépendants, économie circulaire, consommation collaborative, etc.). Pour préserver et permettre le renouvellement des biens communs de l'humanité (énergie, eau, terres, semences, etc.) tout en garantissant leur accessibilité par tous, les recenser puis interdire leur privatisation et la spéculation sur leur prix. Enfin, les gérer de façon à respecter leur rythme de reconstitution et éviter tout impact négatif des prélèvements opérés sur les grands équilibres naturels.

Dans le respect du principe de subsidiarité, confier cette mission, à chaque échelle de territoire (du local au mondial), aux parties prenantes réunies au sein d'un CESE (Conseil économique, social et environnemental). Pour financer les activités de préservation et de restauration de ces biens communs tout en décourageant celles qui aujourd'hui les détruisent, réintégrer - par une refonte de la fiscalité - les coûts environnementaux et sociaux dans le prix des produits et des services vendus, quelle que soit leur provenance géographique.

Pour anticiper, ajuster et réguler les activités marchandes, compléter le PIB par un/des indicateur/s rendant plus réellement compte de leur impact (positif ou négatif) sur la vie des humains et de la nature. (Genuine progress indicator/ Indicateur de Progrès Véritable, etc.). Il importe en effet de garder à l'esprit que, si l'économie permet la création de richesse, sa finalité ultime est de satisfaire les besoins vitaux de l'ensemble des humains tout en préservant les conditions de possibilité de la vie sur Terre.

Pour renforcer la résilience de l'activité économique locale face aux aléas du système monétaire, faire des monnaies citoyennes locales un outil à part entière de nos politiques publiques. Notamment, les accepter en paiement d'au moins une partie des impôts, taxes, cotisations et services des institutions, entreprises et collectivités publiques.

Pour localiser les échanges économiques vitaux dans nos territoires de vie, créer des monnaies citoyennes locales (Ex : Sol-Violette à Toulouse) et partager leur gouvernance, au sein d'un organisme paritaire composé des parties prenantes de l'économie locale (citoyens, organisations marchandes ou non, partenaires financiers et collectivités territoriales).

Pour renforcer la circulation des richesses réelles entre ces acteurs économiques locaux, intégrer dans la passation des marchés publics des critères sociaux et environnementaux ; les concéder prioritairement à des prestataires acceptant d'être rémunérés au moins pour partie en monnaie citoyenne locale.

Pour un développement durable et résilient de nos territoires de vie, donner la priorité aux politiques et aux actions qui les renforcent, telles que la production locale de nourriture saine, l'investissement massif dans la sobriété et l'efficacité énergétique, ou la production locale d'énergie renouvelable ; organiser la filière écoconstruction ; favoriser l'usage de transports « doux » et les activités économes en énergies fossiles ; investir dans l'économie de l'intelligence et les activités de restauration de la nature (sol, eau, biodiversité, etc) ; enfin, encourager l'investissement local, notamment en monnaie citoyenne, pour appuyer la création d'entreprises porteuses d'innovations favorisant une production soutenable sur chaque territoire.

Pour consolider la performance globale des entreprises du territoire (Triple bénéfice économique, social et environnemental), favoriser notamment par leur mise en réseau la coopération et la synergie avec d'autres acteurs du territoire.

## L'économie des ressources par un autre mode de consommation

Il doit être mis fin au "tout jetable" pour privilégier une stratégie de la durabilité, qui consiste à prolonger au maximum la durée de vie des produits, ce qui permet de réduire la vitesse des flux de ressources. Certes, après des décennies de conditionnement par le marketing consumériste, la notion de durabilité évoque des images d'objets vieux, tristes, démodés et dépassés technologiquement. À ces clichés s'ajoute une connotation misérabiliste d'usure et de récupération motivée par la pauvreté.

Pourtant la stratégie de durabilité ne demande pas de renoncer au confort, au progrès technique, ni même à la mode : elle les redéfinit.

Nos propositions :

- Concevoir dès le départ les produits pour qu'ils durent longtemps, c'est-à-dire en particulier une conception modulaire, éventuellement multifonctionnelle, qui permet de ne changer que les éléments techniques obsolètes, ou le boîtier démodé, lui-même conçu comme recyclable. Plutôt que de jeter un appareillage complexe pour la panne anodine d'un seul composant.
- L'entretien préventif, et non plus simplement de réparation, dont la logique actuelle est essentiellement dissuasive par les coûts et contraintes. L'entretien est au cœur de la philosophie de la durabilité. Il ne s'agit plus de privilégier l'achat (ou la vente) de " neuf " mais de " durable ".
- L'utilisation en cascade où l'on réutilise des biens usagés, des matériaux pour des fonctions moins exigeantes.
- La mise sur pied de " collectivité de revente " par les entreprises et les collectivités publiques, en particulier pour le matériel d'entreprise, trop souvent envoyé à la casse.

Agir de façon pertinente nécessite de connaître et de comprendre. La mise en place de moyens d'étude et d'analyse de bilan des ressources, des matières, mais aussi des surfaces agricoles, forestières et autres, utilisés pour répondre au besoin d'une ville, d'une région, d'un pays, est une urgence, afin de réorienter plus justement et plus écologiquement leurs usages.

À cet égard, le pouvoir des DRIRE (Directions Régionales de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement) doit être renforcé ; les différentes normes industrielles, respectées. La surface terrestre "utile" totale et ses ressources potentielles ne pourraient suffire à donner à l'ensemble des habitants actuels un mode de vie identique à celui du monde industriel. Cela conduit évidemment à remettre en cause le dogme central du productivisme, largement partagé à gauche (parfois sous couvert de généreuses intentions) comme à droite, et qui réduit étroitement la richesse à la seule augmentation de la production. Les systèmes productifs doivent être intégrés et adaptés à des territoires.

Pour la destruction ou le stockage, chaque traitement de déchets spéciaux est un cas spécifique qui doit faire appel à la moins nocive des procédures. Là encore la solution de fond, leur réduction massive si ce n'est leur suppression, passe par la reconstruction des procédés industriels sur d'autres bases. L'écologie pose en effet la question même de la pertinence sociale et écologique de telles ou telles productions et activités dévoreuses de matières premières et d'énergie. Cette stratégie de la "soutenabilité" comporte également des conséquences sur le plan de l'emploi, aussi bien par la nécessité de politique d'anticipation volontariste de reconversion, qu'en termes de niveau de qualification, de réduction des nuisances et donc d'amélioration des conditions de travail.

## Contrôler la publicité

La publicité est omniprésente (dans les rues, à la télé, à la radio, au cinéma, dans les boîtes aux lettres, au café, sur les vêtements, à l'école, etc.). Nous subissons chacun près de 3 000 publicités par jour et, à moins de vivre sur une île déserte, il est impossible d'y échapper. Changer l'environnement, c'est aussi laisser place à l'imaginaire et sortir de la pensée unique du tout-consommation. L'affichage publicitaire a déformé les abords des villes, et les villes elles-mêmes. C'est une forme de privatisation de l'espace public, au mépris des citoyens. La publicité n'est pas seulement une pollution visuelle et sonore, elle pousse à la consommation, au mépris des réalités humaines, écologiques, et sociales, et quels que soient les risques sur l'environnement et les répercussions sur la santé physique et mentale (nucléaire, automobile, etc.). La perpétuelle frustration qu'elle engendre met les personnes en situation de dépendance. Elle est la partie la plus visible et caricaturale de notre société consumériste.

Inutile, la publicité participe au gaspillage généralisé. C'est d'ailleurs un des facteurs de l'explosion des déchets car l'économie publicitaire est fondée sur le jetable, le suremballage et le gadget "communiquant". Elle pousse à créer sans cesse des produits et emballages nouveaux, complexes, dont l'élimination est sans cesse plus coûteuse et dangereuse pour l'environnement. A coups de milliards (le budget publicitaire de Nike est supérieur au PIB de certains pays), les entreprises diffusent leur propagande. La publicité envahit notre quotidien, faisant régner désinformation et mal-information des citoyens. Le système publicitaire détourne la liberté d'expression et d'information au profit de la seule communication commerciale. Paradoxe s'il en est : l'affichage libre est réprimé au nom de la protection de l'environnement, quand l'affichage publicitaire monnayé est une pollution acceptée par les pouvoirs publics.

Nos propositions :

- une restriction de l'affichage publicitaire dans les espaces publics : instauration de quotas publicitaires par espace délimité (métro compris) ; pas de publicité aux alentours des écoles ;
- la création d'une " pollutaxe ", sur le principe pollueur-payeur, pour la publicité affichée ;
- une protection des monuments historiques et des jardins ; pas de publicité animée (écrans) ou sonore dans les espaces publics ;
- la suppression de toute publicité commerciale sur les supports audiovisuels publics, l'encadrement réglementaire de la publicité pour l'audiovisuel privé ;
- une attention portée au contenu publicitaire pour limiter ses effets destructeurs, anti-environnementaux et discriminants ;
- interdiction des publicités destinées aux enfants ;
- interdiction des publicités qui promeuvent des produits nuisibles à la santé et à l'environnement (comme la loi Evin pour l'alcool et le tabac)

- le contrôle de la publicité ne doit plus se baser sur la seule autodiscipline des annonceurs. Il faut redéfinir la composition du Bureau de Vérification de la Publicité : avec la présence de ministères concernés (santé, environnement, droits des femmes, etc.) et de représentants de l'Autorité contre les discriminations ; avec des subventions supplémentaires aux associations de consommateurs (meilleure garantie pour rétablir des informations plus justes) ;
- l'instauration d'un droit de réponse à la publicité : un principe selon lequel les particuliers ou associations (reconnues comme défenderesses d'un intérêt collectif) mis en cause par une publicité, pourraient faire un droit de réponse dans les mêmes conditions que la publicité et payé par l'annonceur ;
- la création d'espaces artistiques d'expression libre.

•••

## 8 – Défense & affaires étrangères

Les attentats du 11-09-2001 puis les expéditions anglo-américaines, tant en Irak qu'en Afghanistan, ont accentué les interrogations quant aux mutations des logiques de guerre et de paix. Il importe d'autant plus de rappeler que la paix, la non-violence et le multilatéralisme doivent être au cœur des mécanismes de prévention et de résolution des conflits. Il faut démilitariser le concept de défense par une éducation à la paix et à la non-violence. Dès l'école, l'histoire des prouesses guerrières nous a inculqué l'idée que seule la voie militaire permettrait les avancées de l'Histoire. La mobilisation, la motivation, la cohésion des sociétés, c'est-à-dire la résistance non-violente, sont passées sous silence. Il est temps de développer un service civil de paix afin d'agir en amont dans les secteurs où des situations de conflit se développent. La préparation à la défense civile d'un pays est une garantie sociale forte pour conserver des structures de démocratie et de justice à l'abri soit de coups d'Etat, soit d'agressions extérieures. La non-violence reste la démarche naturelle pour garantir la sécurité commune : les moyens mis en œuvre ne peuvent en effet être en contradiction avec le choix d'une société basée sur la justice et le droit. La non-violence est une dynamique de résolution des conflits qui n'envisage ni la suppression ni la destruction de l'autre, à qui on reconnaît le droit de continuer à vivre avec soi, après le conflit réglé. Cette dynamique implique des structures internationales (type OSCE et ONU) et la participation de citoyens à des missions de terrain.

Depuis ses débuts en 1957, l'Union européenne est un modèle de construction de la paix. Plutôt que de recourir encore à la force, les ennemis d'autrefois ont décidé de régler leurs éternels conflits par la voix du dialogue politique et de la coopération pacifique. A l'échelle européenne, un nouvel élan politique a créé en 1994 l'OSCE, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, accord signé par 52 chefs d'États, dont la Russie, le Canada et les USA. L'OSCE est établie comme instrument prioritaire pour « l'alerte précoce, la prévention de conflits et la gestion des crises » et a déjà pratiqué un travail de terrain dans plusieurs conflits en Europe (Tchéchénie, Albanie, Kosovo). Mais il faut reconnaître que son financement n'est pas à la hauteur du travail à accomplir. Actuellement son budget annuel est de 185 millions d'euros - à comparer au 1,3 milliard d'euros de l'OTAN.

### Désarmer garantit la paix – refuser l'armement nucléaire.

Les armes génèrent des conflits, pas des solutions. Réduire les niveaux d'armement est une condition indispensable à la résolution pacifique des conflits. Nous soutenons toute mesure tendant au désarmement ainsi qu'au contrôle de la production et du commerce des armes : réduction des budgets militaires, reconversion des industries militaires, notamment dans le sens de la promotion de technologies de prévention des risques naturels, interdiction des mines anti-personnel, mais aussi codes de conduite bannissant les exportations d'armes vers des pays en conflit ou ne respectant pas les droits de l'homme.

Il faut envisager un abandon de la force nucléaire stratégique et cette question fondamentale doit faire l'objet d'un débat national puis être soumise à un référendum. Le contexte international actuel montre clairement l'inutilité d'un armement nucléaire pour régler les crises ouvertes ou larvées que sont les conflits régionaux. Les conflits, comme ceux qui ont eu lieu récemment, ne peuvent être empêchés par l'exercice de la menace nucléaire sur leurs auteurs. Le terrorisme international, lui non plus, ne peut pas être dissuadé par le chantage nucléaire. La défense de la démocratie, de la justice et de la paix peut-elle cohabiter avec la menace d'anéantissement de populations ? Nous constatons que la chute de régimes racistes ou totalitaires (Afrique du Sud, pays d'Europe de l'Est...) n'a pas été due à la menace nucléaire. Or, des milliers d'armes nucléaires prennent encore l'humanité en otage, des essais en Inde et Pakistan se poursuivent, la Corée du Nord s'est retirée du Traité de non-prolifération (TNP) : le moment est venu pour la France de lancer un signal fort.

L'action en faveur de la paix et de la sécurité commune doit être au premier rang des préoccupations de nos politiques étrangères. Dans ce sens, nous sommes favorables à une réforme des organisations internationales pour en accroître la démocratie et l'efficacité : réforme de l'ONU par la revalorisation du rôle de l'Assemblée générale, la démocratisation et l'élargissement du Conseil de sécurité ; rôle accru dans la prévention des crises par la création d'une institution pour la prévention des conflits. L'action de protection des peuples en danger, le besoin d'assistance, doivent reposer sur le Droit International (Convention des droits Civils et Politiques, Convention pour la prévention des Génocides) et l'ONU. Application effective des articles de la Charte des Nations Unies instaurant une force de police internationale, intervenant préventivement dans une perspective d'interposition, de dissuasion et de médiation. Au moins 4 % du budget de la Défense sera consacré à la paix et à la résolution des conflits.

Si c'est le seul moyen de prévenir d'autres violations des droits de l'homme et d'autres souffrances, l'emploi de la force peut être justifié. Cette action devra s'opérer sous l'égide de l'ONU, qui peut déléguer à des organisations régionales la gestion de l'intervention (UE, OUA...).

Agir pour la réduction des armements : diminution des participations financières publiques aux sociétés d'armement (pays producteurs d'armes), mise en œuvre et financement des programmes sur l'interdiction des mines antipersonnel, lutte contre la contrebande d'armes légères, destruction des surplus dans les régions en conflit et réintégration des combattants démobilisés.

Lutter contre la prolifération nucléaire et le projet NMD (bouclier anti-missile) en se fixant comme objectif l'élimination des armes de destruction massive. Démantèlement des systèmes d'armes nucléaires, soumission de tous matériaux radioactifs à de stricts contrôles internationaux (instauration d'un registre international), reconnaissance par la Cour Internationale de Justice de l'illégalité de l'usage de ou de la menace par des armes nucléaires.

La société civile doit être impliquée dans la promotion de la paix et les questions de la paix et de la guerre ne sauraient se régler dans le strict cadre étatique. Nous proposons de former les jeunes - hommes et femmes - aux valeurs de la non-violence et de ses moyens d'action, en développant un service civil de paix. Nous dénonçons un manque clair de démocratie concernant la politique étrangère en général et les questions de paix et de guerre en particulier. Il faut mettre l'accent sur le caractère citoyen et la nécessité d'articuler l'action des élus et de l'exécutif avec celle de la société civile (principalement les ONG travaillant sur le droit humanitaire et de prévention de conflits) afin de construire une démocratie participative, et pas seulement "délégative".

Nous souhaitons que l'ensemble des organisations régionales, internationales (ONU, UE, CPI, OSCE, etc.) puissent œuvrer à de véritables réformes pour rendre efficace toute politique de prévention des conflits. Nous souhaitons, en même temps, la création d'une Cour internationale de prévention des conflits, que l'OSCE puisse être financée et améliorée pour devenir une référence en matière de gestion des conflits en Europe, et la création d'une institution pour la prévention des conflits. Une autre piste possible serait de créer une Agence pour la prévention des conflits (sans empiéter sur les missions propres à l'OSCE), qui pourrait nous permettre de relever la provocation, émise à l'article III-212, de la création d'une Agence européenne de l'armement, de la recherche et des capacités militaire, et ceci dans le cadre de la "politique étrangère et de sécurité commune".

## Politique internationale

La France doit s'engager pour un monde plus pacifique et plus juste et doit agir pour des relations internationales plus solidaires. La France et l'Europe ne doivent pas être ni même apparaître associés à la politique agressive de domination des Etats-Unis. C'est essentiel vis-à-vis du reste du Monde et pour la défense d'une politique efficace de paix et de coopération. Nous refuserons en conséquence un lien transatlantique privilégié. Nous conduirons une politique étrangère qui fera de la France un acteur solidaire et pacifique dans le monde.

La France développera une culture de paix et soutiendra les programmes de paix. Nous prendrons des initiatives et les proposerons à nos partenaires européens afin de contribuer à changer profondément les relations internationales. Nous agirons pour en finir avec la "Françafrique" et les pratiques néo-coloniales.

La France cherchera à construire des alliances et des partenariats durables pour des coopérations d'intérêt commun favorisant réciproquement l'emploi et le développement dans toutes ses dimensions, pour des relations d'égalité et de respect mutuel bannissant les rapports de domination, pour la paix et pour les conditions d'une sécurité collective par le désarmement et le règlement politique des conflits.

Les orientations et les choix de politique étrangère de la France devront faire l'objet de débats publics. Le Parlement doit assumer un rôle de contrôle et de décision afin de mettre un terme aux pratiques obscures du "domaine réservé". Avec l'Europe, elle doit combattre et faire reculer les règles et les politiques de libéralisation qui favorisent, dans la mondialisation capitaliste, la guerre économique, l'exacerbation des concurrences, les privatisations et les dérèglementations. Elle doit contribuer à l'annulation des dettes des pays du Sud, à la mise en cause des plans d'ajustement structurels fondés sur les critères du néo-libéralisme, à la réalisation des objectifs du Millénaire adoptés par l'ensemble des Etats membres de l'ONU en 2000 pour faire face aux urgences sociales et aux besoins sociaux élémentaires. Elle doit proposer un rôle central de l'ONU dans la coordination et la gestion des secours d'urgence dans les cas de grandes catastrophes naturelles. Elle doit agir avec détermination pour la mise en oeuvre de politiques multilatérales de lutte contre la pauvreté, la sous-alimentation et les pandémies, pour le développement d'une agriculture adaptée aux besoins. Nous appuierons, y compris au sein des instances internationales, la restauration et le développement de véritables services publics dans les pays du Sud, afin de protéger leurs biens publics des privatisations accomplies depuis 20 ans au bénéfice d'intérêts économiques des pays développés. Nous augmenterons de manière importante l'Aide Publique au Développement (APD) en direction de ces pays, tout en rendant transparents les mécanismes d'une aide qui, aujourd'hui, ne profite que rarement aux peuples à qui elle est destinée : la politique de coopération et l'APD seront sous contrôle démocratique du Parlement.

La France veillera à la pérennité de l'ONU et à sa transformation, au respect des valeurs et des principes inscrits dans sa Charte, à l'exigence d'une réforme d'ensemble lui assurant une plus grande représentativité et une plus forte légitimité universelle (par exemple le renforcement des pouvoirs de l'assemblée générale, une réforme de la composition et des fonctions du conseil de

sécurité, la fin du droit de veto des membres permanents), dans l'objectif de promouvoir les droits humains et les libertés fondamentales, et les principes permettant que le droit international ne soit plus pris en otage par la mondialisation et la loi du plus fort.

La France proposera d'instaurer une hiérarchie des normes du droit international afin d'en supprimer les multiples dispositions contradictoires et de donner la prééminence aux normes et exigences sociales, sanitaires, environnementales et culturelles. Elle proposera de créer un instrument d'arbitrage indépendant chargé de les faire respecter. La France agira en faveur d'une refondation complète des institutions financières internationales, où tous les pays seront associés, pour que celles-ci soient dégagées du poids et des contraintes des marchés financiers, pour promouvoir un nouveau type de développement, et de nouveaux mécanismes de régulation financière mondiale. Actuellement, le FMI et la Banque Mondiale, institutions contrôlées par les pays les plus puissants et les plus riches, ne répondent qu'à une logique de gestion financière et de rentabilité des investissements des banques des pays développés, sans souci des droits humains et des conséquences sociales et environnementales, comme l'on démontré le gestion de la dette et l'imposition de plans d'ajustements structurels imposés aux pays les plus faibles. Les critères de prêts et les modes de décisions d'institutions financières internationales refondées devraient permettre de redéfinir de façon transparente des missions qui correspondent aux besoins réels du développement des pays concernés et permettre à ceux-ci de conserver pleinement la maîtrise de leur choix et de leurs ressources.

La France proposera une réforme de l'Organisation Mondiale du Commerce afin que, dans le cadre du système des Nations Unies, celle-ci régule effectivement le commerce mondial et cesse d'être un instrument de dérégulation, afin que soient contrôlées les activités des firmes transnationales et que soient respectés les droits des peuples. Ce qui implique une révision en profondeur des finalités de l'OMC et des accords existants, en particulier de l'AGCS, de l'accord sur l'agriculture, de l'accord sur les droits de propriété intellectuelle, de l'accord sur les obstacles au commerce.

La France et ses partenaires de l'Union européenne pèseront pour que les pays qui cherchent à se libérer de la tutelle des institutions financières et des politiques néo-libérales, en Amérique latine, en Afrique, en Asie, soient largement soutenus sur le plan international et voient leur souveraineté confortée.

Pour en finir avec le scandale des paradis fiscaux et judiciaires qui permettent l'évasion de sommes colossales, la France agira avec détermination au niveau européen et international pour :

- 1 - établir la traçabilité des transactions financières et la transparence des mouvements de fonds et des patrimoines ;
- 2 - lutter contre l'impunité en renforçant la coopération judiciaire et fiscale entre Etats ;
- 3 - en favorisant un espace judiciaire européen doté d'un pôle financier ayant accès au secret bancaire.

**Pour une politique de défense au service de la sécurité pour la France, pour l'Europe et pour le Monde.**

La France, avec ses partenaires européens, sera porteuse de paix véritable, de justice sociale et de démocratie. Elle s'attachera à transformer la politique européenne de défense et à promouvoir une conception nouvelle de la sécurité, comme une question humaine basée sur la solidarité. Nous installerons les conditions d'une maîtrise et d'un contrôle public, démocratique et notamment parlementaire de la politique de défense et de sécurité.

Nous bannirons en particulier tout soutien et toute intervention militaire au profit de régimes dictatoriaux, autoritaires et corrompus. La politique africaine de la France ne relèvera plus du " domaine réservé " du président de la République. Elle sera mise sous contrôle du Parlement. Les accords de défense seront remis à plat, ainsi que le maintien de bases permanentes de l'armée française.

Une réévaluation de certains choix sera menée : niveau du budget militaire, armement nucléaire et dérive vers une logique d'emploi, volonté de placer la défense de l'Europe sous l'égide de l'OTAN, privatisation des industries de défense qui, relevant de l'intérêt général, doivent être propriété publique.

La France combattra la construction d'une Europe fondée sur une volonté de domination internationale. L'Union européenne — en refusant tout alignement sur les Etats-Unis — doit jouer un rôle positif pour la paix dans le monde et pour coordonner des initiatives de sécurité collective.

La France agira pour la dissolution de l'OTAN, et pour de nouvelles coopérations européennes et internationales de sécurité et de défense. C'est la conception même de la sécurité internationale qu'il faut redéfinir dans un monde reconnu comme instable, imprévisible et dangereux, où les dépenses pour le surarmement ont dépassé les 1000 milliards de dollars par an. Nous agissons pour que la France s'oppose fermement à la militarisation en cours des relations internationales, à la logique de guerre et à la stratégie unilatérale américaine qui ne font qu'accentuer l'insécurité, la violence et le terrorisme.

Il faut penser et prévoir la sécurité autrement qu'en termes exclusivement militaires. La France, avec ses partenaires européens, prendra des initiatives pour contribuer à réduire fortement les risques et les facteurs d'insécurité, en particulier la pauvreté massive et le sous-développement, les conflits non résolus, les tensions et les crises exacerbées par les politiques de puissance, le non respect du droit et de la souveraineté des peuples.

C'est à la racine des insécurités qu'il faut s'attaquer. On ne peut, en effet, continuer, sans risques graves pour la stabilité du monde, à nourrir l'escalade des tensions et des crises par des logiques de force et des entreprises militaires qui ne font qu'augmenter l'insécurité globale.



La France sera la plus active, avec ses partenaires de l'Union, pour susciter un climat international de plus grande détente et confiance, et pour le désarmement. Elle cherchera à entraîner ses partenaires européens pour obtenir le respect du Traité de non-prolifération par tous et dans son intégralité, l'interdiction de la diffusion du nucléaire militaire et l'engagement d'un processus de désarmement nucléaire multilatéral et contrôlé concernant tous les pays aujourd'hui détenteurs de l'arme nucléaire.

Il faut aller vers l'élimination de toutes les armes nucléaires dans le monde. La France s'opposera à toute nouvelle course aux armements. Elle refusera la banalisation de l'utilisation de l'arme nucléaire sous la forme de mini-bombes, prônée par les U.S.A comme armes de "prévention", rompant même avec les philosophies antérieures de la dissuasion et les conventions internationales, notamment le TNP. Elle n'engagera aucun budget pour développer de nouvelles armes nucléaires, fermera le Centre d'essai des Landes et abandonnera notamment le projet de missile M 51.

Elle respectera et contribuera à faire respecter le traité d'interdiction générale des essais nucléaires.

Elle s'opposera à la militarisation de l'espace.

Elle contribuera activement à la réalisation au niveau de l'ONU d'un traité international sur le commerce des armes et l'élimination des trafics illicites. Elle instituera un contrôle parlementaire sur ses propres exportations d'armes. Elle interviendra en faveur de l'extension du champ d'application de la Convention d'Ottawa afin d'y inclure les bombes à sous-munitions et toutes autres sortes d'armes nouvelles qui, par leur pouvoir destructeur et leur mode de déclenchement s'apparentent aux mines antipersonnel.

Elle n'acceptera de contribuer à des opérations militaires extérieures, seule ou avec certains de ses partenaires européens, que sur un mandat explicite de l'ONU, pour des missions de prévention des conflits, de protection des populations civiles, de sécurisation de maintien de la paix, dans le cadre de processus politiques de règlement des crises conformes à la Charte des Nations Unies et à l'intérêt des peuples concernés.

Elle sera en permanence à l'initiative, y compris dans le cadre de l'Union européenne, pour la résolution politique négociée des conflits.

### **Pour une contribution active de la France dans la résolution politique des conflits.**

La France refusera de contribuer à l'entreprise guerrière des Etats-Unis mise en oeuvre dans le cadre de la stratégie hégémonique dite du Grand Moyen Orient.

- En Irak et en Afghanistan, la France s'engagera pour le retrait des troupes américaines et celles de l'OTAN. Elle agira pour la redéfinition de politiques d'aide et de soutien sans ingérence à ces deux pays qui doivent pouvoir retrouver le chemin de la démocratie, de la sécurité, de la reconstruction et du développement en toute indépendance.

- Au Proche-Orient, avec l'Union européenne, elle agira pour la fin de l'occupation et de la colonisation, pour la réalisation des droits nationaux du peuple palestinien, pour l'édification d'un Etat palestinien indépendant, à côté de l'Etat d'Israël, dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale. Afin d'aboutir à un règlement négocié garantissant une paix juste et durable et la garantie de la sécurité pour tous, la France prendra les initiatives nécessaires pour la convocation d'une Conférence internationale sous l'égide de l'ONU pour l'application de l'ensemble des résolutions des Nations Unies y compris celles concernant la question des réfugiés et de leur droit au retour. Dans l'immédiat, elle exigera la reprise des aides financières à l'Autorité palestinienne, le démantèlement du mur d'annexion, la fin des bouclages et la levée des barrages militaires.

- En ce qui concerne le conflit sino-tibétain, il est plus que temps que la patrie des droits de l'homme reconnaisse le Tibet comme pays colonisé par la Chine, reconnaisse le gouvernement tibétain en exil et demande officiellement à la Chine d'accepter l'ouverture de négociations, sans conditions préalables, sur le futur statut du Tibet. En 1949, la Chine, en lançant son Armée de Libération Populaire, a enclenché un processus d'assimilation de cette ancienne civilisation. L'occupation du Tibet est un acte d'agression en violation du Droit international. Le Tibet, bien qu'en retard en termes de progrès matériel, menait une vie heureuse qui le satisfaisait. Son peuple était tourné vers le développement spirituel. De 1951 à 1978 plus de 1,2 million de tibétains a péri du fait de cette occupation. Un transfert de population chinoise intensive est en train d'assurer une "solution finale" au problème tibétain. L'occupant pratique depuis plus d'un demi-siècle l'emprisonnement politique, la torture, la destruction d'une culture, l'avortement forcé et la discrimination en matière d'éducation et de soins médicaux.

### **Aides et coopérations ciblées auprès des pays les plus pauvres**

Priorité au programme visant à la sécurité alimentaire. Stabilisation des marchés mondiaux des produits agricoles et des matières premières. Pour une véritable coopération visant l'autonomie alimentaire des populations. La coopération Nord-Sud est aujourd'hui négligée par l'Union européenne. Écrasés sous le poids de la dette et contraints à des politiques d'ajustement structurel par le FMI les pays du tiers-monde s'enfoncent dans le sous-développement. Il faut annuler les dettes des pays les plus pauvres (sauf si cela favorise des régimes dictatoriaux) qui les contraignent à une stratégie d'exportation qui pousse à la surexploitation accélérée des ressources naturelles. D'autre part, il faut réaffirmer les accords de Lomé (ces accords définissent des conditions d'accès privilégiés aux marchés européens pour les pays d'Afrique, Caraïbes, Pacifique, anciennement colonisés par les États membres de l'Union, ainsi que des mécanismes de stabilisation des cours de leurs produits d'exportation. Cette convention se trouve mise à mal depuis que les pays européens ont ratifié les accords de Marrakech, créant l'OMC). Il faut aussi accroître l'aide aux ONGs, les mouvements en lutte pour l'émancipation humaine et pour le respect de l'environnement naturel. Privilégier les transferts de technologies "propres" et des modèles de développement les moins prédateurs possible pour l'environnement.

## Moraliser la politique extérieure de la France

Les gouvernements français, de droite ou de gauche, se précipitent chez les dictateurs du monde entier pour ouvrir à nos industriels quelques portes d'un vaste marché potentiel qui, s'ils aboutissent, seront payés par la COFACE ! Il faut démanteler tous les réseaux français, parallèles ou souterrains, de ventes d'armes, en commençant par les pays non démocratiques. Il convient de restaurer le débat parlementaire sur la politique étrangère et renégocier les accords de défense qui nous lient à certains pays africains en proposant une suppression progressive des contingents d'intervention. Il convient aussi qu'il y ait un strict contrôle parlementaire des exportations d'armes et un arrêt de la garantie COFACE. D'autre part, les États-Unis d'Amérique imposent leur modèle au reste du monde. Il faut rompre avec l'hégémonie américaine et contribuer à changer la donne en matière de paix et de sécurité sur le continent européen comme, à plus long terme, dans le monde. Il faut revoir les règles du jeu mondial pour fonder un nouveau contrat social universel.

## Démocratisation des instances internationales

Rénovation de l'ONU par l'attribution de sièges permanents au Conseil de sécurité aux États les plus peuplés (Inde, Brésil, Japon...) et suppression du droit de veto des "superpuissances". Remplacement du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC par des organismes internationaux démocratiques chargés de mettre le commerce au service du développement "soutenable" et soumis aux directives politiques de l'Assemblée générale des Nations unies. Participation des ONGs aux institutions internationales. Contrôle parlementaire sur les politiques poursuivies en matière d'aide au développement en impliquant les acteurs sociaux concernés, associations et syndicats.

Privilégier l'aide et le commerce avec les démocraties naissantes. Soutenir les mouvements démocratiques dans les pays totalitaires. Élaboration d'un droit international des minorités. Devoir de soutien et de solidarité au bénéfice de populations victimes d'atteinte aux droits humains. Les politiques économiques actuelles promues par la banque mondiale et le FMI redistribuent les ressources des pauvres aux riches ! Le remboursement de la dette est une monumentale escroquerie et a eu comme conséquence le transfert de la richesse des pays pauvres vers les riches créanciers du nord. Les pays riches ont profité pendant des années des ressources naturelles du sud en les sous payant. Ils ont, de fait, contracté une dette écologique envers les pays du sud.

•••

## Amendements

Ce programme n'a rien de définitif ; les amendements, les ajouts, les suggestions et les commentaires sont les bienvenus. Le chemin est long avant ma candidature officielle aux prochaines primaires organisées par le Parti Socialiste, c'est pourquoi j'ai besoin de votre appui pour faire campagne dès maintenant dans toute la France. Merci de faire connaître ce livre et ce programme. Pour l'application d'un programme fait par les citoyens pour les citoyens, il faut un citoyen ordinaire à l'Élysée. Plus la volonté populaire se mobilisera et s'exprimera, plus la possibilité de l'application d'un tel programme est probable. J'appelle donc tous les français qui se reconnaissent dans ce programme à se mettre en rapport avec moi : [mjutier@orange.fr](mailto:mjutier@orange.fr) . C'est à vous de bouger maintenant, je vous attends !

•••

## Annexes

### 1 – L'oligarchie occidentale et l'illusion démocratique.

*« Nous sommes reconnaissants envers le Washington Post, le New York Times, Time Magazine et d'autres grands journaux, leurs directeurs ayant participé à nos rencontres et ayant respecté la promesse de discrétion pendant près de 40 ans. Il nous aurait été impossible de développer notre Plan pour le Monde toutes ces années durant si les projecteurs avaient été braqués sur nos activités. Le Monde est maintenant plus sophistiqué et plus préparé à accepter un Gouvernement Mondial. La Souveraineté Supra-Nationale d'une Elite intellectuelle et de banquiers est sûrement préférable au principe d'Autodétermination Nationale des peuples, pratiquée tout au long de ces derniers siècle . » David Rockefeller dans son discours à la Commission Trilatérale en 1991.*

Voici les véritables cercles du pouvoir en Occident aujourd'hui. Les principales sociétés secrètes, sectes et organisations qui dirigent le monde occidental aux USA et en France en particulier.

Les responsables des organisations exerçant le pouvoir réel ne sont pas élus, et le public n'est pas informé de leurs décisions. La marge d'action des États est de plus en plus réduite par des accords économiques internationaux pour lesquels les citoyens n'ont été ni consultés, ni informés. Tous ces traités élaborés ces dernières années (GATT, OMC, AMI, NTM) visent un but unique : le transfert du pouvoir des États vers des organisations non-élues. Les citoyens continuent à voter, mais leur vote a été vidé de tout contenu. Ils votent pour des responsables qui n'ont plus de pouvoir réel. Et c'est bien parce qu'il n'y a plus rien à décider que les programmes politiques de "droite" et de "gauche" en sont venus à tant se ressembler dans tous les pays occidentaux. Les responsables du pouvoir économique sont quasiment tous issus du même monde, des mêmes milieux sociaux. Il se connaissent, se rencontrent, partagent les mêmes vues et les mêmes intérêts. Ils partagent donc tout naturellement la même vision de ce que devrait être le monde idéal futur. Il est dès lors naturel qu'ils s'accordent sur une stratégie et synchronisent leurs actions respectives vers des objectifs communs, en induisant des situations économiques favorables à la réalisation de leurs objectifs, à savoir : l'affaiblissement des gouvernements, la déréglementation, la privatisation des services publics, le désengagement des états des secteurs de l'éducation et de la recherche, la précarisation des emplois et le maintien d'un niveau de chômage élevé (NAIRU – annexe 8) entretenu grâce aux délocalisations et à la mondialisation du marché du travail ce qui accroît la pression économique sur les salariés, la réduction des aides sociales afin d'accroître la motivation du chômeur à accepter n'importe quel travail. Tous les éléments de contrôle nécessaires à une future dictature mondiale sont désormais en place. Le pouvoir n'y est plus de type représentatif ou électif, il est exercé directement par ceux qui contrôlent le système financier et la production des marchandises. Les instruments de ce pouvoir sont le contrôle de la technologie, de l'énergie, de la monnaie et de l'information.

Le sommet de la hiérarchie du pouvoir occidental, la classe dirigeante américaine, se maintient par des alliances de familles de la haute société ayant des styles de vie similaires, des liens dans l'industrie et qui sont membres des mêmes clubs d'élites et des mêmes écoles privées. Cette classe s'auto-reproduit et maintient son influence grâce à des institutions qui agissent dans le domaine politique, comme la National Manufacturing Association, la National Chamber of commerce, le Business Council, la Business Roundtable, le Conference Board, l'American Enterprise Institute, le Council on Foreign Relations... En 1956, C. Wright Mills dans son livre « The Power Elite », montre comment la Seconde Guerre mondiale a permis la cristallisation aux Etats-Unis d'un triple pouvoir formé des élites industrielles, militaires et gouvernementales réunies en une seule structure centralisée, motivée par des intérêts de classe. L'influence du philosophe Léo Strauss est particulièrement présente dans ces cercles supérieurs de généraux, d'industriels, d'universitaires et d'hommes politiques. Strauss embrassait une théorie qui séduisit les héritiers de grandes fortunes menant des vies oisives et ne se souciant que de leur intérêt. Ses idées se transformèrent en une idéologie convaincante selon laquelle les médias et le gouvernement ont coutume de soumettre les masses alors que les vrais « nobles » poursuivent leur propre volonté sans égard pour les lois faites pour contrôler ceux de basse extraction. Strauss aimait aussi les secrets, qu'il estimait nécessaires au contrôle de la société, car si les individus inférieurs étaient avertis de ce qui se fait, nul doute qu'ils en seraient bouleversés. « Les gens ne seront pas heureux d'apprendre qu'il n'existe qu'un seul droit naturel : le droit du supérieur à diriger l'inférieur, le maître l'esclave, le sage la foule des sots ». Léo Strauss, Albert Wohlstetter et d'autres appartenant au Committee on Social Thought de l'Université de Chicago ont eu d'importants crédits pour promouvoir le programme des néo-conservateurs à travers leurs élèves Paul Wolfowitz, Allan Bloom, Richard Perle... L'élite des médias américains – comme en France – est le chien de garde des messages idéologiquement acceptables, elle contrôle le contenu des informations, décide de ce qui peut être diffusé. La trame d'un pouvoir diffus, opaque, presque insaisissable, qui tisse ses liens à travers des clubs fermés et des rencontres internationales dont le forum de Davos représente l'expression la plus ostentatoire. Dans ces lieux de rencontres, d'échanges, de tractations gravitent les mêmes protagonistes, s'élaborent les analyses et les compromis qui précèdent souvent les grandes décisions. La Commission trilatérale est une des pièces de cet échiquier polymorphe, elle consolide l'alliance entre le pouvoir des multinationales, de la finance et de la politique.

### **Trilatérale**

La Commission Trilatérale est une organisation privée qui fut créée en 1973 à l'initiative des principaux dirigeants du groupe Bilderberg et du CFR, parmi lesquels David Rockefeller, Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski. La raison de sa création a été le déclin passager du pouvoir du think tank américain CFR à cause de sa politique vis-à-vis de la guerre du Vietnam qui a mécontenté beaucoup d'américains. Regroupant 300 à 400 personnalités parmi les plus distinguées et influentes – hommes d'affaires, politiciens et décideurs intellectuels – de l'Europe occidentale, de l'Amérique du Nord et de l'Asie Pacifique (États dont la plupart sont également membres de l'OCDE), son but est de promouvoir et construire une coopération politique et économique entre ces trois zones clés du monde, pôles de la Triade. A l'instar du groupe Bilderberg, il s'agit d'un groupe partisan de l'idéologie mondialiste et de la mondialisation économique. La Trilatérale édite des études (la revue The Triangle Papers) réalisées par des Task Forces (groupe de travail réunissant des personnalités de premier plan, généralement d'au moins trois zones régionales) et qui, une fois transmises à leurs membres et aux gouvernants, ont des répercussions internationales majeures en politique étrangère, qu'il s'agisse d'économie ou de géopolitique (communication, énergie, démographie, grands équilibres, etc.). Entre un rapport préliminaire (Draft Report, généralement non disponible auprès du public) et le rapport définitif publié dans la revue Triangle Papers, le rapport est discuté en réunion internationale annuelle. Le rapport peut alors être remanié avant publication. Une revue est aussi publiée à l'issue de la réunion annuelle, il s'agit de la revue Dialogue. Les rapports sont disponibles sur le site officiel de la Commission Trilatérale: [www.trilateral.org](http://www.trilateral.org)

Cette organisation, est donc, semi-secrète et internationale et réunit en son sein des personnages considérables, le plus souvent affiliés à d'autres sociétés secrètes comme la Franc-maçonnerie, le B'nai B'rith, le Groupe Bilderberg, le CFR, et qui ont entrepris de gouverner, à leur manière, le monde occidental associé au Japon. Les membres de la Trilatérale se recrutent par

cooptation, aussi bien dans les cercles financiers et économiques que parmi les politiciens et les patrons de presse. Seul critère: ils doivent être jugés capables de comprendre le grand dessein mondialiste de l'organisation et de travailler utilement à sa réalisation. Son action feutrée, volontairement ignorée des gouvernements et des médias, lui permet de placer aux rouages essentiels des Etats des hommes à elle, d'"infiltrer" les hautes sphères du monde occidental. La Trilatérale est formée de la crème du CFR, du Bilderberg Group et de la Franc-maçonnerie anglaise, mère de toutes les loges francs-maçonniques mondiales. La loi du silence, chère à la mafia, a permis jusqu'ici à la Trilatérale d'agir dans l'ombre, si bien que rares sont les Français qui savent que cette mystérieuse société existe et qu'elle exerce un contrôle rigoureux sur les Etats et l'économie internationale par l'intermédiaire des affiliés qu'elle compte dans la haute finance, la politique, la diplomatie et l'administration. Les membres de la trilatérale sont, naturellement, démocrates, tout en ayant conscience du danger que la démocratie peut représenter pour leur plan: "Plus un système est démocratique, plus il est exposé à des menaces intrinsèques", notait, dès 1975, un rapport de la Trilatérale sur la "gouvernabilité" des démocraties. Les noms des banques, des trusts, des consortiums que représentent la plupart des affiliés donnent une idée de la puissance dont dispose la mystérieuse société qui veut faire de notre univers un monde de robots dominé par une oligarchie de technocrates et de financiers. Les affiliés français de la Trilatérale se recrutent aussi bien à gauche qu'au centre ou à droite. Ceux qui se disent de Gauche vantant "l'internationalisme", et ceux qui se disent de Droite vantant le "Mondialisme", les deux appellations nous conduisant au Gouvernement Mondial. Raymond Barre et Simone Veil sont les poissons pilotes de la puissante Trilatérale en Europe. La présence de M. Barre auprès du président Giscard d'Estaing s'explique d'autant mieux que ce dernier ne cache pas son zèle pour cette mystérieuse société. Invité à l'un de ses dîners, le 2 décembre 1975, Jacques Chirac devait définir ainsi la Trilatérale: "C'est ce que nous appelons en France une société de pensée. Elle est l'une des plus éminentes." Au meeting tenu secrètement en avril 1989 à Paris, après une annonce publique, le socialiste Mitterrand et le libéral Giscard d'Estaing ont fait assaut de courtoisie à l'endroit du chef suprême de la puissante société: le premier a décerné au banquier David Rockefeller la Légion d'Honneur, dont le ruban lui a été remis très officiellement par le second.

Pour plus de détails voir: « Trente ans d'une institution secrète, pouvoirs opaques de la Trilatérale: [www.monde-diplomatique.fr/2003/11/BOIRAL/10677](http://www.monde-diplomatique.fr/2003/11/BOIRAL/10677) » et l'article du 24/11/2011 « La Commission Trilatérale contrôle le gouvernement Obama: <http://www.voltairenet.org/La-Commission-Trilaterale-contrôle> ».

### **Council on Foreign Relations. [www.cfr.org](http://www.cfr.org)**

Le CFR est une organisation américaine qui rassemble des leaders politiques ou économiques de haut niveau (comme Georges Bush, Henry Kissinger, ou David Rockefeller). Le conseil des relations étrangères est un think tank américain, ayant pour but d'analyser la situation politique mondiale et de conseiller le gouvernement des États-Unis en matière de politique étrangère. Fondé en 1921, il est composé, aujourd'hui, d'environ 4000 membres issus du milieu des affaires, de l'économie et de la politique. En fonction des analyses menées, le CFR publie le magazine Foreign Affairs et propose des résolutions (de type politique, militaire ou autre) au gouvernement américain. Il exerce une influence certaine sur le rôle que jouent les États-Unis sur la scène internationale. Il siège à New York, et possède des bureaux à Washington DC. Aussi, étant donné son influence, son opacité et sa discrétion dans les médias, et bien qu'il soit aujourd'hui quelque peu relayé par le think tank néoconservateur PNAC, certains voient en lui le véritable organe décisionnel de la politique étrangère des États-Unis, et de fait, au vu de la puissance américaine dans le monde, l'un des plus importants lobbies au monde. À noter que bon nombre de membres du CFR sont également des Bilderbergers, tandis que d'autres sont membres de la Commission Trilatérale, autant de groupes régissant l'économie et la géopolitique mondiales. Les intérêts défendus par le CFR seraient ceux des principales multinationales. La famille Rockefeller y a par exemple joué un grand rôle. De ce fait, certains considèrent que le pouvoir de cet organe est, d'une part, trop important, et de l'autre, qu'il n'obéit qu'à une minorité de personnages très riches. Un courant culturel américain de type conspirationniste a élaboré une véritable "mythologie" autour du CFR, en avançant que ce dernier est contrôlé par un groupe de personnes issues des sociétés secrètes d'étudiants des universités de Harvard et de Yale: le Skull and Bones et le Scroll and Key. Ces personnes, après leur prétendue intégration dans un groupe d'élite appelé «JASON Society», seraient élues par leurs pairs pour constituer le comité exécutif du CFR. D'après ces mêmes théories du complot, le CFR contrôle aujourd'hui l'administration américaine au terme d'une infiltration progressive de toute la branche exécutive du gouvernement: le département d'État, le département de la justice, la CIA, et les militaires les plus hauts gradés. Jusqu'à présent, tous les directeurs de la CIA auraient été membres du CFR, de même que la plupart des présidents depuis Franklin Roosevelt. Toujours selon les théoriciens de la conspiration, le CFR contrôlerait également la grande presse, car la plupart des grands journalistes américains en seraient membres.

### **La Société du Mont Pèlerin. [www.montpelerin.org](http://www.montpelerin.org)**

Mont Pèlerin Society est une organisation internationale composée d'économistes, d'intellectuels et d'hommes politiques réunis pour promouvoir le libéralisme. De nombreux membres ont créé des think tanks importants comme la Heritage Foundation dont la MPS reçoit d'ailleurs le soutien financier pour organiser sa réunion annuelle. Pascal Salin, ancien président de la Société estime que plus de 100 instituts libéraux ont été créés par des membres du MPS. Pour Keith Dixon, elle « constitue en quelque sorte la maison mère des think tanks néolibéraux ». L'économiste autrichien Friedrich von Hayek s'est appliqué à discréditer toute forme de régulation de l'économie au motif que celle-ci est trop complexe pour que l'on prétende l'organiser. Sa théorie de « l'État minimal » est devenue la religion du Parti républicain états-unien en opposition aussi bien au « New Deal » des démocrates qu'au marxisme des soviétiques. Son école, financée par les fondations des grandes multinationales, s'est structurée autour de la Société du Mont-Pèlerin, et a obtenu sept fois le prix Nobel d'économie. Elle a inspiré les gouvernements de Pinochet, Reagan et Thatcher. Pour plus de détails voir l'article: « Friedrich von Hayek, pape de l'ultra-libéralisme par Denis Boneau: <http://www.voltairenet.org/article12761.html> ».

### **Bilderberg**

La conférence de Bilderberg est une association secrète annuelle qui, depuis 1954, réunirait sur invitation environ 130 ninjas des affaires, académiques ou politiques de différents pays. Ses membres, des hommes politiques, des industriels, et des banquiers, s'appellent eux-mêmes les « Bilderbergers » ou « groupe Bilderberg ». L'objectif initial du groupe aurait été, dans le contexte de la guerre froide, de renforcer la coopération entre les États-Unis et leurs partenaires européens, notamment via l'OTAN. Aussi, du fait du caractère très confidentiel des conférences et de sa non-médiatisation, le groupe a longtemps été considéré par certains comme une société secrète. On lui reproche des possibilités de décisions antidémocratiques qui pourraient être prise par un groupe aussi puissant. Il demeure toujours aujourd'hui l'un des dossiers favoris des adeptes du conspirationnisme. Depuis la chute de l'empire soviétique, on reproche notamment à ce puissant lobby l'orchestration de la mondialisation économique. L'organisation aurait été initié en 1952, financée par la multinationale néerlandaise Unilever et la CIA. La première réunion se serait tenu en mai 1954 à l'hôtel Bilderberg à Oosterbeek (Pays-Bas). On compte parmi ses membres fondateurs le Prince Bernhard des Pays-Bas, Denis Healey, Joseph Retinger, David Rockefeller, mais aussi Jozef Luns (ex-secrétaire général de l'OTAN) et Paul Van Zeeland (ex-premier ministre belge et banquier). Le groupe Bilderberg était alors une organisation d'influence atlantiste dont le but officiel était, dans un contexte de « guerre froide », d'assurer secrètement la coopération entre les États-Unis et les gouvernements d'Europe occidentale. Le groupe Bilderberg se composerait en trois cercles concentriques : le Bilderberg Advisory Committee (« comité consultatif ») est le cercle le plus central. Il comprend une dizaine de membres. Le Steering Committee (« comité de direction ») est un cercle constitué d'environ 35 membres, exclusivement européens et américains. le « cercle extérieur » est assez large et comprend 80% des participants aux réunions. Le groupe Bilderberg rassemble annuellement, lors d'une réunion d'une durée de 4 jours, des personnalités de tous les pays : leaders de la politique, de l'économie, de la finance, des médias, des responsables de l'armée et/ou des services secrets, ainsi que quelques scientifiques et universitaires. Un rapport de synthèse de la réunion est rédigé. Ce rapport serait envoyé à l'issue de chaque réunion aux grands décideurs mondiaux. Pour le citoyen lambda, il est très difficile voire impossible de connaître à l'avance le lieu ou l'objet de la réunion : L'hôtel choisi est entièrement vidé de tout autre client ; la sécurité est en partie assurée par les forces de l'ordre du pays d'accueil. Aucune conférence de presse n'a lieu. Les discussions se tiennent à huis-clos. Il est interdit aux Bilderbergers de prendre des notes ou de faire des déclarations à la presse. Les discussions menées au sein du groupe sont organisées de façon à obtenir un consensus parmi les membres, sans devoir recourir à un vote ni à l'adoption de résolutions quelconques. Le standing et l'influence détenue par les participants sont tels que si un consensus se forme autour d'un projet d'action, celui-ci pourra être réalisé plus facilement et plus rapidement. Certains pensent que chaque réunion annuelle (officiellement la seule) se prolonge par de nombreux contacts restreints entre des membres de sous-commissions, sur un problème particulier concernant un point précis, l'ensemble étant organisé en faisceaux regroupés au niveau supérieur.

### **L'avènement d'une société mondiale**

Dans un exposé intitulé « L'internationalisation des affaires » présenté lors de la conférence Bilderberg 1968, George Ball a laissé entrevoir l'orientation économique du groupe Ball, qui était sous-secrétaire d'État aux affaires économiques sous JFK et Lyndon Johnson, membre du Comité de direction du groupe Bilderberg et directeur principal de Lehman Brothers and Kuhn Loeb Inc., a défini la nouvelle politique de mondialisation de Bilderberg et la manière dont elle façonnerait le nouvel ordre mondial. Comme le note Pierre Beaudry dans *Synarchy Movement of Empire* (États-Unis, 2005), « ... Ball a exposé les avantages d'un ordre économique mondial néo-colonial basé sur le concept d'une « société mondiale », et décrit certains des obstacles à éliminer pour y parvenir. Selon Ball, la priorité était d'en finir avec « la structure politique archaïque de l'État Nation » ». Autrement dit, Ball réclamait un retour à l'ancien système colonialiste, mais bâti cette fois-ci sur le concept d'une « société mondiale ». Beaudry poursuit : « Selon Ball, « pour être productifs, nous devons commencer par reconnaître explicitement le décalage entre le développement de la société mondiale (concept répondant aux besoins modernes) et la persistance d'une structure politique archaïque d'États nations, la plupart de petite ou moyenne taille, qui évolue trop lentement face aux besoins du nouveau monde. ». Beaudry conclut : « Il était clair pour Ball que la structure même de l'État nation, et l'idée d'État, ou d'une assistance générale à un peuple, représentaient le principal obstacle à toute tentative de pillage de la planète, en particulier des nations faibles et pauvres, et à la création d'un empire mondial néo-colonial. La priorité de la société mondiale est évidemment basée sur le libre échange international, lequel est mesuré par le critère britannique de profit, à savoir acheter bon marché et vendre à prix d'or. Le problème est que les gouvernements nationaux ont des priorités différentes, voire contraires... »

Aux États-Unis, ce système bancaire « indépendant » est connu sous le nom de Réserve fédérale, banque privée étroitement liée au groupe Bilderberg. En Europe, le système bancaire indépendant est géré via la Banque centrale européenne, dont les politiques monétaires sont établies par les membres dirigeants de l'élite Bilderberger. Mario Draghi par exemple, en fonction depuis le 1er novembre 2011 (fin de fonction prévue le 31 octobre 2019) a été vice-président pour l'Europe de Goldman Sachs entre 2002 et 2005 ! En Grande-Bretagne, ce système indépendant est géré par la Banque d'Angleterre, dont les membres sont aussi des membres à temps plein du cercle d'initiés du groupe Bilderberg. Le système bancaire central indépendant contrôle l'émission de monnaie et les taux de crédit et d'intérêt nationaux. La société mondiale conçue par les Bilderbergers est bâtie partout dans le monde, par le biais de fusions et d'acquisitions. Ces dernières décennies, toute la politique de déréglementation des industries et des banques américaines a précisément été établie en réponse à ce scénario, en vue de créer des corporations géantes au service d'un nouvel empire dont l'intention n'est autre que la guerre perpétuelle.

Le groupe Bilderberg n'est pas un but en soi, mais le moyen d'instaurer un gouvernement mondial unique. Cette organisation est devenue un gouvernement fantôme qui, lors de ses conférences annuelles ultra secrètes, décide de la façon dont elle va exécuter ses plans. Le but ultime est de transformer la Terre en prison en amenant un marché mondial unique, contrôlé par un

gouvernement mondial unique, surveillé par une armée unique, financièrement tenu par une banque mondiale et peuplé d'habitants bardés de puces électroniques dont les besoins vitaux se réduisent au matérialisme et à la survie (travailler, acheter, procréer et dormir), tous connectés à un ordinateur mondial surveillant leurs moindres faits et gestes. Et cela devient de plus en plus facile parce que le développement des technologies de télécommunication, combiné aux avancées du savoir et aux nouvelles méthodes de manipulation comportementale, est en train de transformer en affreuse réalité ce qui, à d'autres époques de l'histoire, n'était qu'une mauvaise intention. Chaque nouvelle mesure, prise individuellement, peut sembler aberrante, mais l'accumulation de changements, dans le cadre d'une progression permanente, mène tout droit à l'asservissement. Il y a pourtant de l'espoir. Un peu partout sur la planète, des points de tension commencent à se fracturer et des gens commencent à prendre parti. La population commence à ouvrir les yeux sur l'irrationalité qui lui est imposée. Notre conscience collective commence à s'éveiller. Vous voyez, les pouvoirs établis nous ont dit que les événements mondiaux étaient trop difficiles à comprendre pour les non-initiés. Ils ont menti ! On nous a dit qu'il fallait protéger les secrets nationaux. Évidemment ! Aucun gouvernement n'a envie que ses citoyens découvrent que ses plus brillants éléments participent à une collusion massive, à une conspiration et au pillage de la planète. Aujourd'hui, nous sommes à la croisée des chemins. Nous avons le choix : devenir un État mondial électronique sous surveillance policière ou rester des êtres humains libres.

### **Le Siècle : "le club" du pouvoir en France.**

Ultrasélectif, ce club où l'on retrouve des hauts fonctionnaires, des chefs d'entreprises, des hommes politiques de droite ou de gauche, des journalistes de premier plan, quelques universitaires et des syndicalistes a été créé en 1944 par Georges Bérard-Quélin, ancien dirigeant du Parti radical et fondateur de la Société générale de presse, décédé en 1990, le cénacle rassemble la quintessence du pouvoir politique, économique, médiatique, voire intellectuel ou syndical. Plusieurs de ses membres font également parti du Groupe de Bilderberg. La discrétion de ses membres est à la hauteur de son influence. Un mercredi par mois, place de la Concorde à Paris, la fine fleur de la communication et des médias pénètre discrètement dans les salons de l'Automobile club de France. Ce n'est pas l'amour des voitures qui rassemble Maurice Lévy (Publicis), Alain de Pouzilhac (Havas), Serge July (Libération) ou Patrick Poivre d'Arvor (TF1), mais un dîner en compagnie de Nicolas Sarkozy, Dominique Strauss-Kahn, Thierry Breton, Claude Bébéar ou Nicole Notat. Tous sont membres du Siècle, le plus prestigieux des cercles de décideurs hexagonaux. Les ministres membres se comptent sur les deux mains, de Jean-Pierre Raffarin à François Fillon. Les barons du Parti socialiste aussi, comme Lionel Jospin ou Laurent Fabius. Le milieu des affaires n'est pas en reste, avec la quasi-totalité des grands patrons, de Louis Schweitzer (Renault) à Michel Pébereau (BNP Paribas). Sans oublier la plupart des dirigeants de la presse et de l'édition, d'Odile Jacob à Jean-Marie Colombani, en passant par Claude Imbert et Laurent Joffrin. Ce n'est ni une mafia, ni une loge, mais n'entre pas qui veut. La sélection est rude. « On ne choisit pas le Siècle, c'est lui qui vous choisit ! », souligne Étienne Lacour. Présidé en 2005 par Renaud Denoix de Saint-Marc, vice-président du Conseil d'État, le conseil d'administration compte une quinzaine de personnalités comme Denis Jeambar (L'Express), Anne-Marie Couderc (Hachette Filipacchi Médias), Marc Tessier (France Télévisions) et même Nicole Notat (Vigeo). Triées sur le volet, les recrues gardent le statut d'invités pendant au moins un an avant de devenir membres. David Pujadas (France 2), Emmanuel Chain, Édouard de Rothschild ou Jean-François Copé ont également décroché le sésame. Nombre de membres du club : 580. Nombre d'« invités » en attente de leur acceptation comme membres 160. Âge moyen des membres du club : 55 ans. Âge limite pour devenir membre : 60 ans et 65 ans pour le rester. Nombre de parrainages nécessaires pour soutenir une candidature : 2. Nombre de membres et invités conviés à chaque dîner mensuel : 300. Nombre annuel de candidatures proposées, dont le tiers est refusé : 50. Pour en savoir plus voir « Au cœur du pouvoir » ; Faits & Documents (1996) d'Emmanuel Ratier, auteur du seul livre publié sur le sujet.

**Quelques membres du Siècle :** Martine Aubry (ancienne ministre), François Bayrou, Claude Bébéar (ancien PDG d'AXA), Pierre Bilger (ancien PDG d'Alstom), Bernard Boulito (Heinz et Asics), Thierry Breton (ancien ministre des Finances), Emmanuel Chain (journaliste), Jean-Pierre Chevènement (ancien ministre), Bertrand Collomb (ex-PDG de Lafarge), Jean-Marie Colombani (Le Monde), Jean-François Copé, Michèle Cotta (journaliste, ancienne directrice de France2), Anne-Marie Couderc (Hachette Filipacchi Médias), Teresa Cremisi (Flammarion), Rachida Dati (ancienne ministre), Renaud Denoix de Saint Marc (président, vice-président du Conseil d'État), Richard Descoings (directeur de Sciences Po), Olivier Duhamel (professeur à Sciences Po), Bertrand Eveno (éditeur), Laurent Fabius (ministre), Franz-Olivier Giesbert (Le Point), Élisabeth Guigou (ancienne ministre), Claude Imbert (Le Point), Odile Jacob (éditeur), Philippe Jaffré (ancien PDG d'Elf), Denis Jeambar (Le Seuil), Laurent Joffrin (Libération), Lionel Jospin (ancien premier ministre), Serge July (ancien PDG de Libération), Bernard Kouchner (ancien ministre des Affaires étrangères), Étienne Lacour (secrétaire général du Siècle), Maurice Lévy (PDG de Publicis), André Lévy-Lang (PDG), Jean-Marie Messier (ancien membre), Alain Minc (conseiller de PDG et dirigeants), Nicolas Molfessis (Université de Paris II), Nicole Notat (Vigeo) (ancienne dirigeante de la CFDT), Michel Pébereau (BNP Paribas), Patrick Poivre d'Arvor (TF1), Alain de Pouzilhac (ex-PDG d'Havas), David Pujadas (France 2), Édouard de Rothschild, Nicolas Sarkozy, Louis Schweitzer (président du conseil d'administration de Renault), Ernest-Antoine Seillière (ancien président du MEDEF), Anne Sinclair (ancienne présentatrice de TF1, épouse de Dominique Strauss-Kahn), Dominique Strauss-Kahn (ancien ministre), Marc Tessier (ancien président de France Télévisions), Jean-Claude Trichet (ancien gouverneur de la BCE), Hubert Védrine (ancien ministre des Affaires étrangères de François Mitterrand), Arlette Chabot (journaliste politique, directrice de l'information de France 2), Sylvie Pierre-Brossolette (journaliste Le Point), Patrick Poivre d'Arvor (journaliste et présentateur télévisé TF1), Alain de Pouzilhac (ex-PDG d'Havas), Jean-Pierre Raffarin (ancien premier ministre).

### **La fondation Saint-Simon**

C'est l'organisation qui a le plus œuvré pour la conversion idéologique de la gauche française au libéralisme économique. Issue des milieux anti-communistes de la Guerre froide, la Fondation Saint-Simon a discrètement rassemblé en France, dans les

années 80 et 90, des personnalités politiques, économiques, culturelles et médiatiques. Entre autres membres éminents : Pierre Rosanvallon, Alain Minc, Francis Mer, Serge July, Laurent Joffrin, Luc Ferry, Alain Finkielkraut, ou encore Christine Ockrent. Membre du Club de La Haye, un réseau international de think tanks animé par la CIA, la Fondation Saint-Simon a éclipsé les intellectuels de la gauche non-atlantiste et imposé une forme de pensée unique en France. De 1982 à 1999, cette Fondation exerça un véritable magistère sur la vie intellectuelle et médiatique française. Dans le prolongement de la « Troisième voie » chère à Raymond Barre, Jacques Delors ou Michel Rocard, elle rassembla une centaine de personnalités issues des cercles libéraux et sociaux-démocrates et développa un discours « ni de gauche, ni de droite ». La Fondation Saint-Simon, devenue trop visible, est dissoute en 1999. Pour plus de détails voir l'article : « La face cachée de la Fondation Saint-Simon par Denis Boneau - [www.voltairenet.org/article12431.html](http://www.voltairenet.org/article12431.html) ».

#### **La French American Foundation :** [www.french-american.org](http://www.french-american.org)

L'opposition politique fondamentale réside aujourd'hui entre ceux qui soutiennent une gouvernance unipolaire du monde sous l'autorité des États-Unis et ceux qui prônent un équilibre des puissances régi par le droit international. À ce niveau, la grille de lecture traditionnelle française opposant une gauche à une droite n'a plus de pertinence – car on retrouve des deux côtés des partisans de la Pax Americana. Une organisation non-lucrative, mais richement dotée, la French American Foundation, a depuis trente ans pour fonction de recruter les jeunes leaders appelés à occuper des postes de dirigeants pour les former au soutien de la politique atlantiste. Pour plus de détails voir l'article : « Un relais des États-Unis en France : la French American Foundation par Pierre Hillard - [www.voltairenet.org/article146888.html](http://www.voltairenet.org/article146888.html) » et le vidéo « Un relais des États-Unis en France - [http://www.dailymotion.com/video/x44tc1\\_pierre-hillard-europe-et-nouvel-ord\\_politics](http://www.dailymotion.com/video/x44tc1_pierre-hillard-europe-et-nouvel-ord_politics) ».

**Le Fond Monétaire International (FMI, ou IMF en anglais) et la Banque Mondiale** dessinent l'économie et l'environnement de la planète par le biais des prêts accordés aux états du Tiers-Monde à condition qu'ils appliquent une politique économique d'inspiration ultra-libérale. IMF: [www.imf.org](http://www.imf.org) - World Bank: [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org) . Si les peuples d'Europe ne se lèvent pas, les banques ramèneront le fascisme : <http://www.legrandsoir.info/si-les-peuples-d-europe-ne-se-levent-pas-les-banques-rameneront-le-fascisme.html>

En savoir plus ? googleliser !

Le signe secret - Le groupe Bilderberg :

[www.dailymotion.com/video/xp9wuu\\_le-signe-secret-le-groupe-bilderberg\\_news](http://www.dailymotion.com/video/xp9wuu_le-signe-secret-le-groupe-bilderberg_news)

[www.dailymotion.com/related/2016346/video/xt4sd\\_the-bilderberg-group\\_events](http://www.dailymotion.com/related/2016346/video/xt4sd_the-bilderberg-group_events)

<http://questionscritiques.free.fr/Bilderberg/conspiration.htm>

[www.syti.net/Organisations/Bilderberg.html](http://www.syti.net/Organisations/Bilderberg.html)

Bilderberg 2007 : Bienvenue aux jusqu'au-boutistes par Daniel Estulin le 21 mai 2007:

[http://questionscritiques.free.fr/Bilderberg/Bilderberg\\_2007\\_210507.htm](http://questionscritiques.free.fr/Bilderberg/Bilderberg_2007_210507.htm)

"Les plus riches ont pris le pouvoir à l'échelle mondiale"- Emmanuel Todd :

<http://blogs.mediapart.fr/blog/corinne-n/150812/les-plus-riches-ont-pris-le-pouvoir-l-echelle-mondiale-emmanuel-todd>

Victoire de l'oligarchie

[www.bvoltaire.fr/pierrehillard/victoire-de-loligarchie,1592](http://www.bvoltaire.fr/pierrehillard/victoire-de-loligarchie,1592)

« Le Siècle » est la matrice de la pensée unique

[www.voltairenet.org/Emmanuel-Ratier-Le-Siecle-est-la](http://www.voltairenet.org/Emmanuel-Ratier-Le-Siecle-est-la)

Le « frère » Mélenchon prétend ne pas connaître le dîner du « Siècle »

[www.youtube.com/watch?v=qR7dwkzDkQs](http://www.youtube.com/watch?v=qR7dwkzDkQs)

Le groupe Bilderberg dénoncé par le député Européen Anglais Gerard Batten: [www.youtube.com/watch?v=NL2TW2kVkLA](http://www.youtube.com/watch?v=NL2TW2kVkLA)

## Complot mondial ?

Il est certain que la démocratie n'est qu'un vernis sur une oligarchie dont la propagande n'a qu'un seul but : conserver le pouvoir à tout prix. Et il n'est pas impossible que cela dégénère en dictature ! les quelques centaines de personnes qui sont dans les organisations que nous avons mentionnées ici, font tout ce qu'elles peuvent pour entretenir la mystification bancaire afin, simplement, de ne pas perdre leur confortable et puissante position. Leurs positions sont loin d'être enviées, parce qu'elles sont responsables de bien des absurdités et des violences de ce monde. Ce qui a pour conséquence d'amener beaucoup de souffrance. Elles ne doivent pas avoir l'esprit très paisible ! Ce serait, finalement, leur rendre un immense service que de les congédier, en France tout au moins, et ceci par un processus politique et démocratique bien évidemment. Elles pourraient ainsi prendre des vacances !

•••

## 2 – Le système monétaire actuel et la pétition « Pour que l'argent serve au lieu d'asservir ».

*Comme plusieurs d'entre vous ici le savent bien, le système monétaire contemporain est purement arbitraire, et la fabrication de l'argent dans le monde ne coûte guère plus que le prix de l'encre et du papier. Clifford Hugh Douglas (Newcastle - Upon Tyne, le 9 mars 1937)*

*Le privilège de créer et de produire de la monnaie est le plus opportun dessein d'un gouvernement. Par l'adoption de ces principes, le besoin ressenti depuis longtemps d'uniformiser la monnaie aux besoins sera satisfait. Les assujettis aux taxes seraient libérés des intérêts. L'argent cesserait d'être le maître pour devenir la servante de l'humanité. Abraham Lincoln*

*Celui qui contrôle l'argent de la nation contrôle la nation. Je crois que les institutions bancaires sont plus dangereuses pour nos libertés qu'une armée debout. Thomas Jefferson, troisième président des USA de 1801 à 1809.*

*L'histoire relate que les banquiers ont utilisé toutes sortes d'abus, intrigues, supercheries et violences possibles pour obtenir le contrôle des gouvernements en contrôlant l'argent et son émission. James Madison, quatrième président des USA de 1809 à 1817.*

*Si les gens de cette nation comprenaient notre système bancaire et monétaire, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin. Henry Ford.*

La monnaie n'est pas créée par un organisme de l'État. En effet depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999, la Banque Centrale Européenne (BCE) s'est vue transférer les compétences des Banques Centrales Nationales (BCN) des États membres. La BCE et les BCN devenus ses sous-traitants forment le Système Européen de Banques Centrales (SEBC). La BCE a le monopole d'émission de la monnaie fiduciaire, autrement dit des pièces et des billets de banque. C'est une institution indépendante selon le traité de Maastricht et elle ne peut en aucun cas accorder un découvert ni aucune autre forme de crédit "aux institutions ou organes de la Communauté, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publiques des États membres ; l'acquisition directe, auprès d'eux, par la BCE ou les banques centrales nationales, des instruments de leur dette est également interdite." (Article 104) et "L'objectif principal du SEBC est de maintenir la stabilité des prix. [...] Sans préjudice de l'objectif de stabilité des prix, le SEBC apporte son soutien aux politiques économiques générales dans la Communauté, en vue de contribuer à la réalisation des objectifs de la Communauté, tels que définis à l'article 2" (article 105, paragraphe 1, du traité). La Communauté se donne pour objectifs d'obtenir un niveau d'emploi élevé et une croissance durable et non inflationniste (article 2 du traité sur l'Union européenne). Autrement dit, l'État français doit financer son déficit en vendant aux organismes privés et à quelques riches investisseurs des bons au trésor. Il s'agit ni plus ni moins de prêts remboursables à plus ou moins long terme et auxquels sont associés des intérêts comme pour n'importe quel prêt contracté par une entreprise ou un particulier. Les détenteurs de ces bons au trésor sont donc les créanciers de l'État.

La BCE a donc le monopole d'émission de la monnaie fiduciaire. Mais la plus grande partie des transactions s'effectuent en monnaie scripturale (chèques, carte bancaire, virements ...) qui est la forme dématérialisée de la monnaie. En 2006 par exemple, il y avait 7 387 milliards d'€ en circulation (agrégat M3 - bulletin N°153 de la Banque de France, septembre 2006) dont seulement 552 milliards d'€ de pièces et de billets. Alors comment sont créés les 6 835 milliards d'€ de monnaie supplémentaire ? Ce sont les banques privées qui créent cet argent par l'intermédiaire du crédit. Certains feront appel ici à une deuxième idée reçue pour se rassurer : "c'est l'épargne qui permet le crédit". En fait non ! le crédit n'est pas réellement limité par la valeur des dépôts effectifs dans une banque, comme on pouvait le lire dans un opuscule édité en 1971 par la Banque de France, La Monnaie et la Politique monétaire : "Les particuliers - même paraît-il certains banquiers - ont du mal à comprendre que les banques aient le pouvoir de créer de la monnaie ! Pour eux, une banque est un endroit où ils déposent de l'argent en compte et c'est ce dépôt qui permettrait à la banque de consentir un crédit à un autre client. Les dépôts permettraient les crédits. Or, cette vue n'est pas conforme à la réalité, car ce sont les crédits qui font les dépôts". Alors, comment ça se passe ? Disons que vous avez besoin de 10 000 € pour acheter une nouvelle voiture. Vous allez voir votre banquier qui étudie vos capacités de "remboursement" et décide s'il va oui ou non vous "prêter" cet argent. Auquel cas il n'a en réalité qu'à inscrire la somme sur votre compte. Il vous fait bien sûr signer quelques papiers, vous engageant à lui rembourser le capital qu'il vous a prêté plus les intérêts convenus sous peine de saisie de vos biens ou d'autres compensations. Eh oui : la monnaie est créée par un simple jeu d'écriture. Le banquier porte à l'actif de son bilan une créance de 10 000 €, et au passif les 10 000 € qu'il vient de mettre sur votre compte. Vous pouvez noter que le banquier n'a pas créé les intérêts qu'il vous demande de payer. Si vous parvenez à rembourser votre prêt, les 10 000 € disparaîtront de la masse monétaire. C'est pourquoi on qualifie ce type de monnaie de temporaire ou encore de "monnaie de crédit". Seuls resteront les intérêts que vous aurez versés. Ils représentent la rémunération du banquier pour avoir créé de l'argent à partir de rien. La seule chose qui permette de limiter l'octroi par les banques de ce type de crédit est une règle prudentielle qui dit qu'une banque ne peut prêter qu'à hauteur de 98% des dépôts qu'elle détient. Toutefois il faut savoir que parmi ces dépôts la majeure partie provient, en définitive, de crédits accordés par d'autres banques à leurs clients, selon le même procédé décrits ci-dessus.

La monnaie n'existe aujourd'hui que sous forme de crédit et donc de dettes. Si tous les citoyens du monde, las de toutes leurs dettes, décident de les régler toutes en même temps, que se passerait-il ? Tout simplement : il n'y aurait plus de monnaie du tout ! En réalité, il est impossible de régler toutes les dettes puisque aucune banque n'a créé la monnaie correspondant aux intérêts demandés. Il est mathématiquement impossible de payer toutes les dettes car pour cela il faudrait plus de monnaie qu'il n'en a été mis en circulation. C'est la vraie raison d'être de la doctrine de la croissance. Nous devons créer toujours plus de crédits afin



de pouvoir rembourser les intérêts. Mais en créant ces crédits nous engendrons de nouveaux intérêts qu'il faudra payer en faisant de nouveaux crédits et ainsi de suite. C'est une spirale sans fin.

L'intérêt est la cause principale de l'inflation, puisque avec un crédit à 5 % par an par exemple, c'est le double de la somme empruntée qui doit être remboursée sur 15 ans, par le jeu des intérêts composés. Sans parler des ravages que font les intérêts à taux variable. L'intérêt est le premier responsable de la pauvreté dans le monde et de l'élargissement de la fracture sociale. Sachez que les prix que vous payez sont constitués à 30-40 % du seul poids des intérêts, comme l'ont mis en évidence dans leurs études Magrit Kennedy et Ralph Becker, vous pouvez imaginer la somme colossale qui est transférée du monde de l'économie réelle au monde financier. À l'origine les intérêts servaient à rémunérer les épargnants dont les dépôts permettaient d'effectuer les prêts, le banquier se payant grâce à la différence des taux. Mais dans le contexte actuel, étant donné la façon dont la monnaie est créée, cela n'est plus justifié. La société civile doit prendre conscience de cette situation aberrante, étudier sérieusement la question et réclamer la fin de ces privilèges honteux et absurdes. Plus le temps passe, et plus la finance internationale s'accapare les vraies richesses du monde (les réserves minières, l'eau, la terre, les biens immobiliers...) qu'elle achète avec de la monnaie de singe.

### Quelques livres :

Les secrets de la Réserve Fédérale – La « London Connection ». Eustace Mullins. Traduit par Jean-François Goulon.. Le retour aux sources éditeur, 2010.

Vive la banqueroute ! comment la France a réglé ses dettes, de Philippe le Bel au général de Gaulle. Ouvrage collectif sous la direction de Thomas Morel et François Ruffin. Fakir éditions, 2012.

Les Secrets de la monnaie – Changer la monnaie pour changer le monde. Gérard Foucher. Editions Yves Michel.

Jacques Duboin : Pourquoi manquons nous de crédits ?, LEDIS, 1961. La Grande Relève des Hommes par la Machine. Les Editions nouvelles, 1932

Michel-Pierre Chélini: Histoire du franc au 20<sup>ème</sup> siècle, Picard, 2001.

### Quelques liens :

100% money (système monétaire à réserves pleines)

[www.agoravox.fr/actualites/economie/article/100-money-systeme-monetaire-a-70665](http://www.agoravox.fr/actualites/economie/article/100-money-systeme-monetaire-a-70665)

La monnaie - du pouvoir d'achat au pouvoir d'être. Un film de Philippe Derudder, pédagogique et positif.

[www.youtube.com/watch?v=XMsoaI4C0Ro](http://www.youtube.com/watch?v=XMsoaI4C0Ro)

Le testament de Maurice Allais (1911-2010) : [www.les-crises.fr/le-testament-de-maurice-allais/](http://www.les-crises.fr/le-testament-de-maurice-allais/)

Le 5 décembre 2009, le journal Marianne a publié le testament politique de Maurice Allais, qu'il a souhaité rédiger sous forme d'une Lettre aux Français.

Le complot de Goldman Sachs. En Allemagne, les banksters sont démasqués à la TV ... et en France !?

[www.dailymotion.com/video/xv622i\\_le-complot-de-goldman-sachs\\_fun](http://www.dailymotion.com/video/xv622i_le-complot-de-goldman-sachs_fun)

Argent dette : Unissons nos indignations pour exiger l'abrogation de l'article 123

[www.agoravox.fr/tribune-libre/article/unissons-nos-indignations-pour-103363](http://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/unissons-nos-indignations-pour-103363)

Création monétaire

[http://fr.wikipedia.org/wiki/Cr%C3%A9ation\\_mon%C3%A9taire](http://fr.wikipedia.org/wiki/Cr%C3%A9ation_mon%C3%A9taire)

Dans le contexte du système dit de Réserves Fractionnaires, l'expansion monétaire est en partie la conséquence de l'effet multiplicateur du crédit.

[http://fr.wikipedia.org/wiki/Effet\\_multiplicateur\\_du\\_cr%C3%A9dit](http://fr.wikipedia.org/wiki/Effet_multiplicateur_du_cr%C3%A9dit)

Loi du 3 janvier 1973 sur la Banque de France

[http://fr.wikipedia.org/wiki/Loi\\_du\\_3\\_janvier\\_1973\\_sur\\_la\\_Banque\\_de\\_France](http://fr.wikipedia.org/wiki/Loi_du_3_janvier_1973_sur_la_Banque_de_France)

POUR COMPRENDRE LA CREATION MONETAIRE

<http://loeildebrutus.over-blog.com/pour-comprendre-la-creation-monetaire>

Frapper monnaie ~ Le déficit public finance la reprise... et la croissance

<http://frappermonnaie.wordpress.com>

La Réserve Fédérale américaine - Le Contrôle de l'argent (Rothschild/Rockefeller). Le scandale de la réserve fédérale américaine, créée par le cartel de 6 méga banques. Le même processus a conduit à la création de banques centrales dépossédant les Etats de la création monétaire, au seul profit d'une oligarchie financière mondialiste, et au détriment de tous les peuples :

[www.youtube.com/watch?v=hPps3un3VE4](http://www.youtube.com/watch?v=hPps3un3VE4)

C'est la Crise finale ! : [www.agoravox.fr/actualites/economie/article/c-est-la- crise-finale-89116](http://www.agoravox.fr/actualites/economie/article/c-est-la- crise-finale-89116)

Aux sources de l'escroquerie de la Réserve Fédérale

<http://aline.dediequez.pagesperso-orange.fr/mariali/picrochole/conspirateurs/conspirateur.htm>

Manifeste pour que l'argent serve au lieu d'asservir : [www.amazon.fr/dp/2703309813/](http://www.amazon.fr/dp/2703309813/)

Les Secrets de la Monnaie – Changer la monnaie pour changer le monde :

<http://libertybooks.eu/boutique/les-secrets-de-la-monnaie-changer-la-monnaie-pour-changer-le-monde/>

SOCIÉTÉ - La crise du crédit pour les nuls : [www.youtube.com/watch?v=PFqHYLsJZ5Y](http://www.youtube.com/watch?v=PFqHYLsJZ5Y)

Monnaie – Dessine-moi du pognon ! : <http://bit.ly/KmPGGI> (page compilation)

The Banking System, Itself, is the ROOT CAUSE of Money System Instability by Paul Grignon : [www.moneyasdebt.net](http://www.moneyasdebt.net)

[http://paulgrignon.net/firms.com/MoneyasDebt/Analysis\\_of\\_Banking.html](http://paulgrignon.net/firms.com/MoneyasDebt/Analysis_of_Banking.html)

Money as Debt 3 - The Rothschild mafia (Paul Grignon): [www.youtube.com/watch?v=f6uuAupT4AQ](http://www.youtube.com/watch?v=f6uuAupT4AQ)

QE3 : LE DÉBUT DE L' APOCALYPSE FINANCIER ? Hyper-inflation en perspective ? toute la monnaie en circulation sur cette planète est de la monnaie de singe ... et il n'est pas impossible que les singes de la FED abusent !

<http://globalpresse.wordpress.com/2012/09/14/qe3-le-debut-de-lapocalypse-financier/>

Un petit rappel sur l'histoire de la FED (loi adoptée le 22 décembre 1913) ... à lire pour ceux qui ne sont pas au courant de l'histoire de la première réunion des banksters. Suivi de l'explication de la plus grande escroquerie de toute l'histoire de l'humanité : <http://liesidot.org.wordpress.com/2011/12/30/la-creation-et-le-controle-de-la-banque-centrale-americaine/>  
The house of Rothschild - the Money's prophets - full 56min: [www.youtube.com/watch?v=Y\\_wkVJcH65s](http://www.youtube.com/watch?v=Y_wkVJcH65s)  
10 raisons pour réformer notre système monétaire par Mark Joób

[http://docs.banks-need-boundaries.net/fr/10\\_raisons\\_pour\\_reformer\\_notre\\_systeme\\_monetaire.pdf](http://docs.banks-need-boundaries.net/fr/10_raisons_pour_reformer_notre_systeme_monetaire.pdf)

Mark Joób est professeur honoraire à la Faculté des sciences économiques de l'University of West Hungary et chercheur à l'Institut d'éthique économique à l'Université St-Gall en Suisse. Il siège également au comité de gestion de l'association suisse «Modernisation monétaire».

## Pour que l'argent serve au lieu d'asservir

*Pétition en ligne : <http://chn.ge/MMb6En> (signée par environ 1000 personnes) adressée au Président de la République française et à son gouvernement.*

D'où vient la DETTE ? Comment faire pour en sortir ? L'austérité n'est pas une fatalité et la croissance n'est pas la solution !

Nous, les 99 %, sommes victimes du système monétaire actuel qui est profondément inique et défectueux : le système monétaire à couverture fractionnaire ou à réserves fractionnaires. Pour dénoncer cette injustice et proposer une solution de remplacement, des citoyens qui s'occupent de questions monétaires depuis de nombreuses années vous proposent de reprendre aux banques le pouvoir de créer la monnaie.

Afin d'assurer tous les besoins d'échanges de la société nous avons besoin d'une nouvelle source de monnaie répartie dans la société de manière régulière, juste, équitable et non associée à une dette. Nous vous invitons pour cela à nous rejoindre dans un mouvement national :

### **Le Mouvement pour une monnaie démocratique - Section française**

Le problème des dettes souveraines a pour origine la loi n°73-7 du 3 janvier 1973, remplacé par les articles 104 (Maastricht) puis 123 (Lisbonne). Alors, quand le gouvernement va-t-il aborder un débat ouvert, serein et sincère sur le fait que les États européens se sont interdit à eux-même de se prêter de l'argent sans intérêt ? Et au delà, une réflexion générale sur notre système monétaire à réserves fractionnaires qui débouche sur un empilage de dettes sans fin et qui nous emprisonne dans une croissance obligatoire afin de payer, jusqu'à la fin des temps, une rente à l'oligarchie financière de la planète ? en clair, la privatisation de la planche à billets est-elle une idée supportable pour un gouvernement socialiste ?

La crise de confiance dans le système bancaire associée au manque de courage des politiques est à la base d'un mélange détonnant, capable de transformer la crise financière en catastrophe politique et sociale irréversible.

Les derniers développements semblent révéler, cependant, une connivence coupable de longue date entre les secteurs public et bancaire qui, en les rendant progressivement interdépendants les uns des autres, a réduit d'autant la capacité de contrôle que le premier était censé exercer sur le second. En effet, les États dépendent, pour le placement de leur dette, des banques, mais celles-ci s'appuient sur les États pour assurer la confiance des contreparties (déposants et autres créanciers) ; ainsi, États et banques dépendent les uns des autres pour assurer leur solvabilité réciproque.

Se sachant en position de force (too big to fail), les banques sont à même d'exercer un chantage sur les gouvernements pour influencer toute législation jugée trop contraignante (Volker rule, etc.). D'autre part, prétextant de la nécessité de renforcer les fonds propres des banques (Bâle III) pour éviter un nouveau sauvetage par le contribuable, les États ont favorisé l'accumulation des profits en fermant délibérément les yeux sur des pratiques comme la manipulation de taux, dont ils étaient pourtant informés.

Les dépositions, tant des banquiers que des régulateurs, devant les Commissions d'enquête parlementaires aux États-Unis et en Grande-Bretagne ont démontré l'ampleur de la relation incestueuse entre les protagonistes. L'expertise étant très largement cantonnée dans le secteur financier, les politiques se sont aisément laissés « mener en bateau » dans des dossiers particulièrement complexes, ignorant des tenants et aboutissants des mesures partielles qu'ils étaient amenés à prendre.

Monsieur le Président, le temps des compromis boiteux avec nos partenaires européens est révolu, il faut s'engager résolument dans l'organisation d'un retour à un État souverain en terme monétaire pour mettre en place une véritable réforme afin que l'État français contrôle la totalité de l'émission monétaire sur son territoire ( réforme dite du 100% money ou système monétaire à réserves pleines : [www.agoravox.fr/actualites/economie/article/100-money-systeme-monetaire-a-70665](http://www.agoravox.fr/actualites/economie/article/100-money-systeme-monetaire-a-70665) . promu par notre seul prix Nobel d'économie : M. Allais).

De façon générale, Monsieur le Président, en tant que socialiste, comment pouvez-vous accepter le système monétaire actuel ? Comment pouvez-vous penser qu'il n'y a pas d'alternative (TINA) ? Comment ne pas voir que l'humanité est en pleine mutation ? Que le capitalisme est en pleine déconfiture ?

## **Pour que l'argent serve au lieu d'asservir !**

Une Nation souveraine a le pouvoir et la légitimité d'émettre sa propre monnaie.

Dette et austérité sont des choix idéologiques.

Savez-vous que

- Les intérêts de la dette publique absorbent la totalité de l'impôt sur le revenu !
- La BCE a prêté 1000 milliards aux banques mais refuse de prêter aux États pour alléger leur fardeau !
- Le retour du droit de création monétaire par la Banque Centrale au service des États leur éviterait de dépendre de la spéculation et leur permettrait de financer les urgences sociales et écologiques !

Au lieu de cela en Grèce des familles en sont réduites à abandonner leurs enfants. En France des postes sont supprimés dans la fonction publique et les emplois disparaissent dans les entreprises. Nos revenus diminuent, on nous oblige à travailler plus longtemps, on ferme des hôpitaux, des maternités, des tribunaux pour cause de déficit budgétaire.

Peut-être vous interrogez-vous, êtes-vous choqué, dépassé ?

### **Pourquoi sauver les banques et non pas les peuples ?**

Pour beaucoup d'entre nous, c'est parfaitement incompréhensible ! Mais c'est malheureusement l'ignorance dans laquelle les populations sont tenues en matière de fonctionnement du système monétaire qui permet de telles aberrations. Bien sûr on peut se dire que tout cela nous dépasse ou que l'on n'y peut rien à notre niveau. Détrompez-vous ! Nous pouvons non seulement résoudre la question de la dette publique, mais en plus nous donner les moyens de financer les immenses chantiers à mettre en œuvre pour permettre à tous une réelle amélioration de la qualité de la vie.

### **Pure utopie pensez-vous ? Certainement pas !**

Contrairement à ce que croient encore certains, ce ne sont pas les États qui émettent la monnaie, mais le système bancaire privé, simplement lorsqu'il accepte une demande de crédit.

- Depuis longtemps, les monnaies ne sont plus liées à un bien réel, même le dollar dont la convertibilité en or a été supprimée le 15 août 1971, ce qui les rend totalement virtuelles ; leurs quantités sont donc potentiellement illimitées et seules les règles définies par les hommes eux-mêmes en limitent l'émission.

- Depuis novembre 1993, l'article 104 du Traité de Maastricht (l'actuel article 123 du traité de Lisbonne) interdit à la BCE ou aux Banques Centrales nationales d'accorder un quelconque crédit aux institutions ou organes publics. Et toute l'Europe est dans la même situation. Cela conduit les États à s'endetter pour obtenir, au prix fort auprès de la finance privée, la monnaie dont ils avaient, s'ils le souhaitaient, le pouvoir d'émission antérieurement !

- C'est ainsi que dans notre pays, de début 1995 à fin 2011 la dette a augmenté de 1150 milliards d'euros. Pendant ce temps nous avons payé (et donc dû emprunter), au seul titre de l'intérêt, plus de 815 milliards d'euros.

Aujourd'hui, pour seulement payer les intérêts, c'est un endettement supplémentaire de plus de 130 millions d'euros par jour. Au final, si nous n'avions pas eu à payer d'intérêts, nous n'aurions qu'une dette publique très faible ne dépassant pas 35% du PIB (Produit Intérieur Brut). Mieux, nous aurions pu, sans risque d'inflation, émettre nos besoins annuels de trésorerie et financer ainsi nos déficits, au lieu de laisser les banques commerciales s'en charger contre intérêt !

### **Ensemble disons « ça suffit ! ».**

Réclamons qu'au minimum la Banque Centrale Européenne (ou la Banque de France si nécessaire) puisse disposer du droit d'émission monétaire et de crédit au bénéfice des collectivités - État, Régions, Départements et Communes - pour financer les investissements nécessaires et raisonnables décidés démocratiquement par la collectivité. C'est aux instances représentatives de la Société de décider, après avis des organismes publics concernés, du montant d'émission monétaire imposé à la Banque Centrale. En situation de sous-emploi et de pénurie, alors que les compétences humaines, les ressources naturelles et la volonté sont présentes, l'argent, toujours issu d'une simple ligne d'écriture, ne peut et ne doit pas manquer. Dans ce cadre, une émission monétaire n'est pas inflationniste.

### **Nous demandons donc aux pouvoirs politiques d'accéder aux demandes suivantes :**

Pour tout ce qui concerne le financement des projets collectifs de l'Eurozone, la Banque Centrale Européenne (BCE) doit pouvoir être contrainte à une émission monétaire centrale, sans échéance et sans intérêts, directement au bénéfice de la collectivité et non à celui des seules banques - en particulier, pour financer la mutation qu'exige le défi technique, social et écologique de notre époque, la recherche, un enseignement ainsi qu'un système de santé de qualité et, en général, pour tout ce qui sera considéré démocratiquement comme nécessaire pour l'amélioration collective durable de la qualité de la vie.

Les statuts et la mission de la Banque Centrale Européenne doivent être revus en conséquence.

A défaut de faire aboutir ce projet au niveau européen, le gouvernement français doit opérer une reprise du droit collectif (donc national) d'émettre la monnaie, éventuellement par émission d'une monnaie nationale complémentaire à l'euro, quitte à se mettre en dissidence à l'égard de l'UE, non par anti européenisme mais pour se donner la possibilité de devenir un modèle d'inspiration des autres Nations.

...

### **Rejoignez le mouvement,**

pas de cotisation, pas d'adhésion, pas d'association loi 1901, faites connaître cette pétition et les liens ci-dessous :

Page d'info relatif à la campagne française de sensibilisation sur l'escroquerie monétaire : <http://bit.ly/KmPGGI>

Retrouver le Mouvement pour une monnaie démocratique (France) ici: <http://bit.ly/LuURq>

Aidez-vous, aidons nos concitoyens à faire connaître cette situation véritablement inadmissible reposant sur des dogmes erronés. Pour soutenir cet appel, faites le circuler par tous moyens à votre disposition, confortez cette action en écrivant directement à votre député et à votre sénateur. Il est essentiel qu'elle arrive en nombre, régulièrement et de toute part sur le bureau des élus et personnalités - notamment de la presse - pour qu'elle ne soit pas traitée à la légère. Notre objectif est que les envois proviennent, nombreux, d'individus, d'associations, de groupes ou d'organismes citoyens. C'est le seul moyen pour que cette question, si importante pour l'avenir des Peuples et de la Planète, soit enfin connue.

Quelques documentaires pour y voir plus clair sur l'escroquerie du système monétaire actuel :

(Ces liens sont sur la page de la pétition)

Les secrets de la réserve fédérale : [www.youtube.com/watch?v=aOgu5Xwpcl0](http://www.youtube.com/watch?v=aOgu5Xwpcl0)

Les Principes du pouvoir : la Propagande - Le Film : [www.youtube.com/watch?v=E5e7dPgdp2A](http://www.youtube.com/watch?v=E5e7dPgdp2A)

Les Principes du pouvoir : l'Empire - Le Film : [www.youtube.com/watch?v=t159G1kNIJc](http://www.youtube.com/watch?v=t159G1kNIJc)

Les Principes du pouvoir : l'Apocalypse - Le Film : [www.youtube.com/watch?v=cCB3iP7tEcc](http://www.youtube.com/watch?v=cCB3iP7tEcc)

Psywar : Guerre Psychologique - Le film : [www.youtube.com/watch?v=2xuoa7tF-x8](http://www.youtube.com/watch?v=2xuoa7tF-x8)

John Perkins on Globalization : [www.youtube.com/watch?v=TFC18pFvolg](http://www.youtube.com/watch?v=TFC18pFvolg)

L'argent Dette (2010) Paul Grignon : [www.youtube.com/watch?v=kgA2-bWXS4](http://www.youtube.com/watch?v=kgA2-bWXS4)

L'Argent Dette 2 - la mafia Rothschild de Paul Grignon : [www.youtube.com/watch?v=c9jfU6q2GpM](http://www.youtube.com/watch?v=c9jfU6q2GpM)

Révolution monétaire. Redonner le contrôle de l'émission monétaire à l'Etat : <http://revolution-monetaire.blogspot.fr>

The Money Masters (sous-titres en français) : [www.youtube.com/watch?v=pYvOoXFfJ\\_k](http://www.youtube.com/watch?v=pYvOoXFfJ_k)

The Secret of Oz – VF : [www.youtube.com/watch?v=Jsk-FdJwL60](http://www.youtube.com/watch?v=Jsk-FdJwL60)

Loi de 73 Rothschild-Pompidou-Giscard d'ou la dette de la France : [www.youtube.com/watch?v=QTp44QfsrPc&](http://www.youtube.com/watch?v=QTp44QfsrPc&)

Le signe secret - Le groupe Bilderberg : [www.dailymotion.com/video/xp9wuw\\_le-signe-secret-le-groupe-bilderberg\\_news](http://www.dailymotion.com/video/xp9wuw_le-signe-secret-le-groupe-bilderberg_news)

John Perkins « mémoires d'un assassin financier » : [www.dailymotion.com/video/xa636d\\_john-perkins-confessions-d-un-corr\\_u\\_news](http://www.dailymotion.com/video/xa636d_john-perkins-confessions-d-un-corr_u_news)

Une mise au point indispensable par un des grands penseurs contemporains sur le socialisme, la démocratie et sur notre véritable pouvoir en tant qu'individu : [www.youtube.com/watch?feature=player\\_embedded&v=Lbd7a4e02RI](http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=Lbd7a4e02RI)

La crise du crédit pour les nuls : [www.youtube.com/watch?v=PFqHYLsJZ5Y](http://www.youtube.com/watch?v=PFqHYLsJZ5Y)

La Consommation par La Terreur 1/3 : [www.dailymotion.com/video/xe5gqu\\_la-consommation-par-la-terreur-1-3\\_news](http://www.dailymotion.com/video/xe5gqu_la-consommation-par-la-terreur-1-3_news)

Maladies à vendre (les inventeurs de maladies) : [www.youtube.com/watch?v=HXJIB7WESmw](http://www.youtube.com/watch?v=HXJIB7WESmw)

Autres documentaires : <http://jaiundoute.com>

•••

### 3 – Agriculture : états des lieux et associations.

*Ne pouvant produire sans épuiser, détruire et polluer, le modèle dominant contient en fait les germes de sa propre destruction et nécessité d'urgence des alternatives fondées sur la dynamique du Vivant.* Pierre Rabhi

La Planète se meurt d'extraction, se meurt de combustion. La Planète Terre s'enlise, s'ensable, se désertifie. Au cours des 20 dernières années, environ 300 millions d'hectares (six fois la surface de la France) de forêt tropicales, ont été détruits pour implanter des domaines fermiers et des pâturages ou des plantations à grande échelle d'huile de palme, de caoutchouc, de soja, de canne à sucre et autres récoltes. A l'échelle planétaire, ce sont 1370 hectares de sol qui sont désertifiés à jamais toutes les heures, ce qui fait 12 millions d'hectares chaque année, l'équivalent de la moitié de la surface agricole de la France. Au Mexique, la désertification chasse 700 000 paysans tous les ans vers les cités ou vers les USA. En Australie, parler de catastrophe n'est tout au plus qu'un euphémisme. Ce pays se prépare à sa septième année consécutive de sécheresse. L'Australie sera sans doute le premier pays dit "occidental" à être ruiné par les processus de salinisation et de désertification: certaines terres Australiennes ont des concentrations de sel trois fois supérieures à celles de l'océan. Il aura fallu à la société occidentale un siècle et demi d'agriculture et d'élevage intensifs pour transformer l'Australie en un désert. Fast-food and fast-destruction! Faut-il vous l'emballer ou est-ce pour "consumer" de suite? Un record que même les USA n'ont pas réussi à battre: ils n'ont perdu, en 150 ans de colonialisme, que 75 % de leur humus! C'est 150 cm d'humus qui est parti à tout jamais dans les océans. En région tempérée, il faut 500 ans pour produire naturellement 2,5 cm d'humus. Cela veut dire qu'il faudra à la nature 30 000 années pour régénérer ce patrimoine humique aux USA. En Europe, le taux moyen d'érosion du sol est de 17 tonnes par hectare et par année alors que le taux moyen de formation du sol est d'1 tonne par hectare et par année.

A l'érosion s'ajoute la destruction des sols brûlés par l'agriculture toxique. Ne nous méprenons pas: de nombreuses régions Françaises ne sont peut-être pas des déserts de sable mais elles sont des déserts en gestation. L'agriculture occidentale moderne est une agriculture hors-sol produisant des aliments-poisons. C'est une agriculture qui bombarde le sol de tout un arsenal de produits toxiques. Il faut se rendre à l'évidence: la communauté internationale a décidé de laisser mourir de soif, ou de maladies liées à des eaux souillées, toute une partie de l'humanité. C'est une question de survie pour leur agriculture moderne qui consomme quasiment 90 % de l'eau douce de toute la planète. L'agriculture moderne non seulement désertifie les sols, non seulement empoisonne les humains et les animaux mais en plus, elle épuise les réserves d'eau douce. Les variétés modernes de maïs sont la quintessence de ce délire agricole. Un hectare de maïs requiert, aux USA, au moins 5 millions de litres d'eau mais en raison de l'évaporation, ce sont 8 millions de litres d'eau qu'il faut amener par hectare. Ce qui fait 1000 litres d'eau par kilo de maïs produit. Les variétés de maïs traditionnelles pouvaient croître dans les déserts du Mexique ou de l'Arizona. Les Hopis,

par exemple, semaient leur maïs à 30 ou 40 cm de profondeur dans le sable du désert avec des bâtons à semer. C'est l'agronomie moderne qui a fait du maïs une pompe à eau. Et comme les réserves d'eau sont en train de baisser sur toute la planète, les apprentis-sorciers du bricolage génétique nous promettent de nouvelles variétés de maïs chimériques résistantes à la sécheresse.

La consommation de viande, au niveau planétaire, rappelons-le, est passée de 44 millions de tonnes en 1950 à 265 millions de tonnes en 2005. Et cette tendance ne fait que s'amplifier. Selon l'Université de Californie, il faut 44 000 litres d'eau pour produire 1 kilo de viande de boeuf, 13 700 litres d'eau pour produire 1 kilo de viande porc et 6 800 litres d'eau pour produire 1 kilo de viande de poulet. Aux USA, 65 % des productions agricoles sont destinées à nourrir le bétail (contre 1 % en Inde). Sur le plan mondial, la production de grains est de 1985 millions de tonnes dont 60 % sont consommés par l'homme, 36 % sont utilisés comme aliment pour le bétail et 3 % sont brûlés comme fuel. Si on raisonne en termes de calories, il faut 50 fois plus d'eau pour produire une calorie de viande qu'une calorie de pomme de terre. Ces quelques chiffres nous aident à mieux comprendre le dilemme de la planète que l'on pourrait (presque) résumer comme un choix entre l'eau pour les pauvres ou de la viande pour les riches. Le dilemme se complexifie, en fait, car les riches, maintenant, non seulement veulent de la viande, et encore plus de viande, mais ils veulent aussi des agro-carburants pour faire rouler leurs voitures. La folie des nécro-carburants est ainsi en train de se répandre comme une peste sur toute la planète. Elle accentue d'autant plus la pénurie de l'eau car il faut jusqu'à 3600 litres d'eau pour produire un litre d'éthanol (à partir de 2,5 kilos de maïs). En 2006, aux USA, 20 % de la production nationale de maïs (à savoir 55 millions sur les 270 millions de tonnes produites) a été brûlée dans les centrales à éthanol.

L'irrigation intensive des cultures n'existe que parce que la structure des sols a été complètement détruite et parce qu'aussi, l'industrie a inventé des arroseurs mécaniques. L'irrigation intensive des terres agricoles provoque un énorme problème de salinisation sur toute la planète. Le troisième aspect est lié à la déforestation. Les 300 millions d'hectares de forêts tropicales qui ont été détruits durant ces 20 dernières années, l'ont été en grande partie pour des productions agricoles. C'est une catastrophe planétaire car les forêts sont non seulement un poumon mais une immense réserve d'eau. L'arbre, par essence, appelle la pluie. Et quand la pluie vient, elle percole sans aucun ruissellement. La déforestation chasse la pluie et amène la sécheresse. Et si jamais la pluie vient, elle ne percole plus, elle ne fait que ruisseler et générer des inondations qui aggravent l'érosion des sols.

Selon les enquêtes publiées par l'IFEN en 2005 en France, 96% "seulement" de nos cours d'eaux et 61% "seulement" de nos nappes phréatiques sont pollués par "seulement" 230 pesticides : la molécule la plus présente étant l'atrazine qui génère cancers (du sein et des ovaires), maladies cardio-vasculaires, dégénérescences musculaires, lésions des poumons et des reins, etc. Aux USA et au Canada, des études sérieuses ont mis en évidence la présence, dans les eaux, de très nombreuses substances: estrone, ethinylestradiol (venant des pilules contraceptives), des anti-inflammatoires, des remèdes contre le cancer, des tranquillisants, etc. Aux USA, chaque année un million de patients cancéreux sont traités par chimiothérapie. Ces patients génèrent approximativement, chaque année, 650 000 tonnes d'excréments qui sont évacuées dans les égouts. Des chercheurs se sont aperçus que toutes les substances utilisées en chimiothérapie sortaient intactes des systèmes de retraitement d'eau. Toutes ces substances sont mutagènes, carcinogènes, tératogènes et embryotoxiques.

En 2005, en Suisse, une thèse de doctorat a porté sur la contamination de l'environnement par les substances pharmaceutiques. (recherche de Tauxe Würsch, Annick ; Tarradellas, Joseph). "Dans la première partie de cette recherche, la présence et le devenir de cinq médicaments très utilisés (Acide Clofibrique, Ibuprofène, Kétoprofène, Acide Méfénamique et Diclofénac) ont été analysés dans trois STEPs durant quatre à sept jours consécutifs. L'Ibuprofène, le Kétoprofène, l'Acide Méfénamique et le Diclofénac sont des anti-inflammatoires (NSAIDs). L'Ibuprofène et l'Acide Méfénamique sont les médicaments les plus vendus de cette étude: 17 tonnes par an et par substance en Suisse. L'Acide Clofibrique est un métabolite du clofibrate, de l'étofibrate et du clofibrate d'étofylline. Ces substances hypolipémiantes sont utilisées pour abaisser les concentrations plasmatiques élevées de cholestérol et de triglycérides. La méthode analytique développée pour analyser ces cinq médicaments permet de récupérer généralement plus de 70% de ces composés. Les limites de détection (5-15 ng/l) permettent la détection de ces substances dans les échantillons d'eaux usées. L'eau de boisson, l'eau d'irrigation, est devenue un dangereux cocktail de pesticides, de produits pharmaceutiques et de résidus industriels. Et pour couronner le tout, l'eau, bien précieux et bien collectif de l'humanité, est devenue une affaire privée dans les griffes de quelques multinationales mafieuses. Voleurs d'eau, Voleurs de terre, Pollueurs d'eau, Pollueurs de terre, ce sont les mêmes!

Les vers de terre peuvent abonder dans des terres fertiles et saines. Une prairie permanente non traitée peut en compter de 150 à 400 par mètre carré, à savoir d'1,5 à 4 millions d'individus par hectare, ce qui représente une masse d'1 à 3 tonnes de vers par hectare. En comparaison, un vignoble ou un champ de céréales maltraités par l'agriculture industrielle et toxique n'en contient que d'un à trois individus par mètre carré. A savoir 130 fois moins. Les vers de terre sont la clé de la fertilité des sols. Les vers de terre sont de grands percolateurs: toutes les eaux de pluie, y compris de violentes pluies d'orages, (jusqu'à 160 mm d'eau par heure) peuvent être absorbées par le sol grâce au travail d'élaboration de galeries. Les vers de terre sont de grands digesteurs: une biomasse moyenne de vers de terre (environ une tonne par hectare) ingère, en une année, 400 tonnes par hectare de terre et de matière organique (jusqu'à 1 000 tonnes dans les zones tropicales). Les vers de terre sont, ainsi, de grands régulateurs biologiques du sol, grâce à leur grande capacité d'interaction avec les micro-organismes. Ils produisent du mucus (qui est un substrat organique très énergétique) qu'ils mélangent dans leur tube digestif avec le sol ingéré (qui contient des particules minérales, organiques, et de la microflore) et de l'eau. Leur système digestif mutualiste crée ainsi un milieu idéal pour les bactéries dormantes dans le sol ingéré: elles réactivent leurs capacités enzymatiques et digèrent la matière organique. Les vers de terre, source par excellence de fertilité, ont "déserté" les terres agricoles qui sont devenues les poubelles toxiques de l'agro-industrie. Quel pourcentage de vers subsiste dans les terres agricoles françaises, par exemple? Le calcul est simple. Comme

l'agriculture biologique ne représente que 2 % des surfaces et que les vers de terre ne survivent pas dans les terres massacrées par l'agro-chimie, ce sont donc 98 % des vers de terre qui ont disparu.

Selon la FAO, la surface moyenne de terre arable par habitant était de 0,32 hectare en 1962 (pour une population mondiale de 3,2 milliards), de 0,21 hectare en 1998 (pour une population mondiale de 6 milliards) et sera de 0,16 hectare en 2030 (pour une population mondiale estimée à 8,3 milliards). Selon certains experts indépendants, les projections ci-dessus sont hautement optimistes car la surface moyenne de terre arable par habitant dans les pays pauvres sera seulement de 0,09 hectare en 2014. Elle n'était déjà que de 0,08 hectare en 1996 en Chine. Quel est l'état de la production de grains à l'échelle planétaire? L'an passé, l'Australie n'a produit que 10 millions de tonnes de blé au lieu des 21 millions escomptées. En Chine, ces dernières années, la production de blé est tombée en-dessous de 100 millions de tonnes alors qu'elle avait été de 127 millions de tonnes en 1997. Cette baisse est imputable à la pénurie en eau. En fait, les pays grands producteurs de grains, les USA, la Chine, l'Inde, l'Australie, la France sont confrontés à de graves pénuries d'eau. Dans le sud-ouest de la France, des agriculteurs abandonnent la culture du maïs irrigué. Au niveau mondial, les stocks sont au plus bas depuis 35 années. Ils étaient de 57 jours à fin 2006. Les cours des denrées alimentaires flambent. Aux USA, 115 % d'augmentation pour le maïs en 15 mois. Selon des scénarios réalistes, de grandes crises alimentaires vont se profiler d'ici 2010.

Le Titanic agricole est en train de sombrer et c'est un tsunami alimentaire qu'il va provoquer. Une civilisation qui détruit ses semences, qui détruit ses sols, qui détruit ses eaux, qui détruit ses enfants, c'est une civilisation en train de mourir. La civilisation occidentale est moribonde. Va-t-elle entraîner le reste de l'humanité et tous les écosystèmes dans son sillage? Dans le passé de l'humanité, de nombreuses civilisations ont émergé et puis disparu, parfois à la suite de la désertification de leurs terres. Ce qui caractérise notre civilisation occidentale, cependant, c'est sa capacité à détruire tout ce qu'elle touche. Elle génère un désert d'amplitude planétaire. Peut-être la mission de l'humanité future et survivante sera-t-elle de réapproviser le désert?

[www.terre-humanisme.org](http://www.terre-humanisme.org) - Terre & Humanisme: la préservation de la terre nourricière et l'éveil de l'humanisme comme deux éléments fondamentaux et indissociables... Créée en 1994 sous le nom des "Amis de Pierre Rabhi", rebaptisée en 1999, l'association Terre & Humanisme oeuvre pour la transmission de l'agroécologie comme pratique et éthique visant l'amélioration de la condition de l'être humain et de son environnement naturel. A travers des activités de formation et de sensibilisation, elle place au coeur de ses engagements la contribution active à l'autonomie, la sécurité et la salubrité alimentaires des populations, ainsi que la préservation et la régénération des patrimoines nourriciers.

<https://kokopelli-semences.fr> - Kokopelli a perdu ! Les verdicts sont tombés, l'Association est lourdement condamnée : 12.000 € pour le grainetier Baumaux ; 23.000 € pour l'état et la fédération des industriels de la semence (FNPSPF). Malgré les directives européennes, les avis de l'ONU, du Sénat, de scientifiques, d'agronomes affirmant l'urgence de sauvegarder la biodiversité végétale alimentaire, l'état français refuse de libérer l'accès aux semences anciennes pour tout un chacun. Nous avons eu droit au grenelle de l'environnement : il faut sauver la biodiversité ! alors pourquoi condamner une association qui sauvegarde avec ses adhérents et ses sympathisants, plus de 2500 variétés en risque de disparition ? Pourquoi condamner ces semences dont la FAO reconnaît qu'elles sont une des solutions pour assurer la souveraineté alimentaire, face aux dérèglements climatiques et à l'augmentation de la population mondiale ? Pourquoi les mêmes variétés, selon qu'elles sont vendues par KOKOPELLI ou d'autres opérateurs entraînent condamnation ou mansuétude ? L'association propose aux jardiniers, aux paysans, d'être autonomes et responsables, face au vivant. Dans notre société du tout marchandise, c'est intolérable. Le plus grand grief (sous jacent) fait aux semences anciennes ou de pays, est d'être reproductibles et qui plus est adaptables à de très nombreuses conditions de cultures, sans le soutien de l'agro chimie. Voilà la faute de KOKOPELLI : conserver le levain des savoirs populaires, agronomiques et génétiques. A l'heure où l'on veut nous faire croire que le tout hybride, OGM, chimique, énergie fossile, sont les seules possibilités d'assurer notre alimentation, propager l'autonomie semencière par l'exemple est devenu répréhensible. Ce qu'il faut retenir de ces condamnations, c'est la volonté affichée d'éradiquer les alternatives techniques et semencières autonomes. Il est intéressant de noter la similitude des actions et de la répression envers les faucheurs volontaires, les amis de l'ortie, les défenseurs de l'herboristerie et KOKOPELLI : chacun cherche à sa façon, à protéger et promouvoir la vie et la continuité des savoirs. Pour notre gouvernement, tout cela est devenu répréhensible !

[www.libertterre.fr](http://www.libertterre.fr) - Pour libérer la Terre, la vie et les consciences de la tyrannie des croyances occidentales.

[www.confederationpaysanne.fr](http://www.confederationpaysanne.fr) - La Confédération paysanne est, par son importance, le 2e syndicat agricole français. Elle remet en cause le modèle agricole productiviste des 40 dernières années qui a engendré : surproductions, crises sanitaires, dégradation des ressources naturelles disparités entre régions françaises, européennes et mondiales et diminution continue du nombre de paysans.

...

## 4 – Le mouvement des Colibris et leur plan.

Le mouvement compte aujourd'hui plus de 60 000 personnes (en 2012) et des dizaines de groupes Colibris partout en France. C'est 20 000 de plus qu'il y a un an. C'est une force citoyenne émergente ([www.colibris-lemouvement.org](http://www.colibris-lemouvement.org)) et les colibris ont un plan : reprendre le pouvoir sur l'économie, l'agriculture, l'éducation, la démocratie, l'énergie, dès 2013. [www.colibris-lemouvement.org/agir/la-revolution-des-colibris](http://www.colibris-lemouvement.org/agir/la-revolution-des-colibris) . Pour cela, ils ont regroupé les propositions recueillies lors des forums TNT

et de l'Université des colibris, ainsi que des recommandations d'experts, pour élaborer un Plan de Transition de la société, à destination de tous : citoyens, entrepreneurs et élus. Si nos responsables politiques ne proposent pas toutes les transformations que nous pensons nécessaires, nous pouvons commencer à leur montrer le chemin ! C'est un véritable exercice démocratique. Dans 5 grands domaines (économie, agriculture, énergie, éducation et démocratie), ils ont compilé les réflexions et les propositions issues des 27 forums organisés par Colibris à travers toute la France, qui ont réunis plus 2000 personnes dans 700 ateliers. Elles sont regroupées, synthétisées, et adjointes à des propositions d'experts et d'organisations qui travaillent ardemment sur ces questions depuis des années telles que l'association NegaWatt pour l'énergie, le collectif d'agronomes Solagro pour l'agriculture, le réseau américain d'entrepreneurs et de citoyens BALLE (Business Alliance for Local Living Economies) pour l'économie. Le résultat est une véritable feuille de route alternative, destinée à tous, tant pour stimuler les esprits, ouvrir un nouvel imaginaire, que pour agir, dès aujourd'hui. La première version est en ligne ici:

[www.colibris-lemouvement.org/sites/default/files/contents/files/Plan\\_des\\_colibris.pdf](http://www.colibris-lemouvement.org/sites/default/files/contents/files/Plan_des_colibris.pdf)

Tous ceux qui le souhaitent sont invités à l'enrichir et à le bonifier. Tous les six mois, une nouvelle version sera publiée, intégrant le meilleur des apports recueillis.

...

## 5 – Fraternité Citoyenne.

Association loi 1901 qui a pour mission la promotion et les mises à jour de l'avant projet du programme:

« Non-violence et force de la vérité. Un nouveau paradigme, une nouvelle civilisation, un véritable socialisme. Bienvenu dans la France du 3e millénaire ».

Version 1.01 du 18 février 2013

- le texte complet en un seul clic: <http://bit.ly/13ePmsy>
- en 11 sections sur le blog officiel: <http://fraternitecitoyenne.blog4ever.com>

Groupe sur fb: <http://on.fb.me/10Qefbn> (+ de 2000 membres).

Toutes les publications de FC: <http://bit.ly/YVleNd> - [http://fr.scribd.com/marc\\_jutier/documents](http://fr.scribd.com/marc_jutier/documents) ( Version abrégée 1.02-a du 9 août 2013, Version 1.01, Nouvelle Civilisation, MONNAIE)

Pour contacter les correspondants départementaux de *Fraternité Citoyenne* aller sur le blog officiel: <http://bit.ly/VS0g5u>

Accepteriez-vous d'être correspondant de ce programme dans votre département ?

Lettres envoyées aux parlementaires du PS: <http://bit.ly/14PmcCa>

Notez que le nom de domaine [www.fraternitecitoyenne.org](http://www.fraternitecitoyenne.org) a été la propriété de l'association en 2010 et en 2011 ; ce nom de domaine a été abandonné en 2012.

...

## 6 – Auteurs, ouvrages & textes à lire

- René Dumont auteur de : L'utopie ou la mort. Le monde est mal parti : chez les pauvres, la famine ; chez les riches l'asphyxie. L'égoïsme des nantis nous condamne tous à la mort, Seuil collection Politique, 1973. Ouvrez les yeux ! Le 21<sup>e</sup> siècle est mal parti par, Politis, éditions arléa, 1995. Et aussi : Un monde intolérable ; Pour en finir avec la société du gaspillage ; Les Raisons de la colère.

- Dalaï-lama auteur de : Tout l'univers dans un atome. Science et bouddhisme, une invitation au dialogue du Dalaï-lama (Ed. Laffont, 2006). Allocution à Rio le 7 juin 1992 : [www.jutier.net/contenu/dalailam.htm](http://www.jutier.net/contenu/dalailam.htm) et aussi : Le pouvoir de la bonté, fondement majeur de la philosophie et de l'action politique du Dalaï-lama. Textes réunis par Sydnez Piburn, préface de Matthieu Ricard, Marabout, 2006.

- Serge Latouche auteur de : Survivre au développement, de la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative, mille et une nuits, 2005. L'invention de l'économie, Albin Michel, 2005. La mégamachine, Ed. La Découverte/Mauss. 1995. Réédition 2004. Les mirages de l'occidentalisation du monde : [www.jutier.net/contenu/slatouch.htm](http://www.jutier.net/contenu/slatouch.htm)

- Noam Chomsky : [www.chomsky.info](http://www.chomsky.info)

- Cornelius Castoriadis : [www.castoriadis.org](http://www.castoriadis.org)

- Karl Polanyi (1886-1964) : [www.karlpolanyi.org](http://www.karlpolanyi.org)

- André-Jacques Holbecq auteur de : Un regard citoyen sur l'économie, Yves Michel, 2002. Sites : [www.fauxmonnayers.org](http://www.fauxmonnayers.org) ; <http://tiki.societal.org> ; [www.10mensonges.org](http://www.10mensonges.org)

- Philippe Derudder, auteur de : La renaissance du plein emploi ou la forêt derrière l'arbre, Ed. Guy Trédaniel, 1997. Rendre la création monétaire à la société civile, Ed Y. Michel.

Co-écrit avec A-J. Holbecq : Les 10 plus gros mensonges sur l'économie, Dangles, 2007. La dette publique, une affaire rentable, Y. Michel.

Plaidoyer pour l'altruisme : La force de la bienveillance de Matthieu Ricard, éditions Nil, 2013.

Guide des Alternatives 12000 références et adresses pour un autre futur, éditions du Fraysse.

Vivre et penser comme des porcs par Gilles Châtelet, folio actuel.

Les évangélistes du marché, les intellectuels britannique et le néo-libéralisme par Keith Dixon, Raisons d'agir éditions, 1998.

Les nouveaux chiens de garde par Serge Halimi, éditions Liber-Raisons D'agir, 1998.

Fonds de pension, piège à cons ? Mirage de la démocratie actionnariale par Frédéric Lordon, 1998.

La fin du Travail par Jeremy Rifkin, la Découverte/Poche, 1997.

Le défi du 21<sup>e</sup> siècle, une vision écologiste du monde par Edouard Goldsmith, éditions du rocher, Conscience de la terre, 1994.  
Rééditer en 2002 sous le titre : Le Tao de l'écologie.  
Cette crise qui n'en est pas une de François Partant, Ed. de l'Harmattan, 1994. Pour qui travailler ? F.  
Partant : [www.jutier.net/contenu/fpartant.htm](http://www.jutier.net/contenu/fpartant.htm)  
Défaire le développement – Refaire le monde. 30 intervenants du colloque de mars 2002 à Paris, Ed. Paragon.  
La civilisation technicienne à la dérive, les rendements décroissants de la technologie, O. Giarini et H. Loubergé, Dunod, 1979.  
Impasse Adam Smith de Jean-Claude Michéa, Climats, 2002.  
Biopiracy, the plunder of nature and knowledge by Vandana Shiva, South end Press  
Ecologie spirituelle, pour renouer avec la nature par Jim Nollman, éditions Jouvence, 1991.  
Pourquoi le socialisme? d'Albert Einstein : [www.jutier.net/contenu/alberteinstein.htm](http://www.jutier.net/contenu/alberteinstein.htm)  
La Grande Implosion de Pierre Thuillier : [www.jutier.net/contenu/ptuilie.htm](http://www.jutier.net/contenu/ptuilie.htm) (extrait) Ed. Fayard, 1995.  
Les 27 principes régulièrement bafoués de la déclaration de Rio signée pourtant par 158 chefs d'état :  
[www.jutier.net/contenu/27prin.htm](http://www.jutier.net/contenu/27prin.htm)

Esprit Science : dialogue entre Orient et Occident. Ce colloque, qui faisait partie du programme du département de formation médicale continue de l'université d'Harvard, s'est tenu le 24 mars 1991 à Cambridge : [www.jutier.net/contenu/2903.htm](http://www.jutier.net/contenu/2903.htm) - [www.mindandlife.org](http://www.mindandlife.org)

...

## 7 – Citations

*Le monde contient bien assez pour les besoins de chacun mais pas assez pour la cupidité de tous.  
Vivre tous simplement pour que tous puissent simplement vivre.  
Vis comme si tu devais mourir demain. Apprends comme si tu devais vivre toujours.  
Une erreur ne devient pas vérité parce que tout le monde y croit !  
Un arbre qui tombe fait beaucoup de bruit, une forêt en germination ne fait aucun bruit.  
There is no God higher than truth (Il n'y a pas de Dieu supérieur à la vérité).*  
M. K. GANDHI.

*Avec nos pensées, nous créons le monde.* Bouddha

*Aucun problème ne peut être résolu sans changer le niveau de conscience qui l'a engendré. L'imagination est plus importante que le savoir.* Albert Einstein

*Le capitalisme a le pouvoir de transformer en drogue, immédiatement et continuellement, le venin qui lui est lancé au visage, et de s'en délecter.* Bertolt Brecht

*Pourquoi tout ce qui est bon pour nos corps, nos communautés, notre monde, notre planète, est-il appelé « alternatif » ?* Julia Butterfly

*La bravoure est encore la plus sûre des attitudes. Les choses perdent de leur épouvante à être regardées en face.* Alexandra David-Neel

*L'homme le plus heureux est celui qui fait le bonheur d'un plus grand nombre d'autres.* Diderot

*Laissez-vous guider par votre rêve, même si vous devez momentanément le mettre de côté pour trouver un emploi ou payer votre loyer. Et restez toujours ouvert aux opportunités de sortir du cadre pour mener la vie et faire les choses qui vous inspirent profondément... n'ayez pas peur.* Jane Goodall

*Nous ne devons pas attendre que la crise de notre société atteigne un point de non retour. Nous devons agir ! Chaque personne peut agir. Si chacun fait la part qui lui revient, aussi modeste soit-elle, nous pouvons tous ensemble arriver à faire ce qui est nécessaire.* Mikhaël Gorbatchev

*Nous devons tirer nos règles de comportement du monde naturel. Nous devons respecter, avec l'humilité des Sages, les limites de la nature et le mystère qu'elles cachent, en reconnaissant qu'il y a quelque chose dans l'ordre du vivant qui dépasse très évidemment toute notre compétence.* Vaclav Havel

*Il n'est rien au monde d'aussi puissant qu'une idée dont l'heure est venue.* Victor Hugo

*Être conscient que demain existera et que je peux avoir une influence sur lui est le propre de l'homme.* Albert Jacquard

*Le monde déteste le changement, c'est pourtant la seule chose qui lui a permis de progresser.* Charles F. Kettering



*Les problèmes du monde ne peuvent être résolus par des sceptiques ou des cyniques dont les horizons se limitent aux réalités évidentes. Nous avons besoin d'hommes capables d'imaginer ce qui n'a jamais existé.* John F. Kennedy

*Ne doutez jamais qu'un petit groupe d'individus conscients et engagés puisse changer le monde. C'est même de cette façon que cela s'est toujours produit.* Margaret Mead

*Nous n'héritons pas la Terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants.* Antoine de Saint-Exupéry

*Dans la vie, il y a deux catégories d'individus : ceux qui regardent le monde tel qu'il est et se demandent pourquoi et ceux qui imaginent le monde tel qu'il devrait être et qui se disent : pourquoi pas ? L'homme raisonnable s'adapte au monde, l'homme déraisonnable s'obstine à essayer d'adapter le monde à lui même. Tout progrès dépend donc de l'homme déraisonnable.* George Bernard Shaw

*Le problème dans une course de rats est que même si vous arrivez en tête, vous n'en êtes pas moins un rat.* Lily Tomlin

*Je crois absolument dans une planification mondiale totale de l'économie, des affaires sociales, de la politique, de l'armée. Nous sommes à la veille d'une transformation globale. Tout ce dont nous avons besoin est la bonne crise majeure, et les nations vont accepter le Nouvel Ordre Mondial.*

*Quelques-uns croient même que nous (la famille Rockefeller) faisons partie d'une cabale secrète travaillant contre les meilleurs intérêts des USA, caractérisant ma famille et moi en tant qu'internationalistes et conspirant avec d'autres autour de la Terre pour construire une politique globale plus intégrée ainsi qu'une structure économique – un seul monde si vous voulez. Si cela est l'accusation, je suis coupable et fier de l'être.* David Rockefeller dans ses mémoires.

*Quelque chose doit remplacer les gouvernements, et le pouvoir privé me semble l'entité adéquate pour le faire.* David Rockefeller dans Newsweek International du 1er février 1999.

*Nous aurons un gouvernement mondial, que nous le voulions ou non. La seule question est à savoir si le Gouvernement Mondial sera instauré par l'adhésion, ou par la conquête.* James Paul Warburg (1896-1969), officier de l'OSS et membre du CFR, le 7 février 1950, devant le Sénat des États-Unis.

*Le but du Concil On Foreign Relations est la dilution de la souveraineté américaine et de l'indépendance nationale dans un tout puissant gouvernement mondial unique.* Chester Ward, Amiral à la retraite, et ancien membre du Council on Foreign Relations, dans un mémo en 1975.

*Nous invoquons la Terre, notre demeure, ses merveilleux abîmes et ses hauteurs fulgurantes, sa vitalité et sa profusion de vie, et tous ensemble nous lui demandons de nous enseigner et de nous montrer le chemin. Nous invoquons les montagnes, les cascades et les Olympes, les hautes vallées verdoyantes et les prairies couvertes de fleurs sauvages, les neiges éternelles, les sommets silencieux et nous leur demandons de nous enseigner et de nous montrer le chemin. Nous invoquons les eaux qui couvrent la Terre d'un horizon à l'autre, qui coulent dans nos rivières et nos ruisseaux, qui tombent sur nos jardins et nos champs, et nous leur demandons de nous enseigner et de nous montrer le chemin. Nous invoquons la Terre qui fait pousser notre nourriture, le sol nourricier, les champs fertiles, les jardins et les vergers abondants et nous leur demandons de nous enseigner et de nous montrer le chemin. Et enfin, nous invoquons ce que nous avons de plus sacré, la présence et la puissance du Grand Esprit d'amour et de vérité qui baigne tout l'univers et nous lui demandons d'être avec nous pour nous enseigner et nous montrer le chemin.* Bénédiction Chinook.

*Dans chacune de nos délibérations, nous devons réfléchir aux effets de nos décisions sur les sept générations à venir.* Chaque réunion du conseil tribal des Iroquois commençait par le rappel de cette obligation.

*En vérité, le chemin importe peu, la volonté d'arriver suffit à tout.* Albert Camus

*La philosophie a préparé, commencé, favorisé la révolution actuelle, cela est incontestable. Mais les écrits ne suffisent pas, il faut des actions.* Jean-Paul Marat (1743 -1793).

*L'ère du monde fini a commencer.* Paul Valéry.

*Il faut savoir que les choses sont sans espoir. Et tout faire pour les changer.* Rainer Maria Rilke

*Une croissance indéfinie est impossible, nous n'avons qu'une seule Terre, mais une civilisation du bonheur est possible. Les solutions existent, mais l'opinion les ignore car les structures actuelles et les détenteurs des pouvoirs économique et politique s'y opposent. Nos conditions de vie et de travail continuent à se détériorer et les inégalités sociales s'accroissent. De multiples conflits traduisent cette situation de crise. Elle ne peut que s'aggraver. C'est un seul et même système qui organise l'exploitation des travailleurs et la dégradation de vie qui met en péril la terre entière. La croissance aveugle ne tient compte ni du bien-être, ni de l'environnement.* René Dumont

*Toute personne croyant qu'une croissance exponentielle peut durer indéfiniment dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste.* Kenneth Boulding

*En raison des leçons que nous avons commencées à apprendre, je crois que nous pouvons dire que le siècle prochain (le 21<sup>e</sup>) sera plus cordial, plus harmonieux et moins nuisible. La compassion et les graines de paix pourront fleurir. Je l'espère profondément. Dans le même temps, je crois que chaque individu a pour responsabilité d'aider à guider notre famille globale dans la bonne direction. Les vœux pieux ne suffisent pas, nous devons assumer nos responsabilités. Les grands mouvements humains jaillissent d'initiatives individuelles. Je crois véritablement que les individus peuvent faire la différence dans la société. Il appartient à chacun de nous d'utiliser au mieux son temps pour aider à créer un monde plus heureux.* Le dalai-lama

**CELUI QUI NE GUEULE PAS LA VÉRITÉ, QUAND IL CONNAIT LA VÉRITÉ, SE FAIT LE COMPLICE DES MENTEURS ET DES FAUSSAIRES.** Charles Péguy

...

## 8 – Autres annexes et notes

### Le pic du pétrole

- ASPO France est une association à but non lucratif poursuivant 3 objectifs principaux : Informer sur les ressources mondiales de pétrole et de gaz naturel et leurs incertitudes. Expliquer la réalité du phénomène de déplétion. Etudier la déplétion et ses conséquences en tenant compte de la demande en énergie ainsi que des aspects technologiques, économiques, sociaux et politiques : [www.aspofrance.org](http://www.aspofrance.org)

- Depuis des années les experts nous rendent attentifs aux dangers de la déplétion du pétrole. Ils ont été accusés de crier au loup. Cette fois, le loup est réellement à notre porte : [www.wolfatthedoor.org.uk/francais](http://www.wolfatthedoor.org.uk/francais)

- Le monde que nous connaissons est appelé à connaître dans un futur très proche des changements radicaux. Notre civilisation est sur le point d'affronter la plus grande crise qu'elle ait jamais connue. Une crise qui ne s'est jamais produite auparavant, et qu'elle ne connaîtra jamais plus. Cette crise, c'est la fin de l'âge du pétrole. Comme tout le monde, vous savez sans doute que le pétrole ne durera pas éternellement et, si vous deviez donner une date, vous diriez sans doute qu'il en reste suffisamment pour quarante ou cinquante ans. Malheureusement, la réalité est toute autre. Dans ce site, vous apprendrez entre autres choses : Pourquoi le pétrole est sur le point de manquer. Quelles seront les conséquences sur notre mode de vie. Comment cette crise explique déjà en grande partie la géopolitique actuelle : [www.oleocene.org](http://www.oleocene.org)

- Le cours officiel du baril de pétrole : <http://prixdubaril.com>

- Oil, smoke & mirrors - sous-titré français : [www.youtube.com/watch?v=N6porZSebrM](http://www.youtube.com/watch?v=N6porZSebrM)

Au travers d'une série d'interviews extraordinairement informées et éloquentes, ce film montre que les événements du 11 septembre et les poursuites de la soi-disant "guerre au terrorisme", peuvent être mieux compris dans le contexte plus large de l'imminence d'une crise pétrolière.

- Sites anglophone sur la fin du pétrole : [www.peakoil.net](http://www.peakoil.net) (International Association for the Study of Peak Oil&Gas)

- [www.theoil drum.com](http://www.theoil drum.com) - [www.postcarbon.org](http://www.postcarbon.org)

### NAIRU : Le Chômage est-il voulu et planifié ?

Le NAIRU : Non Accelerating Inflation Rate of Unemployment, littéralement le "Taux de chômage qui n'accélère pas (n'augmente pas) l'inflation". Sur les traces du mystérieux NAIRU - <http://linflation.free.fr/pages/17alhomepag.html> . Le Nairu, parfois appelé taux de chômage naturel, a été mis au point dans les années 70 pour justifier l'idée qu'il est impossible de faire baisser le chômage en dessous d'un certain niveau sans relancer l'inflation. Elle fortifie bien sûr les politiques monétaires neutres ou restrictives. Le NAIRU est omniprésent dans certains milieux, et pourtant il reste invisible aux yeux de la population. Chut, il vaut mieux ne pas s'étendre là-dessus ! Comme le déclarait en 1996 le vice-président de la Banque Centrale américaine, Alan Blinder, ce NAIRU est « le petit secret de la macro-économie » ("the clean little secret of macroeconomics" )! Les résultats de cette investigation ont permis de mettre en pleine lumière les tenants et les aboutissants de cette explication hérétique du chômage massif et durable dans nos sociétés. Le fruit de ces travaux se trouve ici, sur : NAIRU, Le Nom de la Ruse. La face cachée du chômage - <http://lenairu.blogspot.fr>

Le chômage a une histoire : [http://lbsjs.free.fr/Balbastre/Balbastre\\_chomage.htm](http://lbsjs.free.fr/Balbastre/Balbastre_chomage.htm)

### Notes :

1) Adhérer au PS en quelques clics : [www.parti-socialiste.fr/agissons-ensemble/adherez-au-ps](http://www.parti-socialiste.fr/agissons-ensemble/adherez-au-ps) (20 €)

2) NEXUS : [www.nexus.fr](http://www.nexus.fr)

3) Le Manifeste des économistes déterrés avec John-Maynard Keynes, Milton Friedman, Henry Simons, Irving Fisher, Maurice Allais, Hyman Minsky et Joseph Schumpeter, pour une sortie de crise sans violence, équitable et progressive : <http://fr.scribd.com/doc/146132103/Manifeste-des-economistes-deterres>

4) J'accepte (le contrat tacite de notre monde libre)

Ce texte est une très « belle » illustration de notre économie de mort. Il a été mis en circulation sur Internet le 11 Septembre 2003 par un(e) anonyme. *Peu importe nos croyances ou nos idées politiques, le système mis en place dans notre monde libre repose sur l'accord tacite d'une sorte de contrat passé avec chacun d'entre nous, dont voici dans les grandes lignes le contenu...* [www.dailymotion.com/video/x3d4o6\\_j-accepte-le-contrat-tacite-des-gen\\_news](http://www.dailymotion.com/video/x3d4o6_j-accepte-le-contrat-tacite-des-gen_news)

5) Occupy Wall Street (OWS) : <http://occupywallst.org>

- Occupy Your Heart, Reclaim Love : [www.youtube.com/watch?v=T2IawRaeWUg](http://www.youtube.com/watch?v=T2IawRaeWUg)

- The Revolution Is Love : <http://occupylove.org/videos/>

- Awakening - 2012 - A Message of Hope : [www.youtube.com/watch?v=6H7rk1rfp7c](http://www.youtube.com/watch?v=6H7rk1rfp7c)

6) L'actualité de la médecine officielle et médecine naturelle depuis 1962 : <http://www.votre-sante.com>

- 7) **Keny Arkana > Autre Monde Possible:** [www.dailymotion.com/video/xmeps\\_keny-arkana-autre-monde-possible\\_creation](http://www.dailymotion.com/video/xmeps_keny-arkana-autre-monde-possible_creation)  
- Histoire et dégât de la mondialisation. Interview de résistants du monde entier. Documentaire dense et très bien documenté.
- 8) **The Road to World War 3:** [www.youtube.com/watch?v=HP7L8bw5QF4](http://www.youtube.com/watch?v=HP7L8bw5QF4) - 14 minutes de bon sens, un document comme celui-ci, outre qu'il est d'une grande acuité intellectuelle sur la réalité de la détresse dans laquelle se trouve l'oligarchie US (la FED) prête à aller jusqu'à déclencher un conflit généralisé pour ne pas perdre son pouvoir, nous montre à quel point la nouvelle intelligentsia américaine est déterminée.
- 9) **11 Septembre 2001, des psychologues expliquent pourquoi vous refusez de voir la vérité :**  
<http://www.youtube.com/watch?v=6jg11Cmtg8Y>  
[http://www.wat.tv/video/11-septembre-psychologues-59a27\\_2hm19\\_.html](http://www.wat.tv/video/11-septembre-psychologues-59a27_2hm19_.html)
- 10) **The Biggest Scam In The History Of Mankind - Hidden Secrets of Money :** <http://www.youtube.com/watch?v=iFDe5kUUyT0>

You are about to learn one of the biggest secrets in the history of the world... it's a secret that has huge effects for everyone who lives on this planet. You are about to discover the system that is ultimately responsible for most of the inequality in our world today. The powers that be DO NOT want you to know about this, as this system is what has kept them at the top of the financial food-chain for the last 100 years. Learning this will change your life, because it will change the choices that you make. If enough people learn it, it will change the world... because it will change the system. Never in human history have so many been plundered by so few.

...

L'auteur, **Marc Jutier**, est né le 11 août 1962 à Paris, est candidat aux primaires citoyennes organisées par le PS afin de désigner le candidat du Parti Socialiste pour les élections présidentielles de 2017 et de 2022. Ingénieur, auteur et conférencier, il est le mandataire du département de la Dordogne pour la Motion 4 (1<sup>er</sup> signataire : Stéphane Hessel). Lors du dernier congrès du PS (fin octobre 2012 à Toulouse) cette motion a recueilli plus de 10 000 suffrages (12% des votes exprimés des membres du PS).

Pour le contacter : [mjutier@orange.fr](mailto:mjutier@orange.fr)

Ouvrages publiés :

- Nouvelle Civilisation 2012 (Éd. PASCAL, 2008)
- Le Guide de l'écologie Politique. 108 propositions pour une civilisation qui s'éveille (Éd. ALIAS, 2003)
- Carnet de route d'un jeune iconoclaste. Le 21<sup>e</sup> siècle sera... ce que nous en ferons (Éd. du Fraysse 1999)

Publications sur la toile :

- Site: <http://www.jutier.net>
- Blog: <http://marcjutier.over-blog.fr>
- One page : <http://bit.ly/15qSP8y>
- Page facebook: <http://on.fb.me/10QdAqh>
- Articles: <http://bit.ly/e9hUtA>
- Vidéos : <http://wn.com/marcjutier> / <http://www.agoravox.tv/auteur/marc-jutier> / <http://www.youtube.com/user/MarcJutier>
- Discours prononcé au colloque du 19-09-2009 avec Serge Latouche et le maire du 2<sup>e</sup> arrondissement de Paris « Nouveau paradigme pour une nouvelle civilisation »: <http://dai.ly/jFPEId> (+ de 4900 vues)

...

URLs de ce document : <http://fr.scribd.com/doc/176538695/Plaidoyer-pour-un-nouveau-projet-socialiste> - <http://bit.ly/H1eUB6> .